

LE FIGARO

AUJOURD'HUI
VOTRE JOURNAL SE MET
AUX COULEURS DE DIOR

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MATIGNON
LA GAUCHE FACE À L'HYPOTHÈSE
BERNARD CAZENEUVE
PAGES 4 ET 5

ENQUÊTE
L'EMPIRE ÉBRANLÉ
DE PATRICK DRAHI
PAGES 24 ET 25



**L'ÉTÉ
DU FIGARO**

RÉGIS DEBRAY
« TRISTE
AMÉRIQUE »
PAGE 19

**CES RICHES
EXTRAVAGANTS
VENUS
D'AILLEURS**
MALAISIE :
LA RUGISSANTE
FORTUNE
DES SULTANS
DE JOHOR PAGE 21

JEUX D'ÉTÉ PAGE 16

**CHAMPS
LIBRES**

• Les tribunes
de Serge Klarsfeld
et d'Éric
Descheemaeker
PAGE 20

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de jeudi :**
Allez-vous suivre
les Jeux paralympiques ?

OUI 37%	NON 63%
-------------------	-------------------

VOTANTS : 119 243

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Emmanuel Macron
devrait-il nommer
Bernard Cazeneuve
à Matignon ?

LUCAS BARIOULET/LE FIGARO;
PATRICIA DE MELO MOREIRA/AFP;
DANIEL PERNURPHOTO VIA AFP;
PHOTOMONTAGE LE FIGARO

**Soudan : reportage
au cœur d'une guerre
oubliée**

ARTHUR LARIE POUR LE FIGARO

En seize mois, le conflit entre l'armée et les paramilitaires a déjà fait 150 000 morts et 11 millions de déplacés. **PAGES 6 ET 7**

La Nouvelle-Calédonie appelle l'État au secours

Si la situation sécuritaire s'est améliorée, l'archipel subit de plein fouet une crise sociale et économique sans précédent. En l'absence de gouvernement, et donc d'interlocuteur, les élus locaux redoutent des émeutes de la faim.

À peine remise des insurrections ultravioletes du printemps, la Nouvelle-Calédonie s'enfonce dans une crise économique et sociale d'une ampleur historique. Alors qu'un tiers des salariés du privé est désormais au chômage, les dégâts causés par les émeutes ont été estimés à 2 milliards d'euros. Une somme considérable pour un territoire dont l'activité tourne essentiellement autour du nickel, un secteur en pleine crise. Pour éviter le naufrage, de nombreux habitants quittent le navire : ils sont entre 6 000 et 10 000 à envisager un départ cette année. Alors que les Calédoniens attendent un geste fort de l'État, sans qui « l'archipel ne s'en sortira pas », Emmanuel Macron a promis de rouvrir le débat avec les indépendantistes en septembre. Un autre dossier sur lequel il est particulièrement attendu.

→ L'ÉCONOMIE INSULAIRE, SINISTRÉE, « EN SOINS PALLIATIFS » → LA FERMETURE DE L'USINE DE KONIAMBO, SYMBOLE DE L'ÉCHEC DE L'EXPLOITATION DU NICKEL → POURQUOI LES INFRASTRUCTURES CHRÉTIENNES SONT LA CIBLE DES ÉMEUTIERS **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**

ÉDITORIAL par Yves Thérard

La dérive d'un bout de France

Pendant que le pays s'enthousiasme pour les Jeux, il est un bout de France qui se noie au milieu du Pacifique. La crise et la tension sont telles en Nouvelle-Calédonie que le passage de la flamme olympique y a été annulé. Les émeutes du mois de mai, provoquées par les indépendantistes opposés à la réforme du corps électoral, avaient obligé Emmanuel Macron à aller sur place. Des promesses avaient alors été faites. Depuis, la dissolution a bouleversé la donne, les agendas et les priorités. En métropole, le gouvernement démissionnaire est - presque - aux abonnés absents. Les urgences du Caillou ne relèvent pas, en effet, des seules « affaires courantes ». À 17 000 kilomètres de Paris, l'archipel doit faire face à un triple défi. Politique, bien sûr, alors que le dialogue est rompu avec les indépendantistes; minoritaires, ceux-ci viennent eux-mêmes de se fracturer ces dernières heures et ont perdu la présidence du Parlement local. Économique, alors que l'exploitation du nickel, ressource essentielle, souffre de la concurrence internationale; indonésienne, notamment. Et social, sur un territoire de 270 000 habitants où le chômage des jeunes est une plaie endémique; surtout dans la communauté kanak. Les violences du mois de mai, qui ont causé plus de 2 milliards d'euros de dégâts, la mise en péril de plusieurs centaines d'entreprises et de nombreux licenciements n'ont pas arrangé les choses.

Les élus locaux se sentent abandonnés de la métropole et redoutent à présent des émeutes de la faim. Des familles prennent le chemin de l'exil. La Nouvelle-Calédonie, qui vivait au-dessus de ses moyens depuis des décennies grâce aux aides de la métropole, se paupérise à grande vitesse. Cet épisode dramatique montre que, privée de cette assistance, elle ne pourrait pas continuer ainsi longtemps. Sauf à passer sous le contrôle de puissances étrangères, qui ne cessent de flatter les indépendantistes. La Chine n'attend que cela... ■

YOUR DREAMS, MAKE THEM REAL

LE FILM | 1^{ER} SEPTEMBRE 2024 | 20H | DIOR.COM

DIOR

M 00108 - 830 - F 3,60 €

AND: 4,50 € - BEL: 3,70 € - CH: 4,60 CHF - D: 4,20 € - ESP: 4,30 € - GR: 3,70 € - LUX: 3,70 € - MAR: 3,70 € - MTQ/GLP: 4,30 € - REU: 4,70 € - TUN: 11,00 TND ISSN 0182-5852

DIOR



j'adore

*VOS RÊVES RENDEZ LES RÉALITÉ

YOUR DREAMS
MAKE THEM REAL

LE FILM | 1^{ER} SEPTEMBRE 2024 - 20H | DIOR.COM

DIOR

Dévastée, la Nouvelle-Calédonie appelle l'État à

Jean-Alexis Gallien-Lamarche
Nouméa

Si la situation sécuritaire s'est améliorée, l'île subit une crise économique d'ampleur. Les acteurs locaux s'inquiètent de l'absence d'interlocuteurs à Paris.

Trois mois après le déclenchement d'une révolte sur fond de crise politique contre le projet de loi constitutionnelle, l'archipel est toujours plongé dans un chaos économique et social. Quelque 25 000 personnes sont désormais au chômage total ou partiel, soit plus d'un tiers des 68 000 salariés du privé, et le coût total des dégâts a été estimé à plus de 2 milliards d'euros. Alors que l'État tente par tous les moyens de remettre de l'ordre dans la rue et les tribus, une mobilisation inédite des gendarmes et des policiers a permis de débayer une grande partie des barricades érigées sur les grands axes de la capitale et sa banlieue, permettant à la population de retrouver un semblant de vie normale. «Même au plus fort des événements des années 1980, nous n'avions pas une telle concentration de forces de gendarmes mobiles» avec le déploiement de 29 escadrons contre 4 en temps normal, observe le général Nicolas Matthéos, commandant de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie.

En outre, l'interpellation de 2625 émeutiers et l'activité incessante du parquet – autant de comparutions immédiates ces trois derniers mois que sur l'ensemble de l'année dernière – ont nécessairement contribué à faire redescendre d'un cran les tensions. L'opération judiciaire surprise visant Christian Tein, leader de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), et ses lieutenants, accusés d'avoir commandité les actions violentes et pour certains écroués en métropole, a par ailleurs considérablement perturbé la chaîne de commandement de «cette organisation criminelle», selon les mots du procureur de la République Yves Dupas. Une difficulté subsiste, et pas des moindres : le blocus total de Saint-Louis, un quartier de la commune du Mont-Dore, à une vingtaine de minutes de route de Nouméa, où plus aucune voiture ne peut circuler, coupant du monde les quelque 15 000 personnes qui y résident. Des

«Aujourd'hui, les ministres démissionnaires ne sont pas concernés par le dossier puisqu'ils ont désormais leur propre calendrier et leur propre agenda politique. Il en va de même pour les groupes parlementaires»

Nicolas Metzdorf Député (Renaissance) de la 1^{re} circonscription.

chicanes infranchissables ont été installées par l'État en raison du danger qui règne dans ce secteur, où s'est réfugiée une bande d'une quarantaine de délinquants lourdement armés et radicalisés qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles sur les gendarmes. La mort de Rock Victorin Wamytan, dit «Banané», considéré comme le meneur de ce groupe, par un tir de riposte du GIGN le 10 juillet dernier, n'a pas permis à l'État de reprendre le contrôle de cette zone.

Mais, aujourd'hui, c'est surtout la crise économique et sociale qui inquiète les autorités locales, redoutant des émeutes de la faim et une recrudescence de cambriolages. «La Nouvelle-Calédonie traverse la plus grande crise de son histoire, bien plus forte que celle que nous avons connue dans les années 1980. Le pays est ruiné et a besoin de 5 milliards d'euros, le chômage explose et la famine ne devrait pas tarder. Nous sommes dans l'urgence et cette urgence n'est pas traitée à la hauteur de sa gravité», constate



Devant le centre commercial Kenu-in, à Dumbéa, qui a été incendié lors des émeutes de mai dernier, git la carcasse d'une camionnette brûlée.

Nicolas Metzdorf, député (Renaissance) de la première circonscription. Des voix s'élèvent de plus en plus pour enjoindre à l'État de reprendre la main sur le dossier au plus vite. Au cours d'une visite à Paris, la patronne du Medef de Nouvelle-Calédonie, Mimsy Daly, a plaidé pour la mise en place d'un «comité interministériel». «Car, sans l'État, nous ne nous en sortirons pas», a-t-elle ajouté au micro de Franceinfo.

La dissolution de l'Assemblée nationale et l'absence de premier ministre et

de gouvernement depuis sept semaines compromettent tout espoir d'une résolution de ce dossier particulièrement sensible, et dont la seule issue est politique. Elles participent également au sentiment d'abandon ressenti par une partie de la population. «Aujourd'hui, les ministres démissionnaires ne sont pas concernés par le dossier puisqu'ils ont désormais leur propre calendrier et leur propre agenda politique. Il en va de même pour les groupes parlementaires. Nous avons donc besoin d'un État stable

en ordre de marche et en capacité de travailler pour nous aider à résoudre cette crise. Un gouvernement démissionnaire ne peut certainement pas être en capacité de gérer une crise de telle ampleur en Nouvelle-Calédonie», poursuit Nicolas Metzdorf.

Les acteurs locaux attendent désormais une initiative forte de Paris pour sortir de l'impasse institutionnelle. «Il faut que le premier ministre ou le ministre en charge du dossier invite les élus et les enferme dans une salle pendant le

temps qu'il faut pour se mettre d'accord, comme l'avait fait Michel Rocard en son temps», propose l'élue. Le mois dernier, Emmanuel Macron avait promis aux quatre parlementaires calédoniens une reprise du dialogue politique entre indépendantistes et loyalistes en septembre. Une manière de laisser passer le congrès du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui se tient vendredi 30 et samedi 31 août. Judicieux décisive, cette réunion de la coalition indépendantiste pourrait pourtant

L'économie insulaire, sinistrée, «en soins palliatifs»

Clara Galtier

C'est d'une voix tremblante, brisée par l'émotion, que cette Calédonienne d'une cinquantaine d'années raconte son quotidien depuis les émeutes. «C'est l'horreur... Notre île a été détruite. Je ne prends plus la voiture toute seule, j'ai trop peur, je fais du covoiturage pour aller au travail. On vit sous couvre-feu, il n'y a plus de transports en commun, une personne sur deux a perdu son emploi. Tous les jours, je vois des habitants qui essaient de vendre des brochettes ou des gâteaux faits maison sur la route... Les gens n'ont plus d'argent, on ne peut plus aller au restaurant ni au cinéma, on ne peut pas faire de projet, on ne vit plus!»

Trois mois après les violents affrontements qui ont ravagé le territoire d'outre-mer français, si la sécurité semble stabilisée – 6 000 forces de l'ordre sont toujours sur place –, le retour à la normale est très loin d'être une réalité. Au moins 1 000 commerces et entreprises ont été saccagés, pillés ou brûlés. Sur les réseaux sociaux, la liste des établissements réduits en cendre, régulièrement révisée, s'étend sur des pages entières. 3 310 sinistres ont été déclarés pour un peu plus de 1 milliard d'euros de dommages, selon le recensement du ministère de l'Économie. D'après les autorités calédoniennes, le coût total lié aux émeutes atteindrait le double, soit 20 % du PIB annuel de l'archipel (10 milliards d'euros en 2023). Près de 25 000 travailleurs sont au chômage, soit plus d'un tiers des salariés

du privé. Les habitants avec lesquels Le Figaro a pu s'entretenir au téléphone sont sidérés, traumatisés par la brutalité des soulèvements qui ont anéanti le vivre-ensemble sur cette île du Pacifique Sud multiethnique.

«La Nouvelle-Calédonie s'est installée durablement en mode dégradé», résume le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), David Guyenne, sur le pont depuis les attaques. Lui-même chef d'entreprise, il est concerné par tous les cas de figure. Le plus gros de ses activités a été totalement brûlé, dont un centre commercial comprenant un supermarché, un insti-

«Tous les jours, j'apprends que quelqu'un quitte l'île, même des personnes qui n'y ont jamais pensé! Six mois avant, elles comptaient finir leur vie en Nouvelle-Calédonie»

Un employé au sein de l'administration

tut médical, des bureaux, une pharmacie... Seule une des deux boulangeries qui lui restent demeure ouverte mais tourne à 40 % de son activité. Dossiers d'assurance, aides de l'État, chômage partiel... Son quotidien est jalonné par les démarches administratives, qu'il s'efforce d'accomplir entre mille et une autres choses à régler. Les adhérents à la CCI, qui ont, pour la plupart, des entreprises familiales de petite taille, sont eux aussi «en mode survie».

«Cela implique de répondre à des be-

soins basiques : assumer ses dépenses alimentaires, son loyer, se sentir en sécurité. Pour cette raison, l'avenir se dessine à très court terme, il n'y a pas de projection possible», énumère l'entrepreneur. Une situation critique, qui pousse, inexorablement, aux départs. Alors que David Guyenne alerte depuis deux ans sur «l'hémorragie démographique qui reflète un manque d'attractivité de la Nouvelle-Calédonie», la CCI prévoit cette année entre 6 000 et 10 000 départs.

Des Océaniens et des Kanaks, surtout des jeunes, à la recherche d'une vie meilleure, des personnels de santé, des cadres ou des salariés qui ont peu d'investissements sur l'île ou peu d'attaches familiales. «C'est hallucinant, acquiesce cet employé au sein de l'administration, qui requiert l'anonymat. Tous les jours, j'apprends que quelqu'un quitte l'île, même des personnes qui n'y ont jamais pensé! Six mois avant, elles comptaient finir leur vie en Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui elles s'en vont, qu'elles soient indépendantistes ou non», précise-t-il. Fidji, Australie, métropole sont les destinations évoquées. Si les conséquences de ces expatriations sont encore incertaines, nul doute qu'elles compliqueront la reconstruction du Caillou. «L'économie est plombée, c'est une catastrophe, reprend le fonctionnaire. Ma maison ne vaut plus rien.»

Pendant qu'entreprises et habitants pansent leurs plaies, d'autres secteurs s'effondrent comme des châteaux de cartes. L'industrie du nickel, pouton de l'activité de l'archipel, en difficulté depuis plusieurs années, est menacée

par la faillite. Dans l'énergie, Enercal, le gestionnaire du réseau local, vient tout juste d'éviter la cessation de paiements grâce à une aide urgente de la métropole. Dans l'immobilier, aussi, le principal bailleur social, la SIC, qui loge un Calédonien sur dix, est au bord de la liquidation. La crise politique et sociale a certes exacerbé les problèmes mais la désagregation de l'économie couvait à bas bruit depuis longtemps, souligne-t-on à Bercy. «Même sans les émeutes, la Nouvelle-Calédonie aurait été dans une situation difficile.» Les finances de l'archipel souffrent de déséquilibres structurels et d'un modèle économique qui ne correspond plus à la réalité après un boom à la fin des années 1990. Manque de diversification, déficit d'actifs, sous-tarification de l'électricité, système de retraite trop dispendieux, problèmes de gouvernance... «Pour en sortir à court terme, il y a les aides directes de l'État mais pour s'en sortir durablement il faut corriger le modèle économique», via des réformes de court et moyen terme inévitables, ajoute-t-on au ministère des Finances.

En urgence, Paris a injecté 272 millions d'euros d'aides aux entreprises à l'État calédonien. Prêts garantis par l'État, subventions, dotations, fonds de solidarité... Les aides pleuvent, mais beaucoup d'acteurs dénoncent la lenteur administrative et de l'argent qui arrive au compte-goutte. «Au quotidien, on se pose deux questions, abonde le fonctionnaire. «Est-ce que j'aurai un salaire en septembre?» et «Quand est-ce que je m'en vais?» La Nouvelle-Calédonie est en soins palliatifs... On est sous perfusion et on va droit vers la mort.» ■

l'aide

La fermeture de l'usine de Koniambo, symbole de l'échec de l'exploitation du nickel

Emmanuel Egloff

Pour les autorités de la province Nord, dirigée par les indépendantistes, le symbole va être difficile à assumer. L'usine Koniambo Nickel (KNS), qui transforme le minerai extrait en Nouvelle-Calédonie en nickel, va fermer ses portes ce vendredi. Cette fermeture est une catastrophe économique. L'usine employait plus de 1300 salariés directement, auxquels s'ajoutaient près de 2500 emplois indirects et induits. Elle n'aura été exploitée que pendant onze petites années. Et n'aura jamais gagné d'argent.

Implanter une usine de nickel dans la province Nord de Nouvelle-Calédonie relevait pourtant d'un très vieux rêve politique. Aussi bien sur le Caillou qu'en métropole. Le général de Gaulle, en 1966, avait été le premier à l'évoquer. Il s'agissait de rééquilibrer l'économie de l'île, l'usine historique de transformation du minerai se trouvant au sud, près de Nouméa, et sous le contrôle du groupe minier français Eramet.

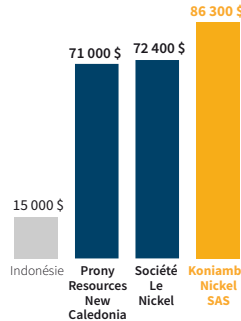
Un contexte concurrentiel mondial très difficile

Le projet passe une première étape au début des années 1990, quand les autorités de la province Nord mettent en place un outil de développement économique, la Société minière du Sud Pacifique (SMSP). En 1995, un premier accord est trouvé avec l'entreprise canadienne Falconbridge. Ce groupe minier expérimenté doit pouvoir apporter son savoir-faire métallurgique et a l'avantage, pour les indépendantistes qui dirigent la province Nord, de ne pas être français. En 1998, après les accords de Nouméa, le projet passe à une phase concrète. Une contrepartie est créée entre la SMSP (51 %) et Falconbridge (49 %). Surtout, le groupe canadien accepte de financer 100 % du projet. En 2005, la construction de l'usine, qui représente un investissement de 5 milliards de dollars, est officiellement lancée. Falconbridge passe sous le contrôle de son compatriote Xstrata, avant que ce dernier se fasse racheter par la suisse Glencore. Mais le projet KNS n'est pas modifié par ces soubresauts capitalistiques.

En 2013, la première coulée de nickel est réalisée à l'usine de Koniambo. Pendant les onze années suivantes, l'usine sera toujours déficitaire. Glen-

Une situation financière intenable

Coût du travail dans le secteur métallurgique par an et par employé, en dollars

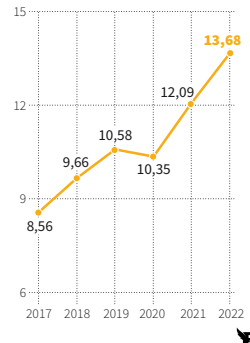


Source: Inspection Générale des Finances

core va remettre régulièrement de l'argent. Les maux de l'usine sont connus. Il y a d'abord des éléments propres à la Nouvelle-Calédonie. D'abord des coûts salariaux élevés : les entreprises achètent la paix sociale, et les effectifs sont nombreux. En outre, le fioul et le charbon nécessaires pour faire tourner les usines sont importés, ce qui engendre des coûts supplémentaires. Mais il y a également un sujet propre à l'usine. KNS affiche « des rendements très inférieurs à ceux envisagés lors de la conception de l'usine : le rendement moyen de l'usine entre 2020 et 2022 s'est établi à 87 %, soit très en deçà de la cible initiale de 95 % à 96 %, pointe un rapport de l'Inspection des finances sur le secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie sorti en juillet 2023. KNS est une usine très intégrée, dont les fours, exploitent une technologie innovante, ont connu plusieurs dysfonctionnements ». Enfin, il y a un contexte concurrentiel mondial très difficile. Depuis plusieurs années, l'Indonésie a beaucoup investi et a subventionné des mines et des usines de nickel sur son territoire, ce qui a fortement pesé sur les cours mondiaux de nickel.

Ces problèmes multiples se sont retrouvés dans les comptes de KNS. Le rapport de l'Inspection des finances explique que la société a affiché « un résultat d'exploitation et un résultat net négatifs sur toute la période considérée,

Dettes financières nettes cumulées de l'usine KNS (Koniambo Nickel SAS), en milliards d'euros



la dette financière et trois dépréciations en 2020, 2021 et 2022 ayant particulièrement pesé sur le résultat net. » Au final, la société affichait une dette financière nette de 13,7 milliards d'euros en décembre 2022. Et, cette dette, c'est bien Glencore qui devra l'assumer. Le géant suisse du négoce a décidé d'arrêter les frais en début d'année 2024. Les deux actionnaires ont expliqué officiellement en janvier qu'ils étaient désormais à la recherche d'un nouveau partenaire financier. Pour limiter les pertes, ils décident de suspendre la production dès février (sans fermer définitivement l'usine).

Un revers politique

Cette recherche d'un reprenneur a été menée par les deux actionnaires, sans demander le soutien de l'État. « Le gouvernement avait proposé un soutien financier de 200 millions d'euros au printemps, précise-t-on du côté de Bercy. Mais ce soutien était conditionné à l'existence d'un business-plan solide et à un soutien financier des actionnaires. Ces derniers l'ont refusé. L'État n'a pas vocation à soutenir financièrement seul une telle usine ». Malheureusement, cette recherche d'un nouveau partenaire financier n'a pas abouti. La SMSP et Glencore ont donc décidé de fermer purement et simplement l'usine.

Les indépendantistes voyaient l'usine Nord comme un symbole de leur

indépendance économique. Sa fermeture représente un revers politique. Mais la situation de KNS est loin d'être isolée. Les deux autres usines métallurgiques de l'île sont dans des situations financières très dégradées. Le rapport de l'Inspection générale des finances expliquait que les trois usines affichaient un résultat net négatif depuis plus de dix ans ! Aussi bien l'usine gérée par Eramet près de Nouméa que la troisième, nommée aujourd'hui Prony Resources et annoncée après KNS, mais ouverte avant, en 2011, dans la province Sud. La plupart des problèmes de l'usine Nord – coûts de l'énergie et salariaux trop élevés et âpre concurrence mondiale – sont identiques dans les autres sites.

Depuis plusieurs années, le gouvernement est conscient des difficultés. C'est pour cela qu'il avait demandé le rapport à l'Inspection des finances, afin de trouver une solution pérenne. Bercy refuse de remettre de l'argent à fonds perdu sans la perspective solide d'un retour du secteur à la rentabilité. L'année dernière, toutes les parties prenantes – économiques, politiques, publiques et privées – ont été consultées. En mars, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, a présenté un « pacte nickel » comprenant trois points essentiels : un soutien financier temporaire de l'État à l'achat d'énergie pour les usines du Caillou, une transformation du mix énergétique de l'île, pour aller vers une production moins carbonée et moins coûteuse, et une réforme, approuvée par toutes les parties prenantes locales, du code minier.

Le ministre tablait sur une adoption, et une mise en œuvre, rapide. Les émeutes du printemps en Nouvelle-Calédonie ont remis en cause ce calendrier. À Bercy, on admet aujourd'hui que le processus est bloqué. La dissolution n'arrange rien. Or, il faudrait aller vite. Les événements ont également contraint les deux usines restantes à cesser leur production. Surtout, les actionnaires cherchent à partir, ou au moins à cesser de financer des opérations à perte.

Le groupe de négoce britannique Trafigura, présent chez Prony Resources, a annoncé son intention de céder sa participation. Et même Eramet, l'acteur historique, ne veut plus désormais remettre au pot. La question de la survie de toutes les usines de nickel de Nouvelle-Calédonie risque de se poser très rapidement. ■

accoucher d'une souris, puisque deux des quatre composantes (l'UPM et le Palika) ont annoncé ce mercredi leur non-participation. Tirailé en interne sur ses méthodes de revendication, et alors que les indépendantistes ont subi un revers inattendu en perdant la présidence du congrès ce jeudi, le FLNKS est plus que jamais proche de l'éclatement. ■

➔ Lire aussi PAGE 20

Pourquoi les infrastructures chrétiennes sont la cible des émeutiers

Elisabeth Pierson

Pour la quatrième fois depuis le début des émeutes indépendantistes en Nouvelle-Calédonie, une église a été la proie des flammes mercredi 14 août. Vers 4 heures du matin, un incendie s'est déclaré dans l'église de Tyé, dans la commune de Poindimié. Si l'édifice est encore debout, la sacristie, l'autel, la chapelle et du mobilier ont été totalement détruits. Les gendarmes ont évoqué entre cinq et dix départs de feu volontaires au sein de l'édifice.

« Quel message véhiculent ces incendiaires d'édifices religieux ? », a interrogé Victor Tutugoro, président de l'Union progressiste en Mélanésie (UPM), un mouvement indépendantiste kanak, en condamnant les émeutiers à l'origine de ces actes. Depuis mai dernier et le déclenchement d'une vague de violences sans précédent en Nouvelle-Calédonie, sur fond de lutte indépendantiste, non seulement des églises, mais aussi des presbytères ont été pris pour cible. Un phénomène inédit sur l'archipel français où 110 000 personnes, soit 52 % de la population, sont baptisées catholiques, dont de nombreux Kanaks, et presque tous pratiquants.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, la maison des Petites Filles de Marie et le presbytère de la paroisse Saint-Louis ont été attaqués. Sous la menace des émeutiers, deux religieuses présentes dans les locaux de la paroisse ont dû être exfiltrées par les gendarmes. Le 16 juillet, dans la commune de Mont-Dore, près de Nouméa, qui a été le théâtre d'actes particu-

lièrement violents perpétrés par les militants, c'est l'église historique de Saint-Louis qui disparaissait sous les flammes. La destruction de cet édifice mariste, construit dans les années 1860 et surnommé en ses débuts « le Petit Vatican » pour son rayonnement spirituel, « a provoqué un choc à l'échelle de tout le pays, voire au-delà », a rapporté la chaîne Nouvelle-Calédonie La Première.

Puis, dans la nuit du 18 au 19 juillet, l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, au village de Vao sur l'île des Pins, a totalement brûlé. Elle datait également de 1860. Si l'autel a été sauvé, « l'ensemble du clocher a été touché » selon l'adjoint au maire de Vao, Guillaume Kouathé. Le 20 juillet, le presbytère de Thio a été lui aussi réduit en cendres, sans faire de victime.

Cette série d'attaques contre des édifices religieux a poussé le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin à réagir mi-juillet. « Par la destruction d'églises et de symboles religieux, la Nouvelle-Calédonie connaît une violence nihiliste assumée que tout le monde doit condamner avec clarté », a estimé le ministre démissionnaire dans une publication sur X. Le président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie Louis Mapou a aussi déploré après l'incendie de l'église Saint-Louis « une perte considérable » pour les Calédoniens, « que l'on soit croyant ou non » et condamné des actes qui, « en plus de s'en prendre au sacré, fragilisent encore un peu plus la paix sociale ».

C'est la première fois que des lieux de culte catholique et des résidences de prêtres et de sœurs, sont ciblés par l'archipel. Les valeurs chrétiennes y ont pourtant façonné la société depuis qu'à

la moitié du XIX^e siècle, les protestants de la London Missionary Society, puis les frères catholiques maristes, ont apporté l'Évangile auprès de Kanaks jusqu'aux attaches au culte de l'esprit des ancêtres. « Depuis 150 ans, la religion chrétienne est devenue pour les Kanaks un élément de leur culture qu'ils ont conservée bien plus que les Européens », note Éric Descheemaeker, professeur de droit à l'université de Melbourne. « Pendant longtemps même, les missionnaires, catholiques ou protestants, ont apporté

« Quand les piliers s'attaquent aux églises pour dénoncer la colonisation française, c'est historiquement faux, puisque les missionnaires protestants sont arrivés les premiers en 1840 »

L'évêque Jean-Yves Riocreux

l'éducation aux Kanaks car l'école publique laïque était réservée aux Européens. Une chose que l'on dit peu car ce n'est pas à l'avantage de l'État français. »

Le professeur à l'université de Melbourne voit dans ce vandalisme la marque de « jeunes désœuvrés, en rupture avec toute religion et société », et qu'il estime probablement manipulés par des puissances étrangères. Amalgamer églises et colonialisme rappelle, selon lui, « un langage sans doute tiré des congrès anticolonialistes organisés à Bakou ». Mi-juillet, la capitale azerbaïdjanaise avait réuni des partis indépendantistes de

territoires français d'outre-mer pour un sommet contre les « politiques coloniales racistes et répressives de la France ».

En s'attaquant aux lieux de culte catholiques, les émeutiers, souvent jeunes et qui ne représentent qu'une frange radicale des indépendantistes, risquent de se mettre à dos leur propre population, estime le professeur. Un avis que partage l'évêque émérite Jean-Yves Riocreux, ancien curé de la cathédrale Saint-Joseph de Nouméa de 1979 à 1986. Les fidèles catholiques, y compris Mélanésiens, sont « consternés » par ces attaques, assure celui qui a vécu douze ans en Nouvelle-Calédonie. « Quand les piliers s'attaquent aux églises pour dénoncer la colonisation française, c'est historiquement faux, puisque les missionnaires protestants sont arrivés les premiers en 1840. Les maristes, eux, sont arrivés trois ans plus tard », défend le prêtre auprès du Figaro. « Lorsque, en 1853, Napoléon III prend possession de la Nouvelle-Calédonie, l'administration française s'est établie à Port-de-France, devenu Nouméa, alors que les missionnaires étaient dans le Nord où ils ont créé écoles et dispensaires ».

Le pasteur Frédéric Rognon, qui visite régulièrement la Nouvelle-Calédonie depuis les années 1970, rappelle pour sa part qu'un « contentieux » existe depuis quarante ans « entre l'Église catholique et le mouvement indépendantiste ». « Lors des émeutes qui ont secoué l'archipel de 1984 à 1988, les catholiques n'ont pas pris parti. Pour les militants, cela revenait à choisir le camp de la France », explique le professeur à la faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg. En 1988, lors de la prise d'otage

d'Ouvéa, les responsables indépendantistes avaient même refusé la médiation de l'archevêque de Nouméa, Michel-Marie Calvet. À l'époque déjà, ce père mariste, nommé à la tête du diocèse en 1981, observait une neutralité qu'il conserve avec scrupule depuis mai. Mi-juillet, à la suite des attaques d'églises, M^{re} Calvet a diffusé un message partageant sa surprise et sa tristesse face à un « déferlement de rancœur et de haine », et appelant à « renouveler le dialogue », « dire non à la violence ».

À l'inverse, la principale Église protestante de Nouvelle-Calédonie, l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC) qui regroupe près de 40 000 Kanaks, s'est prononcée dès les années 1970 pour l'indépendance. « Une indépendance en étroite concertation avec la France et dans la non-violence », précise le pasteur. Ce qui explique que les émeutiers s'en prennent aux églises et non aux temples protestants, note-t-il.

Pourquoi cette neutralité de l'Église ? D'abord parce que « son rôle n'est pas de se mêler à la politique », explique M^{re} Riocreux, mais aussi « parce que la moitié de la population ne veut pas de l'indépendance », rappelle l'ancien curé de la cathédrale de Nouméa. Si l'EPKNC est constituée presque entièrement de Kanaks, l'Église catholique est mixte et compte presque à moitié de fidèles européens. Une mixité dont se félicite l'évêque émérite : « Ce qui me revient de la situation sur place, c'est que les lieux de culte sont encore le seul lieu où tous se retrouvent et se parlent en Nouvelle-Calédonie. Les messes rassemblent Mélanésiens et Européens, et tout le monde se parle et se sourit ». ■

L'hypothèse Bernard Cazeneuve à Matignon di

Richard Flurin

L'ancien premier ministre de François Hollande fait campagne de moins en moins discrètement pour Matignon. Les socialistes

L a rumeur s'accrédite. Son nom, cité depuis plusieurs semaines, se détache de plus en plus nettement dans le bourdonnement des hypothèses. Bernard Cazeneuve : et si c'était lui, finalement, le futur premier ministre ? Le franc-tireur de gauche coche d'évidence des cases pour le poste. Il n'y a qu'à voir son CV. Déjà premier ministre au crépuscule de la présidence Hollande, il avait exercé au préalable, entre 2012 et 2016, la fonction de ministre, aux Affaires européennes, au Budget puis à l'Intérieur. Ces expériences lui ont appris à manœuvrer dans un Parlement parfois récalcitrant, ce qui constitue un atout au vu des circonstances politiques. Avant cela, Bernard Cazeneuve a suivi le cursus honorem républicain : conseiller général, maire, député. Autant d'expériences qui lui valent, dans la bouche de ses amis comme de ses adversaires, le statut d'homme d'État.

« Il est de gauche sans appartenir au Nouveau Front populaire, il est républicain sans être de droite »

Jean-Christophe Cambadélis
Ancien premier secrétaire
du Parti socialiste

Politiquement aussi, son positionnement comporte bien des avantages. « Il est de gauche sans appartenir au Nouveau Front populaire, il est républicain sans être de droite », résume l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, qui ne boude pas son plaisir de voir l'hypothèse Cazeneuve « crédibilisée ». Le nommer permettrait donc à Emmanuel Macron de reconnaître l'avantage de la gauche après les législatives anticipées, tout en s'épargnant l'opprobre de céder à la croisade du NFP. « Réputé pour son sens de l'intérêt général, il se trouve à la jointure du bloc de gauche et du bloc de la droite républicaine », ajoute Jean-Christophe Cambadélis. Des cadres des Républicains ne cachent pas, au reste, avoir de la sympathie à l'endroit de cet ancien socialiste (lire ci-dessous), confirmant qu'il pourrait

éviter une censure de leur part en cas de nomination.

L'avocat de profession connaît tous ses atouts et manœuvre en coulisses pour en tirer profit. « Il a très envie d'aller à Matignon », confie l'un de ses proches, insistant : « Il est prêt. » Même s'il n'a pour l'heure reçu aucun signe d'Emmanuel Macron, Bernard Cazeneuve fait campagne auprès des députés socialistes, leur assurant que son magistère, s'il venait à l'exercer, ne se-

rait pas une continuation de la politique macroniste par d'autres moyens, mais bien une « cohabitation ». Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale en a d'ailleurs fait la condition sine qua non de sa « non-censure » : que le futur gouvernement ne « prolonge » pas la politique du président de la République. Ce qu'a répété le premier secrétaire Olivier Faure dans un entretien à *Libération* jeudi : « Ce n'est pas une question de personne. » Autrement dit, qu'Emma-

nel Macron nomme une personnalité de gauche, qui plus est issu du PS, ne signifie pas qu'elle disposera d'un blanc-seing des socialistes.

Mais si la direction du parti à la rose reste arc-boutée sur la candidature du NFP, Lucie Castets, malgré la fin de non-recevoir que lui a finalement opposée Emmanuel Macron en début de semaine, tout un pan du parti se félicite de voir Bernard Cazeneuve cité. « Un premier ministre social-démocrate

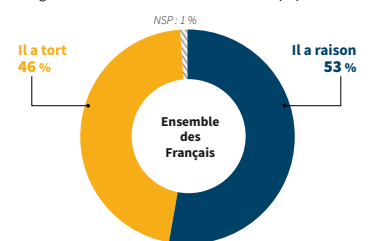
constituerait d'évidence un atout », assumait dans *Le Figaro* jeudi le premier secrétaire délégué du PS, Nicolas Mayer-Rossignol, à l'unisson d'autres cadres, de plus en plus sceptiques vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon.

Mais, au-delà des socialistes, le nom de l'ancien premier ministre de François Hollande crispe à gauche. Les Insoumis, qui censureront par principe tout autre candidat que la leur, ont expressément balayé d'un revers de main

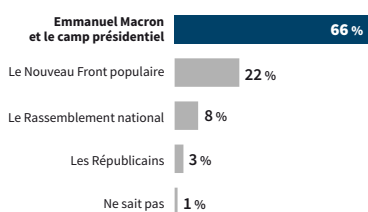
Les Français accusent Macron et doutent de sa capacité à résoudre la crise

Emmanuel Macron a annoncé « ne pas retenir » l'option d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire et dirigé par Lucie Castets au nom de la « stabilité institutionnelle », même sans ministre de La France insoumise. C'était le point de blocage que le Président évoquait la semaine dernière, J.-L. Mélenchon avait alors proposé qu'il n'y ait aucun ministre de La France insoumise.

QUESTION Vous personnellement, pensez-vous qu'il a raison ou tort de refuser l'hypothèse d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire ?



QUESTION Plus de 2 mois après les élections législatives, le nouveau gouvernement n'a toujours pas été nommé. Qui est le principal responsable de cette situation ?

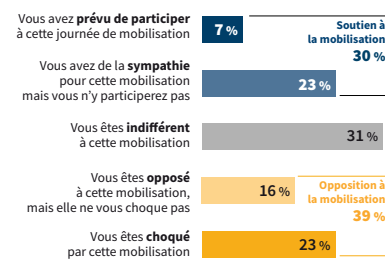


ODX BACKBONE LE FIGARO

Etude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 28 et 29 août 2024. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. À partir de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, entre 1,4 et 3,1 points.

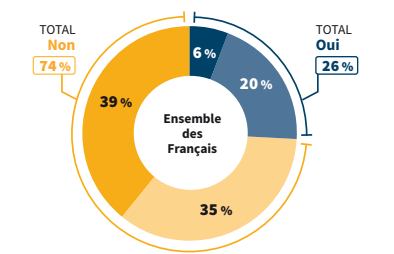
Des organisations lycéennes et des responsables politiques de La France insoumise et une partie de ceux du PS, des Écologistes et du PC appellent à manifester le 7 septembre prochain pour s'opposer au refus d'E. Macron de nommer Lucie Castets au poste de premier ministre.

QUESTION À titre personnel, quel est votre rapport à cette mobilisation ?



QUESTION Faites-vous confiance à E. Macron pour nommer un gouvernement qui corresponde à vos attentes ?

● Oui, tout à fait ● Oui, plutôt ● Non, pas vraiment ● Non, pas du tout



L'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve, le 29 avril 2021.

Plutôt bienveillante, la droite fixe des lignes rouges à la nomination de Cazeneuve

Martin Lagrave

L a campagne souterraine de Bernard Cazeneuve infuse jusqu'à la droite. Très discret depuis que son nom est évoqué pour être nommé premier ministre, en coulisse, le fondateur de La Convention s'emploie à rendre cette piste crédible. Alors qu'à gauche, son nom peine à faire l'unanimité, étonnamment, à droite, il n'est pas rare d'entendre d'éclogues commentaires à l'égard de l'ancien socialiste. La perspective d'un retour de Bernard Cazeneuve à Matignon n'offusque pas au sein des Républicains (LR), certains élus allant même jusqu'à le plébisciter.

Lorsque l'on évoque la nomination du prochain premier ministre, la secrétaire générale des Républicains Annie Genevard botte en touche : « Je me garde des conjectures, c'est au président de la République de le nommer », évacue-t-elle. La vice-présidente de l'Assemblée nationale rappelle les lignes rouges fixées par son camp pour travailler avec le prochain gouvernement : ne pas augmenter les impôts, ne pas diminuer les pensions de retraite et reprendre les 13 mesures du « pacte législatif » présenté par Laurent Wauquiez fin juillet.

Pourtant, Annie Genevard a rencontré par deux fois Emmanuel Macron ces derniers jours en compagnie de Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, justement pour tenter de résoudre

l'équation Matignon. « Avec le président, nous avons évoqué brièvement ce que pourrait être le portrait-robot du premier ministre. Quelqu'un qui ait la carrure d'un homme d'État, qui soit pètri du sens de l'intérêt supérieur de la nation et qui soit forcément rassembleur », confie la députée du Doubs au Figaro. « Bernard Cazeneuve ? Je l'ai connu comme député, comme ministre de l'Intérieur, et comme premier ministre. C'est à l'évidence quelqu'un qui a les

« Compte tenu des équilibres dans l'Hémicycle, il faut un socialiste modéré. Bernard Cazeneuve a l'expérience et la poigne pour proposer des textes qui dégagent des majorités »

Hubert Brigand
Député DR de Côte-d'Or

épaules pour exercer cette responsabilité », précise l'ancienne maire de Morteau. Dans ce cas-là, « nous devons être exigeants mais constructifs ». « La notion d'intérêt supérieur de la nation vaut pour tout le monde », conclut-elle.

Pour les LR « canal historique », si l'ancien socialiste reste un vieux compagnon de route de François Hollande, l'ennemi d'hier incarne aujourd'hui le visage d'une gauche modérée, hors du

Nouveau Front populaire. Ainsi, au sein du groupe présidé par Laurent Wauquiez, de nombreux députés partagent cette ligne vis-à-vis de l'ex socialiste. « Il faut que le pays fonctionne », martèle Hubert Brigand, député DR de Côte-d'Or. « Compte tenu des équilibres dans l'Hémicycle, il faut un socialiste modéré. Bernard Cazeneuve a l'expérience et la poigne pour proposer des textes qui dégagent des majorités. » Son collègue Jean-Pierre Taite abonde : « On reste ouvert, c'est un homme d'État, tout le monde le sait. » Tout comme Jean-Pierre Vigier, député de Haute-Loire : « Il a de l'expérience et il est modéré. S'il reprend nos mesures, pour moi, il n'y aura pas de problème. » Enfin, Frédérique Meunier, élue en Corrèze, admet une certaine « bienveillance (de la droite) à l'égard d'un homme qui bonne réputation et beaucoup d'expérience ».

Toutefois, rien n'indique que l'ensemble des 47 députés du groupe DR accueilleront favorablement la nomination à Matignon de l'ancien maire de Cherbourg. La précédente législature a démontré que plusieurs élus pouvaient faire preuve d'une certaine autonomie, notamment lors de la réforme des retraites. Le député de l'Aisne Julien Dive – seulement apparenté au groupe DR – estime que si l'hypothèse Cazeneuve venait à se concrétiser, « c'est la droite qui aura perdu », « un retour au gouvernement de 2012 », persifle ce très proche de Xavier Bertrand, lui aussi en lice pour s'installer Rue de Varenne. ■

Pannier-Runacher : « Le vote des

Propos recueillis par
Tristan Quinault-Maupoil

Agnès Pannier-Runacher est ministre déléguée démissionnaire, députée du Pas-de-Calais.

LE FIGARO. - Aucun nouveau premier ministre n'a encore été désigné.

N'y a-t-il pas urgence à faire un choix plutôt que de poursuivre des négociations dont on constate qu'elles ne progressent pas ?
AGNÈS PANNIER-RUNACHER. - Le président de la République est dans son rôle. Il est important de trouver quelqu'un qui pourra s'appuyer sur le soutien le plus large possible à l'Assemblée nationale. Mais il est vrai que cette situation de blocage ne doit pas perdurer si on veut éviter une crise politique majeure qui fera le jeu du Rassemblement national.

Cette procrastination présidentielle, certaines attentes qu'il pose et le sentiment que de nombreux ministres souhaitent conserver des responsabilités gouvernementales, ne donnent-ils pas l'impression que votre camp tente de conserver le pouvoir ?
Ce n'est pas le cas et ce serait très dangereux de donner cette impression. Les Français ont voté pour un changement de politique. Ça implique un changement de casting gouvernemental. Le premier ministre, comme beaucoup de ministres, ne peuvent pas être issus de nos rangs.

À qui incombe aujourd'hui la responsabilité du blocage ?
À la gauche ? À la droite ?

Un point partout et balle au centre. Si on passe plus de temps à chercher des coupables qu'à avancer, nous ne serons pas à la hauteur du moment. Chacun doit arrêter de camper sur ses positions. Aujourd'hui, personne ne discute vraiment. Pour avancer, il faut poser quatre ou cinq priorités de travail. Définissons ces grands axes et bâtons des compromis.

Quand Jean-Luc Mélenchon a suggéré de ne pas associer LFI à un exécutif, votre famille politique a aussitôt dénoncé un « coup politique ». Vous qui représentez l'aile gauche de la macronie, avez-vous perçu la même chose ?
Sa proposition, c'était le programme du NFP, tout le programme, rien que le programme. Ça ne pouvait pas fonctionner. Ce programme, qui prévoit par exemple un choc fiscal comme jamais n'en a connu la V^e République, ne convient pas à deux tiers des députés.

Le chef de l'État a écarté le NFP. Considérez-vous qu'il existe encore un chemin de discussion avec certaines de ses composantes ?
Il suffit de lire la tribune de Philippe Brun pour s'en convaincre (dans *Le Monde*, le député PS a défendu « un accord de non-censure », NDLR). Il existe un chemin. Non pour une coalition de gouvernement, mais pour un pacte de non-agression ou de non-censure autour d'une liste de priorités, chacun gardant sa liberté et son ADN. Tous les groupes politiques ou presque évoquent la santé, l'école, la juste rémunération du travail ou encore l'urgence climatique et l'autorité de l'État. Concentrons-nous sur ça et trouvons les terrains d'entente comme

visé la gauche

ont déjà prévenu que leur soutien n'allait pas de soi.

l'hypothèse Cazeneuve, trop éloignée du programme qu'il sanctuarise. Même refus des Écologistes, qui ne lui pardonnent pas sa «*gestion catastrophique du dossier des Sivens*» (dit la secrétaire nationale Marine Tondelier) lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Le militant écologiste Rémi Fraisse avait trouvé la mort à cause d'une grande offensive de la gendarmerie dans des manifestations contre la construction d'un barrage à Sivens. «*Ce n'est pas une solution qui est*

possible pour les écologistes», a prévenu la chef de parti.

La nomination de Bernard Cazeneuve pourrait permettre au président de fractionner une gauche qui, tant qu'elle est unie, handicape son camp. C'est ce dont l'accusent déjà les socialistes. «*Je considérerais la nomination de Bernard Cazeneuve comme une provocation du président vis-à-vis du NFP*», prévient par exemple la députée PS Céline Hervieu. Mais Emmanuel

Macron acceptera-t-il de faire sien le dernier premier ministre de François Hollande ? «*Ce choix sera immédiatement interprété comme un retour à la vieille politique et donc un désaveu pour le projet politique d'Emmanuel Macron, qui repose depuis 2017 sur le dépassement et la disruption*», analyse une source qui connaît bien les deux hommes. Tout dépend de la façon dont le président de la République veut écrire la fin de son décennat. ■



VINCENT BOSCOVIRA PRESS

Français implique un changement de casting »

savent le faire les élus locaux. J'ai ce regret que le NFP a refusé cet exercice. Or, le programme du NFP, par ses outrances, a inutilement antagonisé tous les autres groupes politiques. Les composantes modérées du NFP en ont conscience. Donc sortons des faux-semblants. Entre ne pas changer une ligne à notre code général des impôts et faire 150 milliards d'euros d'augmentation des impôts, il y a tout de même de la marge.

Le président de la République a donné l'impression d'en profiter pour précipiter un accord avec la droite... Notre porte reste ouverte pour échanger avec ceux qui veulent créer du consensus sur des thèmes qui nous rassemblent. Il

faut, tous, sortir de notre zone de confort. Prendre des risques et renoncer à des éléments de nos programmes respectifs. Si on allait vers un accord avec la seule droite, cela se ferait sous la menace d'une motion de censure du RN, ce qui reviendrait indirectement à devoir faire des compromis avec Marine Le Pen. Ce serait inacceptable et tout le contraire du front républicain qui s'est mobilisé le 7 juillet. Comme beaucoup, j'ai été élue grâce au front républicain.

Plusieurs responsables de votre camp réclament pourtant un «pacte gouvernemental» avec LR, à l'instar de Rachida Dati. Gérard Darmanin considère que «la France est à droite»...



«Les Français ont voté pour un changement de politique», souligne Agnès Pannier-Runacher.

Je n'entends pas LR évoquer son intention de former une coalition gouvernementale avec nous. Quand une option n'est pas sur la table, il faut savoir l'entendre. La France est un pays complexe. Oui, notre pays a besoin d'autorité, mais aussi de protection et de redistribution qui sont historiquement des combats de gauche. Dans ma circonscription de l'Ar-rageois, les électeurs du RN eux-mêmes n'appellent pas à durcir les conditions de l'assurance-chômage, ils demandent un rééquilibrage de la fiscalité entre les revenus du capital et les travailleurs et ils espèrent une augmentation des salaires et plus de services publics.

Sur quels sujets le bloc central pourrait-il faire des concessions ? Sur la réforme des retraites ? Sur le budget ? Sur la justice sociale et écologique en matière de fiscalité, on peut faire des propositions. Lors du budget, nous devons aussi donner plus de visibilité à la planification écologique. Il y a encore trop d'incitations fiscales pour des secteurs carbonés. Mais il y a deux cordes de rappel absolues : l'attractivité de la France et la capacité à financer dans de bonnes conditions nos dépenses publiques.

Considérez-vous que Bernard Cazeneuve serait la personne idoine à Matignon ?

J'ai tendance à penser que quelqu'un d'expérience, respecté, qui vient de la gauche et qui n'a pas d'échec électoral n'est pas un mauvais casting. Bernard Cazeneuve peut être cette personne. Mais le cœur du sujet, c'est encore et toujours «avec qui» et «pour faire quoi». Les députés doivent s'y retrouver. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un premier ministre de gauche contraint à une «coalibitation» ?

Un premier ministre de gauche ? Emmanuel Macron s'y résout. Son dernier rendez-vous avec Laurent Wauquiez l'a convaincu que LR n'irait pas au-delà d'un soutien sans participation sur la seule base du «pacte législatif» mis sur la table en juillet. Le chef de l'État admet aussi que le choix du premier ministre doit clairement signifier un changement de cap politique.

De fait, s'il a rompu avec le PS et refuse toute alliance avec LFI, Bernard Cazeneuve, désormais grand favori pour succéder à Gabriel Attal, se revendique explicitement à gauche et n'acceptera Matignon qu'à la condition que son arrivée soit perçue sans ambiguïté comme la signature d'une alternance politique. Si cette hypothèse se confirme, c'est donc bien un parfum de cohabitation qui planera sur l'exécutif. Mais un parfum seulement car aussi bien les relations personnelles entre Macron et Cazeneuve que l'équilibre au sein de la nouvelle Assemblée imposeront une situation bien différente des trois cohabitations frontales passées.

Sur le fond, les deux hommes, qui furent ensemble ministres de François Hollande, ne sont pas diamétralement opposés. Si le dernier chef de gouvernement socialiste en a fortement voulu à son ancien collègue de Bercy d'avoir «trahi» François Hollande, des proches du chef de l'État rappellent que lorsque Macron fut nommé au gouvernement, c'est Cazeneuve, alors à l'Intérieur, qui l'avait accueilli place Beauvau pour le faire échapper à la curiosité médiatique ; un rappel destiné à exhumer une proximité personnelle antérieure à leur brouille politique.

Mais si le président de la République admet devoir laisser la main à son futur premier ministre pour organiser sa majorité et composer son gouverne-

ment, il sait que le bloc central sortant (Renaissance, MoDem, Horizons), fort de 166 députés, restera la force principale de toute future majorité. Autrement dit, Cazeneuve - si c'est bien lui - pourra imposer une cohabitation à Macron, mais il devra lui-même composer avec une coalition à forte coloration macroniste. D'où ce néologisme de «coalibitation» forgé par un conseiller du président pour décrire l'architecture politique inédite qui va prochainement se mettre en place.

Et dans l'esprit du chef de l'État, cela obligera un premier ministre de cohabitation à composer un gouvernement reflétant ce poids persistant de son ancienne majorité. Cela entretient l'idée que des ministres sortants seraient reconduits. Au nom du «domaine réservé», Stéphane Séjourné et Sébastien Lecornu pourraient-ils rester aux Affaires étrangères et aux Armées ? L'Élysée confirme à demi-mot l'envie supposée de Gérard Darmanin, Catherine Vautrin, Rachida Dati, Roland Lescure, Aurore Bergé, Stanislas Guérini et d'autres de poursuivre l'aventure, en changeant de portefeuille. Emmanuel Macron est cependant conscient du risque qu'il y aurait à donner le sentiment de reconduire une équipe trop identique. Sauf à transformer le changement de premier ministre en simple alibi. Or, même dans une «coalibitation», la réalité de l'alternance doit être suffisamment explicite. ■



Refuser de nommer Castets, un «dénî démocratique» ?



DÉCRYPTAGE
John Timsit

À croire qu'ils se sont passé le mot. Depuis qu'Emmanuel Macron a écarté lundi soir l'hypothèse d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP), après une première salve de consultations partisans pour dénicher le bon profil à envoyer à Matignon, la gauche est dans tous ses états. Refuser de nommer Lucie Castets première ministre reviendrait à bafouer le suffrage des Français. À opérer un «coup de force». «Défense de la démocratie et respect du vote», réclame le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. «Comment peut-on en arriver à un tel déni démocratique ?», tempête de son côté le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure.

Alors que les représentants du cartel des gauches pensaient avoir trouvé la perle rare pour imposer une cohabitation au président de la République dans la foulée des législatives, qui ont accordé au NFP le plus gros contingent de députés, l'Élysée a justifié ce refus au nom de la «stabilité institutionnelle». Sans surprise, l'explication ne convainc guère les intéressés. Mais peut s'entendre. La gauche a beau pousser des cris d'orfraie en s'appuyant sur sa victoire électorale du 7 juillet - pourtant très loin de la majorité absolue -, Emmanuel Macron, lui, tend à garder une vision globale des rapports des forces à l'Assemblée nationale. Avec un objectif : ratisser le plus largement possible au vu de la tripartite de la Chambre basse. Et un espoir : tenir au moins dix mois jusqu'à une éventuelle dissolution en 2025.

Car contrairement aux cohabitations imposées à François Mitterrand

en 1986 et 1993 où à Jacques Chirac en 1997, le chef de l'État se retrouve dans une situation inédite. Il n'y a pas de majorité nette contre lui. La lecture même des élections divise, l'équation parlementaire semble insoluble. Si le président avait déclaré dans une lettre aux Français que «personne n'avait gagné», il ne balaye pas l'expression démocratique des urnes pour autant. Dans son rôle de clé de voûte des institutions, Emmanuel Macron respecte, selon les spécialistes, à la lettre l'article 5 de la Constitution qui lui confie la charge d'«assurer, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État».

La Ve République étant un régime parlementaire, malgré sa dominance présidentielle, le juriste et professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Dominique Rousseau juge «élémentaire» que le locataire de l'Élysée consulte à tout-va. Et veuille «s'assurer que le premier ministre qui va être nommé ne sera pas immédiatement renversé par une motion de censure». Eu égard aux deux tiers des députés qui avaient l'intention de faire tomber un hypothétique gouvernement Castets, le retoque de la haute fonctionnaire n'a pas l'air illogique.

Une analyse qui n'est pas de nature à convaincre une gauche en colère, qui en appelle dorénavant à la rue. De quoi alimenter un peu plus, à l'instar de la chef de file des Écologistes, Marine Tondelier, le procès en «illibéralisme» fait à Emmanuel Macron. En le rapprochant du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, ou de Donald Trump, qui n'a jamais reconnu sa défaite à la présidentielle de 2020. Certes, la rhétorique est mobilisatrice à court terme dans une partie de l'opinion prête à en découdre. Mais elle propage dans les esprits une petite musique dangereuse pour l'avenir : celle de la vacuité du vote. ■

Bombardements, viols, torture : à Khartoum dé

Bastien Massa Envoyé spécial à Khartoum

Le conflit qui ravage le Soudan depuis plus d'un an a éventré les bâtiments de la capitale autrefois préservée des combats. Les habitants, affamés, tentent de survivre aux combats entre militaires et miliciens.

Le ciel gronde. Une salve de quatre détonations résonne sur les murs de la petite allée. « Ça vient de chez nous », lâche un jeune militaire comme pour se rassurer. Mais à Khartoum, le chemin des ogives n'est pas à sens unique. Et la ville en est témoin. Dans les quartiers centraux de la capitale soudanaise, pas un bâtiment n'a été épargné. L'un criblé à l'arme lourde, le second éventré par l'impact d'un tir de mortier, le troisième pillé jusqu'aux portes et fenêtres. À Omdurman, l'une des trois municipalités de Khartoum située sur la rive occidentale du Nil et véritable poumon économique de la capitale, le tentaculaire marché n'est plus qu'une succession de décombres calcinés. Seules des ombres furtives rasent les murs, chancelant.

Au bout de la rue, le mausolée abritant la tombe du Mahdi, héros de la libération du Soudan et instigateur en 1881 d'un soulèvement contre l'occupation anglo-égyptienne, porte les stigmates des combats. De l'autre côté du fleuve, désormais ligne de front naturelle, la silhouette noircie par les flammes du siège de la Greater Nile Petroleum Oil Company, repère emblématique de la capitale, s'élance sinistrement vers le ciel. Seize mois d'intenses combats urbains ont ravagé la vibrante métropole, la vidant de plus d'un tiers de ses 9 millions d'habitants.

Walid a trouvé refuge à l'école secondaire Mohajer, dans un quartier excéntrique du nord-est de la capitale, contrôlé par l'armée. « On donne aux enfants des cours en anglais et en arabe, on ne veut pas que la guerre leur prenne aussi leur scolarité », lance-t-il l'index pointé sur le tableau couvert de craie. Originaire de Tuti, une île cossue en plein cœur de Khartoum, il a tenté de résister à l'exode. « Une bombe a explosé juste à côté de mes enfants. Nous sommes partis sur le coup, je n'ai rien emporté. Je n'ai pensé qu'à une chose : mettre mes enfants en sécurité », confie-t-il entouré de ses deux garçons.

Il fait maintenant partie de ces 11 millions de Soudanais poussés hors de leurs maisons par le conflit. Chaque jour, ils sont des centaines à fuir ou refaire cette guerre, en bus, en charrette ou à pied. Vaste pays de 48 millions d'habitants frappé par la plus grande crise de déplacés du XXI^e siècle, le Soudan est devenu une terre d'errance.

Assise sur son lit, drapée dans un voile ample aux motifs zébrés, Amal Ibrahim caresse la jambe de son fils. Seul un néon éclaire la petite pièce sans fenêtre. Avec ses quatre enfants, elle a fui Omdurman, en bordure ouest de la capitale soudanaise où les combats font rage. La famille a posé ses valises dans une école nommée « Paradis » où sont hébergés plusieurs déplacés. « Je pensais que nous serions en sécurité ici », soupire Amal. Il y a cinq jours, une roquette a frappé la cour de cette école, tuant sur le coup son fils aîné, Abubakr, et blessant le cadet. « Il est encore sous le choc d'avoir perdu son frère. À chaque détonation, il fait une crise de panique. On n'a nulle part où aller, mais on ne peut plus rester ici ».

Le 15 avril 2023 à l'aube, le pays encore sommelait s'est embrasé. Habités aux coups d'État à répétition, les Soudanais s'attendent alors à ce que le conflit entre l'armée soudanaise et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), émanation des redoutés janjawid (« cavaliers du diable ») qui semaient la terreur au Darfour dans les

années 2000, s'achève rapidement. Unis la veille encore pour renverser le gouvernement civil instauré après la révolution de 2019 (qui avait elle-même permis de destituer le dictateur Omar el-Béchir), le général Abdel Fattah el-Burhan et le chef des FSR Mohammed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti », se disputent désormais le contrôle du pays. Le résultat d'une escalade des tensions de plusieurs mois liée aux désaccords sur l'intégration des FSR dans l'armée.

Une décennie après l'intégration des janjawid à l'appareil sécuritaire de l'État sous la forme des FSR, la créature s'est retournée l'année dernière contre son créateur. Sur le terrain, malgré une supériorité matérielle de l'armée, les FSR prennent rapidement l'avantage. En quelques mois, ils s'emparent de quatre des cinq capitales provinciales de la région du Darfour, assiégeant la dernière. Dans le Sud-Est, les hommes d'Hemedti ouvrent de nouveaux fronts en direction du Nil Blanc, de Gedaref et de la frontière éthiopienne. Le pays est divisé : l'ombre du scénario libyen plane sur le Soudan. Deux autorités rivales prétendent diriger le pays, l'une à l'ouest et l'autre à l'est où le gouvernement loyaliste s'est replié à Port-Soudan sur la mer Rouge.

Khartoum, qui a toujours prospéré à l'abri des guerres, est en 2023 l'épicentre du conflit, meurtri par de violents combats urbains. Dans un pays fortement centralisé, les deux camps se livrent une lutte acharnée pour contrôler le cœur politique, économique et social du pays. Omdurman est majoritairement sous contrôle de l'armée. En face, sur les autres rives, Khartoum, le centre politique, et Bahri, ville industrielle aujourd'hui cimetière d'usines, sont entre les mains des milices d'Hemedti.

Après plus d'un an, le bilan humain estimé à près de 150 000 morts ne cesse de s'alourdir. Les différentes négociations et tentatives de médiation ont jusqu'ici échoué et les deux camps sont prêts à tout pour diriger un pays en ruine. En coulisses, plusieurs pays alimentent la guerre : Émirats arabes unis, Russie, Iran livrent munitions et drones de combat, en dépit d'un embargo international sur les armes.

« J'ai vu les familles quitter le quartier une par une. Les premières semaines, la vie continuait, mais avec le temps, les FSR sont devenus suspicieux et s'en sont pris aux civils. Les gens ont fini par partir »

Adam Ali Un agriculteur

Sur le chemin de la Télévision nationale, centre de commandement des FSR récemment repris par l'armée, une vingtaine de tombes creusées à la hâte par les habitants s'alignent sur un terrain vague. « Nous ne pouvions pas enterrer nos morts, se déplacer était trop dangereux, même pour aller au cimetière dans le quartier voisin », confie Mohammed Hassan, marque brune de prière sur le front.

Les destructions matérielles de la ville ne sont que les cicatrices visibles d'une guerre sanglante pour ces civils pris en otages. « J'ai vu les familles quitter le quartier une par une. Les premières semaines, la vie continuait, mais avec le



Des soldats de l'armée soudanaise retournent sur les lieux d'un de leurs combats face aux FSR, dans le sud d'Omdurman.

temps, les FSR sont devenus suspicieux et s'en sont pris aux civils. Les gens ont fini par partir », déplore Adam Ali, un agriculteur d'une quarantaine d'années, resté pour éviter le pillage et l'occupation de sa maison. En septembre dernier, il a été arrêté et enfermé à la Télévision nationale, accusé d'être un soldat de l'armée soudanaise.

Dans le bâtiment, où des centaines de civils sont détenus et torturés, une odeur insupportable, mélange d'urine et d'excréments, saturait l'espace ; raconte Adam Ali. « On n'avait aucune place pour allonger nos jambes, on dormait accroupis », se souvient-il. Dans une pièce de trois mètres sur quatre, il survivait tout juste avec une trentaine de codétenus. « Ils ne vous laissaient pas une heure tranquille sans coups, insultes et tortures. Ils vous traitaient comme si vous n'étiez plus un humain. Plusieurs personnes sont mortes dans cette pièce, ils prenaient simplement les corps et les jetaient dans le Nil », décrit-il.

Remontant les pans de sa djellaba blanche, Adam Ali révèle son dos meurtri. Plusieurs mois après son passage aux mains de la milice, les lacerations des foudres et des câbles électriques marquent encore sa peau. Il a des cicatrices partout : de l'entrejambe jusqu'au bout de ses ongles, arrachés à la pince. Il en fait encore des cauchemars. « Je me réveille la nuit en pensant qu'ils appellent mon nom et que je dois me lever pour aller me faire battre. Et puis je réalise que je suis chez moi, qu'il n'y a personne », souffle-t-il.

Mohammed et Rami sont, eux, sans nouvelles depuis plusieurs semaines de leur oncle, enlevé par des hommes des FSR près de la maison familiale à Omdurman. « Ils disent que c'est un espion et nous demandent de payer beaucoup d'argent en échange de sa libération. Nous avons demandé des preuves de vie, en vain », déplore Rami. « Avec le déplacement de la ligne de front à Omdurman, on est inquiets. Les FSR gardent les prisonniers au dernier étage des maisons et des immeubles, où ils servent de boucliers humains contre les bombardements de l'armée », explique son frère.

« Les deux premiers mois du conflit,

nous n'avions pas vraiment de problèmes avec les FSR. Ils étaient concentrés sur les combats, puis ils ont pris le contrôle et ont commencé à piller. Ils ont fait venir des combattants étrangers du Tchad et de Libye qui n'en ont rien à faire de détruire notre héritage et de voler notre pays », s'agace Rami.

Polo noir affichant une huppe dorée (l'oiseau, messager du roi Salomon, est le symbole des renseignements militaires soudanais), un soldat en treillis militaire accompagne un combattant des FSR fait prisonnier lors de la reprise du

quartier par l'armée. « J'avais un petit magasin à Mayo (un quartier populaire au sud de Khartoum), ils m'ont pris et m'ont forcé à travailler pour eux », explique d'embellie « Aït », dont le prénom a été modifié, originaire du Soudan du Sud.

« Au check-point où j'étais posté, les soldats se vantaient ouvertement d'avoir violé de nombreuses femmes. Avant d'être avec eux, je l'ai vu de mes propres yeux. Dans le quartier, des miliciens venaient choisir les plus jeunes femmes », détaille-t-il. Les FSR sont accusés de

Menace de famine et bataille

Absent des pourparlers de paix tenus le 14 août dernier à Genève sous l'égide des États-Unis, le gouvernement soudanais a néanmoins entériné la réouverture du passage frontalier vers la ville tchadienne d'Adré pour une durée de trois mois. La décision, saluée par les organisations internationales, intervient alors que le pays fait face à l'une des pires crises humanitaires. Alors que l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) se disputent le contrôle du troisième plus grand pays d'Afrique, près de 26 millions de Soudanais sont en situation de faim aiguë et plusieurs dizaines de milliers d'entre eux pourraient mourir de faim d'ici à la fin de l'année faute d'accès à l'aide alimentaire. Une catastrophe humanitaire qui rivalise d'ores et déjà avec la crise du Darfour au début des années 2000.

Mais entre les autorités soudanaises et les organisations internationales, le torchon brûle. Dans le lobby de l'hôtel Basiri à Port-Soudan, Abubakr Omar al-Bushra, ministre soudanais de l'Agriculture, rejette un discours sur la faim qu'il qualifie de « propagande » : « C'est impossible d'avoir une famine au Soudan ! Ils disent que 750 000 personnes risquent de mourir de faim, ce nombre est très faible considérant la population du pays. Le Soudan a un potentiel incroya-

ble, il nous suffit de planter du millet autour de Gedaref pour nourrir tout le pays ».

Pour le ministre, cette concession imposée par la communauté internationale va prolonger la guerre au Soudan. « Nous avons été contraints d'ouvrir Adré. C'était soit ça, soit des sanctions. Maintenant, les FSR vont pouvoir faire rentrer des armes sous couvert de nourriture », s'inquiète le ministre.

Une affirmation balayée par un humanitaire présent dans la ville : « Avec la fermeture d'Adré, l'aide était bloquée. Mais les armes, elles, n'ont jamais arrêté de traverser la frontière. À chaque déconvenue, les autorités soudanaises s'en prennent aux humanitaires. Ils ont fermé la "route Minnawi" après la perte de la Gezira en décembre 2023, et celle d'Adré après une tournée diplomatique de Hemedti dans plusieurs capitales africaines en février dernier. »

Offensive éclair dans l'une des régions les plus fertiles

L'armée soudanaise est accusée de crimes de guerre par les autorités américaines, qui dénoncent l'utilisation de la famine comme arme de guerre. « Ils ont accepté de rouvrir Adré car l'armée était sous pression d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, estime cette même source. On s'attend

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

vastée, plongée dans une guerre à huis clos



ARTHUR LARIE POUR LE FIGARO

marier de force ou de vendre comme esclaves au Darfour des femmes capturées dans la capitale.

La vingtaine, « Faiza » accepte de témoigner sous couvert d'anonymat : « Une femme travaillant pour la milice m'a tendu un piège. Ils m'ont arrêté sur le chemin du marché et m'ont emmené dans une salle avec plein de femmes. Les soldats venaient se servir à n'importe quelle heure et on entendait les cris des filles ». Mariée de force à un commandant des FSR octogénaire qui projetait de la ramener dans son désert libyen d'origine,

elle réussit finalement à s'échapper.

Dans la capitale en guerre, les violents sont devenus courants. Un rapport de Human Rights Watch dénombre plus de 262 victimes de violences sexuelles âgées de 9 à 60 ans entre avril 2023 et février 2024... Mais le chiffre réel est certainement bien supérieur. Si les auteurs de ces crimes sont majoritairement des FSR, les soldats de l'armée régulière en commettent également, ainsi que des attaques contre des soignants traitant des victimes du conflit. Des actes qualifiés de crimes de guerre et de



éventré par un projectile. Vers dix heures, des habitants émergent, hagards, des décombres et convergent vers une large marmite où frémit du fowl, une mixture de fèves, plat simple et traditionnel du Soudan. « On sert 500 repas par jour. Pour beaucoup de gens, c'est la seule option pour se nourrir, reconnaît Sheikh Ibrahim. L'objectif est aussi d'inciter les habitants à revenir ». Sur une banderole flottant devant l'entrée, le ton est donné : « Nous sommes de retour et nous sommes optimistes. » Dépendance de la solidarité collective des autorités religieuses et des dons de la diaspora, la survie de ces cuisines n'est pas assurée. « Il y a des jours on ne peut pas servir autant de repas. Chaque jour est un défi pour réunir les fonds et la nourriture », regrette Sheikh Ibrahim.

« On s'est battu contre les forces de sécurité et aujourd'hui on se bat à leurs côtés. Nous devons arrêter la destruction du Soudan. Toutes ces destructions, tous ces pillages, c'est ce qui nous a poussés à prendre les armes »

Mohammed
Un habitant de Khartoum

crimes contre l'humanité par Human Rights Watch. Washington dénonce également les exactions des FSR contre les populations civiles. Accusée de bombardements indiscriminés et d'utiliser la famine comme arme de guerre, l'armée est également pointée du doigt.

« Le stigmate social du viol est très fort dans la société soudanaise. Notre tradition fait que beaucoup de femmes préfèrent garder le silence, les cas déclarés sont largement en deçà de la réalité », estime Jamal el-Tayeb, directeur de l'hôpital al-Nao. Depuis son bureau baigné d'une lumière bleutée, il dénonce une guerre sale. « On a perdu 174 soignants depuis le début, tous tués à l'intérieur des hôpitaux. Si les FSR amènent un de leur combattant, tu dois lui sauver la vie, sinon tu meurs aussi », poursuit ce chirurgien orthopédique de formation. La veille, plusieurs roquettes sont tombées à une cinquantaine de mètres des grilles d'al-Nao. « C'est la quatrième fois depuis le début de la guerre. L'hôpital a été directement touché deux fois. Les deux autres fois les projectiles sont tombés juste à côté. L'hôpital est clairement la cible de ces tirs », explique Jamal el-Tayeb.

« Le stigmate social du viol est très fort dans la société soudanaise. Notre tradition fait que beaucoup de femmes préfèrent garder le silence, les cas déclarés sont largement en deçà de la réalité »

Jamal el-Tayeb
Directeur de l'hôpital al-Nao

« Elle, et lui, et cette patiente là-bas aussi. » Traversant la salle surchargée des urgences, le médecin désigne rapidement les victimes des bombardements de la veille. Tous ont eu lieu dans des quartiers considérés comme sûrs, où le gouvernement, au moyen de larges panneaux publicitaires, incite la population à revenir. À l'étage des soins intensifs, Shima, 8 ans, est suspendue entre la vie et la mort. Devant la porte, sa mère s'effondre. Depuis sa cuisine, elle n'a pas eu le temps de voir la roquette s'abattre sur la chambre de sa fille.

« Les blessés ne sont qu'une petite partie de cette guerre. Les gens ne meurent pas seulement sous les bombes et les balles », explique Jamal el-Tayeb. Ce conflit favorise les maladies chroniques, les cas de malnutrition et augmente le taux de mortalité faute d'accès aux soins médicaux ». Plus de la moitié des hôpitaux sont toujours fermés dans l'État de Khartoum selon Sohail al-Bushra, vice-président du comité des médecins d'urgence.

Allongée, à moitié consciente, Sitt al-Jil, 86 ans, les cheveux colorés de henné orange, doit subir une amputation d'urgence. « Les médecins disent qu'il aurait fallu venir plus tôt pour sauver sa

jambe, mais des miliciens nous ont empêchés de venir ici. On a dû prendre des risques pour nous échapper », confie son fils.

« Les problèmes liés au manque de nourriture ne cessent d'augmenter », s'alarme Abdallah Mousaddal, pédiatre à l'hôpital al-Buluk, à l'initiative de la clinique spécialisée dans les cas de malnutrition. Tous les jours, une dizaine d'enfants y sont admis en situation critique. Allongés sur les lits, les corps rachitiques des nourrissons attestent de la crise alimentaire qui frappe le Soudan. « Ce ne sont que les cas dont nous avons connaissance. Beaucoup d'enfants dans cette situation n'ont pas accès aux soins médicaux à travers le pays », poursuit le jeune docteur.

Le visage tiré par la fatigue, Anadi Mahmoud est arrivée la veille d'El-Fasher. La capitale régionale du Darfour du Nord est assiégée depuis le printemps par les milices d'Hemedti, limitant à l'acheminement de l'aide humanitaire. Elle a osé un périple de six jours dans des conditions périlleuses. « Je n'avais pas d'autre choix que de venir ici. Avec les bombardements, il n'y a plus un seul hôpital encore ouvert dans la ville, confie la mère de famille Ily a des pénuries de nourriture. C'est à peine si je pouvais préparer un repas par jour ». Anadi a de la chance : son enfant de 15 mois va s'en sortir. Contrairement à la centaine de personnes qui meurent chaque jour de la faim au Soudan.

À Karari, localité du nord-est de Khartoum épargnée par les combats et les destructions, fruits et légumes abondent sur les étals des marchands. Des plateaux de pain odorant sortent des boulangeries. Cette apparente abondance masque une sombre réalité : plus de la moitié de la population soudanaise a besoin d'une aide alimentaire urgente. « La famine n'est pas qu'une question de disponibilité de la nourriture mais aussi de prix. Aujourd'hui, beaucoup de gens ne peuvent plus s'acheter à manger », insiste Mathilde Vu, responsable plaidoyer au Norwegian Refugee Council.

Commerçant à succès, connu aux quatre coins de la capitale, Gassim Ibrahim n'avait jamais enduré la faim. Avant-guerre, les clients se pressaient dès minuit, affrontant une longue queue pour espérer déguster les fameuses pâtisseries d'« oncle Gassim ». « Maintenant je n'ai même plus assez d'argent pour acheter du pain. On m'a tout volé : mes voitures, mes bijoux, mon or : ils m'ont tout pris. »

Ce maître de la gourmandise doit désormais compter sur la solidarité des Soudanais pour se nourrir. À Omdurman, près d'une centaine de takya, des cuisines communautaires, viennent en aide à la population. Sheikh Ibrahim, qui était youtubeur avant la guerre, gère l'une de ces cuisines sur l'artere centrale de Wad Nubawi. « C'est la première à avoir ouvert dans le quartier après sa reprise par l'armée. » Elle est installée dans une ancienne crèche au plafond

Kalachnikov sur l'épaule, le doigt sur la gâchette, Sakhr et ses compagnons patrouillent au milieu des ruines. « Lors de notre premier jour, notre tout premier combat, j'ai tué quelqu'un, lâche le jeune homme, encore très affecté par l'événement. Quelque temps après on a perdu deux camarades dans ces rues ». La vingtaine naissante, ces jeunes font partie d'un groupe de volontaires engagés aux côtés de l'armée. Avant la guerre, ils affrontaient régulièrement les forces de sécurité dans les rues de la ville. « Les manifestants commençaient ici, derrière la mosquée, avant d'aller vers la rue 40 » montre du doigt Mohammed. Ils ont fondé les *radiboun*, littéralement les jeunes en colère, qui étaient en première ligne des cortèges contre le coup d'État militaire du 25 octobre 2021 orchestré par les deux rivaux actuels pour se défaire de l'administration civile en place.

Dans la rue, des graffitis sur les murs (« Il n'y a pas de milice qui contrôle le pays », « Non à un gouvernement militaire ») témoignent de cette période qui paraît déjà lointaine. Durant ces manifestations, plus de 125 jeunes ont été tués. Mais aujourd'hui, la situation a changé. « On s'est battu contre les forces de sécurité et aujourd'hui on se bat à leurs côtés. Nous devons arrêter la destruction du Soudan, assène Mohammed. Toutes ces destructions, tous ces pillages, c'est ce qui nous a poussés à prendre les armes ».

Dans les grandes villes du pays, des camps d'entraînement ont essaimé, recrutant des centaines de jeunes hommes et femmes. Mais cet engagement divise toujours une partie des révolutionnaires, certains refusant de participer à un conflit qui, estiment-ils, n'est pas le leur. Ils dénoncent une instrumentalisation par les islamistes, rappelant les Forces de défense populaires levées par l'ancien régime pour mater les rébellions au Darfour et au Kordofan. Selon eux, le recrutement de ces volontaires laisse craindre une évolution du conflit vers une guerre civile.

« Ce n'est que transitoire, assure Muhammad Suleiman. Une fois la guerre terminée, nous retournerons dans la rue pour demander un gouvernement civil. » Après avoir quitté l'armée en 2020, ce capitaine au regard franc a repris son rang au début de la guerre, l'an dernier. Il fait partie des officiers de la révolution, un groupe de gradés qui furent critiques du régime d'Omar el-Béchir et qui avaient appelé il y a des années déjà à la réforme de l'institution militaire. « On disait que l'armée devait se concentrer sur les fonctions de défense, pas le business. Il fallait aussi purger les islamistes, se souvient l'officier rebelle. On a adressé en 2019 une lettre au commandement, où on alertait sur la menace de la présence massive des FSR, qui constituaient une armée dans l'armée, à l'intérieur des villes ». Une requête restée lettre morte et qui lui valut trois mois de prison.

Le 15 avril 2023, cette présence de milliers de combattants dans les rues de la ville plongea la capitale dans le chaos. ■

pour les terres agricoles

à ce que le prochain rapport du groupe d'experts condamne les bombardements indiscriminés de l'armée. Pour elle, c'est une façon d'allumer un contre-feu ».

De leur côté, les FSR cherchent à prendre le contrôle de terres agricoles. Fin juin, leurs colonnes de pick-up montées de lourdes douchkas ont franchi plus de 115 km à travers l'État de Sennar, dans le sud-est du pays. Une offensive éclair dans l'une des régions les plus fertiles du Soudan. En décembre dernier, les milices de Hemedti avaient aussi pris le contrôle de la moitié de la Gezira, État agricole abritant l'un des plus grands projets d'irrigation au monde. « Hemedti veut mettre la main sur les terres fertiles du Soudan pour montrer qu'il est capable d'assurer la subsistance de la population dans les régions menacées de famine », estime Khoolod Khair, directrice du think-tank Confluence Advisory.

Selon les Nations unies, 90 % des personnes menacées de famine se trouvent dans les zones contrôlées par les FSR. Notamment au Darfour, où la famine a été déclarée dans le camp de déplacés de Zam Zam, au sud-est d'El-Fasher. « Les FSR ne veulent pas être tenues responsables de la famine. Ils veulent montrer ou prétendre qu'ils sont capables d'agir comme un gouvernement, mais parce qu'ils n'ont pas de fonction-

naires compétents, ils font le pari de l'agriculture », poursuit la chercheuse.

Une stratégie amorcée avant la guerre. À l'époque, le groupe paramilitaire utilisait des financements destinés aux agriculteurs pour développer ses soutiens dans la société soudanaise et constituer un potentiel électoral. La banque El Khali, détenue par le clan Hemedti, fournissait des prêts à des taux préférentiels aux agriculteurs en vue de la saison agricole. Au Darfour, les FSR ont même ressuscité les comités des cultures. Ces instances citoyennes formées pendant la saison agricole visent à apaiser les tensions entre agriculteurs et éleveurs nomades.

Mais cette sympathie de façade est difficilement vérifiable sur le terrain. « Les FSR ne font rien pour nous, ils attendent qu'on cultive puis viennent voler nos récoltes », ne décolère pas Hasabou Abdelrahman, membre du Syndicat national des agriculteurs.

Abdelmoneim Salah a, lui, quitté la Gezira pour le nord de Khartoum. « Dans mon village, ils ont pillé le matériel, volé les semences et détruit le système d'irrigation. Beaucoup d'agriculteurs ne cultivent plus ou ont fui les combats, ça va avoir des conséquences désastreuses au moment des récoltes. Si rien n'est fait, on va tout droit à la catastrophe » ■

■ M. (ENVOYÉ SPÉCIAL AU SOUDAN)

Tanguy Berthemet

Une milice islamiste affiliée à al-Qaïda a assassiné au moins 200 habitants d'un bourg le 24 août, la pire tuerie de l'histoire du pays. Le lendemain, 26 fidèles étaient tués dans une église.

Même dans un Burkina habitué aux violences et au sang, la vidéo a horrifié. Diffusée sur les réseaux sociaux et les boucles WhatsApp, deux petits films montrent des djihadistes en tenues militaires juchés sur de petites motos qui longent une tranchée fraîchement ouverte. Au fond, on peut voir des amas de cadavres enchevêtrés, plusieurs dizaines, fauchés par des rafales d'armes automatiques, au milieu de pelles, de pics abandonnés. Comme pour le confirmer, un homme barbu en treillis et turban achève de quelques balles des victimes. Dans le fond, on entend les tirs claqués et des voix, étonnement juvéniles, crient «Allah o Akbar».

Ce massacre, le plus important jamais subi par le pays, remonte au 24 août. À Barsalogho, dans le centre-nord du Burkina, des hommes s'affaîrent depuis la veille à creuser des tranchées à quelque 3 kilomètres du centre, la limite «sûre» de ce gros bourg depuis des mois sous blocus du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM en arabe), une milice islamiste affiliée à al-Qaïda. En début de matinée, les creuseurs ont vu fondre sur eux des dizaines, voire des centaines de djihadistes. Ces derniers ouvrent immédiatement le feu. La tuerie va durer plusieurs heures. Cinq jours plus tard, le bilan est toujours très incertain. Il aurait fait au moins 200 morts, mais certaines sources évoquent 300 tués. «Il y a, au moins, 250 morts», assure un journaliste local. L'immense majorité d'entre eux sont des civils, mais les autorités reconnaissent à demi-mot que quelques militaires ont aussi trouvé la mort, de même des volontaires pour la défense de patrie (VDP), un groupe d'autodéfense formé par le gouvernement.

À ces chiffres, il faut ajouter des centaines de blessés, dont beaucoup très gravement et soignés avec de faibles moyens. Près de 300 d'entre eux ont été transportés à l'hôpital de Kaya, totalement dépassés. Les cas les plus lourds ont été traités à Ouagadougou. Signe de la gravité des faits, la junte au pouvoir, généralement muette ou très discrète sur les tueries qui entachent son bilan – qu'elle veut mirifier –, a dépêché à Kaya et à Barsalogho quatre ministres et le chef d'état-major des armées. Le ministre de la Communication, Rimtalba Jean Em-



Vue aérienne de la ville de Barsalogho, dans laquelle plusieurs centaines de personnes ont été tuées par un groupe terroriste, le 24 août dernier. AFP

Des djihadistes commettent un effroyable massacre au Burkina Faso

manuel Ouedraogo, a évoqué une «attaque lâche et barbare» menée par des hordes de criminels qui s'en sont pris à «des femmes, des enfants, des personnes âgées et des hommes, sans distinction».

Le crime revendiqué par le JNIM, dont plusieurs comptes ont diffusé en premier les vidéos, a soulevé une certaine colère, même dans un pays où le président de transition, le capitaine putschiste Ibrahim Traoré, ne tolère pas la contestation. Plusieurs témoignages affirment que les militaires présents à Barsalogho ont contraint les hommes de cette ville de quelque 10 000 habitants à sortir creuser une tranchée. Le Collectif Justice pour Barsalogho (CJB), formé après le massacre, a assuré dans un communiqué que des responsables militaires «ont obligé, à travers des menaces, les populations à participer aux travaux, contre leur gré», pour «creuser un fossé autour de la com-

mune afin de servir de tranchée de combat contre les terroristes». «Les locaux ont tenté de dissuader les soldats de tenter de faire des tranchées. Ils trouvaient ça trop dangereux. Mais ils ont insisté», affirme le journaliste déjà cité.

Les habitants se montraient d'autant plus méfiants que le JNIM les avait clairement menacés à plusieurs reprises de représailles s'ils collaboraient avec les militaires. Outre le blocus, Barsalogho, déjà attaqué par les islamistes, est un lieu réputé pour avoir fourni un fort contingent de VDP. Dans un communiqué le JNIM qualifie d'ailleurs la cité de «quartier général des milices burkinabèes».

Mais le président Traoré a lui-même appelé en début d'année à la construction de tranchées autour des villes et villages, une stratégie très contestée. «Les tranchées peuvent constituer une solution efficace pour limiter la mobilité des djihadis-

tes. Le Nigeria les a utilisées avec un certain succès. Le problème est que l'armée ne parvient à protéger les civils des représailles djihadistes», souligne Mathieu Pellerin, chercheur pour l'International Crisis Group (ICG).

Un mois d'août sanglant

Les familles des victimes et le CLB se montrent particulièrement vengeurs à l'endroit des autorités. Ils se disent «sédérés par l'attitude du gouvernement», qu'ils accusent d'avoir «falsifié les faits». Pour le président, qui a fait de lutte contre le terrorisme sa «priorité», cette attaque est d'autant plus embarrassante qu'elle n'est pas isolée. La veille, deux villages avaient été investis et le lendemain, 26 personnes ont été massacrées dans l'église du village de Kounla, à la frontière avec le Mali. Cela ponctue un mois d'août particulièrement sanglant.

Le 8, un convoi militaire tombait dans une embuscade dans l'Est, causant au moins une centaine de morts parmi les militaires et des pertes matérielles très lourdes.

Malgré tous ces revers, le régime ne devrait guère en subir les conséquences. «Il est à craindre que ce massacre ne change pas la stratégie actuelle et que les civils soient à nouveau mobilisés pour de tels travaux. Pourtant, le changement significatif, dont le régime actuel est responsable, est la surexposition des civils aux attaques djihadistes. C'est la conséquence de la mobilisation patriotique voulue par le président Traoré. La généralisation des VDP dans tout le pays, l'engagement des civils dans la construction de tranchées ont pour effet que les civils sont désormais massivement ciblés par le JNIM, ce qui était rarement le cas jusqu'à 2022», analyse le chercheur. ■

L'Espagnol Pedro Sanchez vante l'«immigration circulaire» en Afrique

Mathieu de Taillaud
Madrid

Quand l'Italienne Giorgia Meloni se félicite de réduire l'immigration, alors que l'Allemagne d'Olaf Scholz promet d'accélérer les expulsions de migrants irréguliers, l'Espagnol Pedro Sanchez vante en Afrique les «bénéfices» de l'immigration. Elle représente pour son pays «une richesse, un développement et la prospérité», a-t-il déclaré. À rebours du discours dominant dans les capitales européennes et des avertissements de son opposition, et alors que les arrivées irrégulières aux îles Canaries ont doublé en 2024, Sanchez visite la Mauritanie, la Gambie et le Sénégal pour parler en termes élogieux des mouvements migratoires.

Lors de sa première étape, mardi dernier, en Mauritanie, le chef du gouvernement espagnol a employé deux arguments : l'immigration répond pour Madrid à «des principes moraux, de solidarité et de dignité, a-t-il dit, mais aussi de rationalité». Concrètement, «la contribution à notre économie des travailleurs migrants est fondamentale, elle l'est aussi pour soutenir la sécurité socia-

le». Des sources du gouvernement, citées dans la presse, estiment que l'Espagne aurait besoin de 200 000 à 250 000 migrants chaque année pour garantir le fonctionnement de sa protection sociale. Si Madrid assure devoir compter sur des immigrés et pouvoir les assimiler, encore faudrait-il que ces migrants arrivent par des voies légales, et non de manière clandestine, en traversant la Méditerranée ou l'Atlantique au péril de leur vie. Entre le 1^{er} janvier et le 15 août 2024, 22 304 personnes sont arrivées aux Canaries de manière irrégulière, soit une augmentation de 126 % par rapport à la même période en 2023. Selon des chiffres communiqués par des sources gouvernementales au journal *El País*, 60 % des immigrés entre 18 et 23 ans cotisent à la Sécurité sociale, un chiffre largement supérieur à celui des jeunes Espagnols. Mais la grande majorité de la population non européenne arrive de manière irrégulière, avant de normaliser sa situation une fois installée sur place, car les voies légales sont trop étroites et complexes pour couvrir les besoins de l'économie espagnole.

Sanchez entend résoudre la quadrature du cercle par un concept, celui des «migrations circulaires», défendu lors de sa tournée africaine. Cette figure lé-

gale existe depuis 2000 et consiste à faire signer, dans leur pays d'origine, des contrats de travail à des migrants, qui sont ainsi autorisés à résider en Espagne pour une durée maximale de neuf mois. Ces travailleurs sont dirigés vers des secteurs qui peinent à recruter, tels que l'agriculture et le bâtiment. Le sa-

«Le retour de ceux qui sont arrivés de manière irrégulière est également indispensable. Parce qu'on adresse ainsi un message clair et net qui décourage les mafias et ceux qui se mettent entre leurs mains»

Pedro Sanchez
Premier ministre espagnol

larié doit ensuite rentrer dans son pays d'origine au terme de son contrat, mais peut reproduire la même expérience quatre ans de suite. La formule a permis l'entrée de 20 515 personnes en 2023, dont celle de 16 000 Marocains et de 2 500 Colombiens. L'exemple le plus connu et le plus habituel est celui des

quelque 10 000 Marocaines – ce sont très majoritairement des femmes – qui viennent chaque année récolter les fraises de la province de Huelva, dans le sud du pays.

Les pays d'Afrique subsaharienne ne sont guère impliqués, pour l'instant, dans ce dispositif. Des trois pays visités par Sanchez, un seul, le Sénégal, avait déjà conclu un accord bilatéral permettant d'y participer. Il n'a envoyé cette année que 152 travailleurs dans ce cadre. Mais lors de son voyage, le président du gouvernement espagnol a signé des accords favorisant de tels dispositifs avec la Mauritanie et la Gambie.

La rhétorique optimiste de la gauche au pouvoir est contredite par l'explosion des arrivées de migrants et les préoccupations des Espagnols, si l'on en croit les sondages. L'institut public CIS demande régulièrement aux sondés de hiérarchiser les principaux problèmes du pays. En un an, l'immigration est passée de la treizième à la cinquième place. Un hiatus que ne manquent pas de souligner les oppositions de droite et d'extrême droite, qui ont œuvré pour cette question devienne le principal sujet médiatique et politique de la fin de l'été.

Le président du Parti populaire (PP, droite) et leader de l'opposition, Alberto

Núñez Feijoo, a dénoncé un «effet d'appel». Le chef du gouvernement, a-t-il accusé, «au lieu d'aller en Afrique combattre les mafias, promeut la destination Espagne. Le contraire de ce que fait le reste de l'Union européenne». Son porte-parole parlementaire a directement accusé l'exécutif d'être «coresponsable de centaines de morts». Et à l'extrême droite, le président de Vox, Santiago Abascal, est évidemment allé plus loin : «Les Espagnols vont devoir commencer à se défendre par eux-mêmes. Mais vraiment. Parce que les gouvernements les ont trahis, trompés et vendus», a-t-il publié sur le réseau social X.

En réaction, peut-être, à ces prises de position, Sanchez a nuancé son propos d'une défense rigoureuse des expulsions des clandestins. «Le retour de ceux qui sont arrivés de manière irrégulière est également indispensable, a-t-il déclaré mercredi à Dakar devant le ministre de l'Économie sénégalais. Parce qu'on adresse ainsi un message clair et net qui décourage les mafias et ceux qui se mettent entre leurs mains. Et parce que la législation espagnole et européenne l'exige.» Le PP, qui considère que la gauche se rend à ses arguments, a réclamé des excuses à ceux qui ont taxé ses propositions de xénophobes. ■

Avant de passer la main, Biden tente de prévenir une escalade avec Pékin

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

Xi Jinping a reçu l'envoyé spécial du président américain alors que les tensions s'exacerbent.

Jake Sullivan n'aura pas fait le voyage pour rien à Pékin. Le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden a eu droit à une entrevue avec Xi Jinping en personne, le 29 août, point d'orgue de sa première visite dans la capitale chinoise. Le président américain à «hâte» de s'entretenir «dans les prochaines semaines» avec son homologue chinois, a déclaré l'émissaire de la Maison-Blanche, alors que les États-Unis et la Chine tentent de stabiliser leurs relations à la veille d'une élection présidentielle américaine lourde d'enjeux. Un appel téléphonique entre les deux leaders pourrait avoir lieu d'ici au scrutin du 5 novembre qui propulsera Kamala Harris ou Donald Trump à la Maison-Blanche, alors que les tensions s'exacerbent en mer de Chine du Sud.

Xi a exhorté l'Amérique à faire des concessions pour «retrouver la Chine à mi-chemin», en établissant des relations «saines», au cœur d'une campagne électorale ciblant la deuxième puissance mondiale. Comme un ultime avertissement lancé aux candidats démocrates et républicains qui rivalisent de critiques contre la «menace chinoise».

Cet appel à la diplomatie se double d'une avancée sur le plan de la communication militaire alors que les incidents s'accumulent au large des Philippines

et du Japon, des alliés américains pressés par les incursions de garde-côtes et avions chinois. À l'issue de deux jours de discussions intenses avec le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, Sullivan a pu rencontrer le général Zhang Youxia, le plus haut gradé de l'Armée populaire de libération (APL).

Une première saluée par Washington, qui tente de relancer les consultations avec les militaires chinois depuis l'incident du «ballon espion» en janvier 2023, afin que «la compétition ne vienne pas au conflit». «Il est rare que nous ayons l'occasion d'avoir ce genre d'échange», s'est réjoui Sullivan après avoir vu le vice-président de la puis-

«Il est rare que nous ayons l'occasion d'avoir ce genre d'échange»

Jake Sullivan
Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis

sante commission militaire centrale (CMC), un fidèle de Xi, évoquant une «réunion très importante, compte tenu de l'état du monde». La Maison-Blanche a salué des «progrès depuis dix mois», et prévoit la tenue prochaine d'un appel entre le commandant du «théâtre» de la zone indo-pacifique,



Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, avec le président chinois, Xi Jinping, à Pékin, le 29 août.

l'amiral Samuel Paparo, et son homologue, afin de prévenir des dérapages dans la zone, où la 7^e flotte américaine et la marine de l'APL se jaugent toujours plus étroitement.

La venue de Sullivan en Chine comme la main tendue du secret Zhang témoignait de la volonté conjoncturelle des deux géants de temporiser à la veille d'un vote qui pourrait rebattre les cartes géopolitiques, et encore accentuer les tensions à travers le Pacifique. L'Administration Biden sortante tente de conclure sur une note rassurante un mandat engagé dans l'acrimonie d'une passe d'armes verbale avec les hauts représentants chinois à Anchorage, en 2021, et guidé par l'endiguement du géant asiatique. Le régime communiste, lui, tente de prévenir une escalade qui pourrait encore accentuer le «China bashing» (le dénigrement systématique

de la Chine) dans la dernière ligne droite d'une campagne incertaine.

Les stratégies rouges scrutent avec anxiété l'issue d'un scrutin volatile qui pourrait détériorer encore des relations désormais empreintes d'une méfiance réciproque profonde. Trump a promis de nouvelles mesures tarifaires contre l'usine du monde en plein ralentissement de sa croissance, et sème l'incertitude sur ses intentions dans le détroit de Taïwan. La nomination de Kamala Harris a rajouté une dose d'incertitude, la vice-présidente jurant de «gagner la compétition» du XXI^e siècle. Son ticket avec Tim Walz, lequel a une longue expérience chinoise, fait craindre à Pékin une ligne dure sur les droits de l'homme.

Sur le fond, les deux mastodontes sont toujours à couteaux tirés, et dans leurs huis clos les échanges entre Sullivan et Wang ont été «francs», comme

lors de leurs différentes rencontres marathons depuis un an, de Vienne à Bangkok. La Chine a réaffirmé fermement ses «lignes rouges», en premier lieu Taïwan, accusant Washington de «collusion militaire» avec l'île démocratique. L'Amérique doit «corriger» sa stratégie et revenir à une politique «rationnelle», a martelé Zhang. En coulisse, Sullivan a pointé l'appui chinois à l'effort de défense russe et les actions «déstabilisatrices» contre Manille. Les deux puissances sont dans «un état de confrontation avec des vues diamétralement opposées sur les grands dossiers mondiaux», du Moyen-Orient à l'Ukraine, laissant peu d'espoir d'une percée, juge Shi Yinhong, professeur à l'université Renmin. Une ultime entrevue entre Biden et Xi pourrait avoir lieu en novembre, en marge des sommets du G20 ou de l'Apec. ■

Un nouveau directeur pour l'Institut français de Gaza

Georges Malbrunot

Le diplomate résidera à Jérusalem, la guerre se poursuivant dans l'enclave, où l'institut a été bombardé par Israël l'an dernier.

Paris a nommé un nouveau directeur de l'Institut français de Gaza. Il prendra ses fonctions le 3 septembre, mais à Jérusalem, a-t-on appris de sources diplomatiques. Sur ordre du consulat général de France à Jérusalem, l'établissement avait été fermé dix jours après l'attaque terroriste du Hamas en Israël, le 7 octobre, qui a causé la mort de plus de 1100 personnes. Fin octobre, l'armée israélienne avait frappé l'enceinte, avant d'y envoyer quelques jours après ses soldats qui avaient notamment tagué sur ses murs des messages favorables à l'État hébreu.

Depuis, l'incertitude planait sur le sort de cet établissement, ouvert il y a

plus de trente ans, qui permet à la France d'être influente dans l'enclave palestinienne. Les diplomates du consulat de Jérusalem ont réussi à persuader Paris de ne pas fermer l'Institut, dont la majorité de ses personnels locaux a été relocalisée en France ou en Égypte.

Après plus de dix mois d'une guerre qui a ravagé la bande de Gaza et tué plus de 40 000 personnes, selon le Hamas, et alors qu'un cessez-le-feu entre la formation islamiste et Israël est en négociations, «nous voulons continuer à soutenir des actions à Gaza dans la mesure du possible», confie au Figaro un diplomate français. Dans un premier temps,

«le directeur de l'Institut sera basé au consulat de France à Jérusalem, d'où il pilotera l'établissement», ajoute cette source.

Rare lieu de respiration

Compte tenu de la guerre qui se prolonge à Gaza, le nouveau directeur ne pourra de toute façon pas se rendre sur place, et, lorsqu'il le pourra, l'action de la France se concentrera sur les besoins humanitaires plus que sur des activités culturelles. Signe de l'importance que Paris accorde à cette nomination, le titulaire du poste est un diplomate de carrière, issu de la Direction Afrique du nord/Moyen-Orient du Quai d'Orsay

et non plus, comme avant, un agent contractuel.

La réouverture de l'Institut est «un moyen de renforcer les ressources humaines du consulat (à Jérusalem) qui est sous forte pression», estime le diplomate. La France est l'un des rares pays européens, avec l'Allemagne, à disposer d'une antenne à Gaza. Elle a été ouverte en 1989 en tant que Centre culturel, avant de devenir en 2003 l'Institut français de Gaza. Un rare lieu de respiration pour les Palestiniens de la bande de Gaza, surtout depuis que le Hamas y a pris le pouvoir en 2007.

Lors de leur «visite» à l'Institut début novembre, des soldats israéliens

ont saisi des ordinateurs, inscrit sur les murs en hébreu «Ici, c'est Israël» et tagué l'étoile de David, faisant également exploser un coffre avant de s'emparer de l'argent qui s'y trouvait, révèle en janvier Le Figaro.

Peu après, la frappe israélienne sur le consulat, le Quai d'Orsay indiquait que «les Israéliens ont apporté une première réponse à nos interrogations indiquant que la frappe (...) visait des combattants du Hamas réfugiés dans le bâtiment. Nous attendons des précisions supplémentaires de leur part». On ignore si ses informations ont été fournies à Paris, qui a averti l'État hébreu de la nomination du nouveau directeur. ■



LE FIGARO LA NUIT

Tous les dimanches à 19h00

Avec



DS AUTOMOBILES

LE FIGARO TV
Île-de-France

Canal 34 de la TNT
Île-de-France,
Canal 30 sur toutes les box TV

NOUVEAU

LE FIGARO, MAINTENANT À LA TÉLÉVISION

Rozenn Morgat
et Margaux d'Adhémar

Déjà condamné dix fois, le chauffard avait vu son permis suspendu pendant quatre mois l'an dernier après avoir été interpellé ivre au volant.

Depuis Mandelieu-la-Napoule, sa colère et ses questions ont saisi la France. Mercredi, Harmonie Comyn avait rendu un hommage poignant à son mari, fauché par un chauffard refusant d'obtempérer à Mougins, dans les Alpes-Maritimes, alors qu'il effectuait un contrôle routier sur cette bretelle de l'autoroute 8 avec sa brigade de gendarmerie.

« Je l'affirme haut et fort, la France a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance », avait dénoncé l'épouse endeuillée, exprimant un profond sentiment d'injustice. « Comment et pourquoi cet homme multirécidiviste peut-il évoluer en toute liberté ? », s'était-elle interrogée.

La lecture du casier judiciaire du suspect, désormais mis en examen pour « meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique » et « refus d'obtempérer », donne de premières réponses. Elle pointe aussi, en filigrane, les limites d'une justice qui avait depuis longtemps dans ses radars le chauffard de 39 ans, de nationalité cap-verdienne et en situation régulière, déjà condamné dix fois au total - quatre fois pour des faits d'atteinte aux personnes et six autres fois pour des infractions à la Sécurité routière.

Un véritable danger public

Bien que Luis Antonio Mendez ait « excusé l'ensemble de ses peines » en s'acquittant d'« amendes, de travaux d'intérêt général exécutés, de jours-amendes payés, et de suspension de permis réalisée », comme le précise le parquet de Grasse, il a continué de se comporter en véritable danger public sur la route jusqu'au drame survenu à ce barrage routier de Mougins, lundi soir.

En parcourant son CV judiciaire fourni, on trouve notamment plusieurs infractions routières récentes, dont le parquet a livré une liste non exhaustive. Le 9 août 2017, l'homme est interpellé pour conduite en état d'ivresse et sous stupéfiants. Il comparait neuf mois plus tard, le 9 mai 2018, devant le tribunal



Le suspect (voiture noire sur l'écran de visiosurveillance) désormais mis en examen pour « meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique » et « refus d'obtempérer » comptait déjà dix condamnations, quatre pour des faits d'atteinte aux personnes et six autres pour des infractions à la Sécurité routière.

Gendarme tué à Mougins : un suspect au parcours judiciaire accablant

de Grasse qui le condamne à deux mois d'emprisonnement. Il les effectue alors sous la forme d'une détention à domicile assortie d'un bracelet électronique.

Le 23 septembre 2023, l'homme est de nouveau interpellé ivre au volant. Cette fois, la procédure judiciaire prend la forme d'une composition pénale (une mesure alternative aux poursuites qui permet de juger rapidement l'auteur de l'infraction). Luis Antonio Mendez reconnaît les faits. La justice le condamne à une amende de 600 euros et suspend son permis pour une durée de 4 mois à compter du 12 septembre 2024, date à laquelle un rendez-vous judiciaire de-

vait marquer le début de la mise à exécution de cette décision. Au moment de cette deuxième interpellation, l'homme ne se trouve plus, à quelques mois près, en état de récidive, les deux infractions ayant été commises à plus de cinq ans d'intervalle. En cas de récidive, l'annulation judiciaire de son permis aurait été requise.

En parallèle, pour cette infraction de 2023, la suspension administrative immédiate de son permis lui avait été notifiée par la préfecture des Alpes-Maritimes pour une durée de 4 mois. L'homme avait donc récupéré celui-ci en janvier dernier, « après une visite

médicale menée par un médecin agréé au résultat positif », note la préfecture qui précise que « ce qui a fait l'objet d'une décision administrative s'impute à la décision judiciaire ». Autrement dit, les 4 mois de suspension du permis de Luis Antonio Mendez étant déjà effectués, il pouvait désormais conduire librement.

Elle indique aussi qu'en 2012, l'homme avait déjà été notifié de l'annulation administrative de son permis, à la suite d'une infraction ayant rendu nul le nombre de ses points. Enfin, la préfecture ajoute que le mis en examen, arrivé sur le sol français en 1992 et qui disposait depuis d'un titre de séjour, avait effec-

tué à deux reprises, en 2015 et 2021, une demande de carte de résident. « Celle-ci lui avait été à chaque fois refusée en raison des infractions routières qu'il avait commises », nous précise-t-on.

« À première vue, cet homme a été jugé en conformité avec les moyens de la justice, pointe Eric de Caumont, avocat spécialiste du droit routier. Mais la question se pose pour le législateur, dans le cas présent, de savoir si l'accumulation de délits routiers, sans état de récidive mais tout de même récurrents, ne doit pas donner lieu à une réflexion sur l'état général de dangerosité des conducteurs comme celui-ci. » ■

Un pisciculteur jugé pour avoir empoisonné un rapace protégé

Éric de La Chesnais

Cet exploitant des Ardennes avait utilisé un insecticide interdit dans le but de repousser les cormorans qui chassent ses poissons d'élevage.

Ce vendredi après-midi se tient, au tribunal judiciaire de Troyes, un procès inhabituel. Plusieurs centaines de paysans, pêcheurs et sympathisants sont attendues dans la préfecture de l'Aube pour manifester leur soutien au prévenu, pisciculteur dans les Ardennes. Frédéric Mahaut est jugé pour avoir utilisé un insecticide interdit, le carbofuran, dissimulé dans des poissons morts. Il comptait, par cette méthode digne de Rabelais de Maurice Genevoix, éliminer des cormorans, espèce protégée depuis 2009 en très forte expansion (+50 % sur les vingt-cinq dernières années, à 120 000 volatiles désormais en France).

Très friands de tanches, carpes, sandres, gardons et brochets - ils en consomment entre 300 et 500 grammes par jour -, ces oiseaux fragilisent l'économie de la centaine d'entreprises piscicoles de l'Hexagone (2800 salariés) dont celle de l'accusé. « Les cormorans me pillent annuellement l'équivalent d'un cinquième de mon chiffre d'affaires », dénonce Frédéric Mahaut, dont la société créée il y a 30 ans compte quatre employés.

A-t-il, par cette méthode interdite, éliminé des cormorans ? L'histoire ne le dit pas. Toutefois, un rapace a bien mangé une ou plusieurs de ces carcasses

empoisonnées et en est mort. Il s'agit d'un pygargue à queue blanche, à ne pas confondre avec son cousin d'Amérique du Nord, le pygargue à tête blanche, plus petit et lui aussi amateur de poissons d'eau douce. Selon le rapport de l'enquête diligentée par le substitut du procureur de la République, Manuel Kergoat, l'animal a été retrouvé sans vie le 3 mai 2024, grâce à la balise GPS accrochée à son thorax. Il se trouvait au bord d'un plan d'eau exploité par Frédéric Mahaut. Les analyses post mortem ont conclu à une mort rapide par ingérence d'un produit toxique.

Problème supplémentaire pour le pisciculteur, cette espèce en « danger critique » d'extinction, est encore plus protégée que le cormorant. « Aujourd'hui, on compte 35 pygargues en France dont 6 couples à l'état naturel et le reste dans des parcs d'attractions, explique Jacques-Olivier Travers, fauconnier français et directeur du parc animalier Les Aigles du Léman à Sciez, en Haute-Savoie. On se bat pour les réintroduire mais nous devons faire face à des actes de malveillance. Notre projet prévoit de remettre 85 pygargues dans leur milieu naturel d'ici 2030. »

« Sur les 31 pygargues que j'ai réintroduits, les deux tiers sont morts d'empoisonnement et de tirs de chasseurs, pour la beauté du coup de fusil », peste le fauconnier pour qui l'affaire survenue dans les Ardennes a été celle de trop et qui a porté plainte auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB). L'enquête a été diligentée en un temps record, quelques semaines, par l'institution publique chargée de préserver l'environnement

« Ce que j'ai fait, ce n'est pas bien. J'aime la nature depuis mon plus jeune âge, cela ne m'amuse pas d'empoisonner ces oiseaux. Mais cela fait depuis trop d'années qu'on est pillé et dévasté. Quels professionnels supporteraient un tel pillage sans réagir ? »

Frédéric Mahaut Pisciculteur

en lien avec le parquet. Interrogé par Le Figaro, l'OFB n'a pas souhaité réagir en invoquant « le secret de l'enquête ». En juillet dernier en Isère, un chasseur a été condamné pour avoir tué un pygargue à queue blanche. Un acte gratuit qui n'a rien à voir avec le cas des

Ardennes. Frédéric Mahaut, lui, n'a pas tué volontairement ce rapace. En revanche, il a bien tout essayé pour dissuader les cormorans de venir pêcher dans les plans d'eau qu'il exploite le long de la vallée des Bièvres, à Autry. « J'ai mis en place des canons d'effarouchement, tendu des fils au travers des bassins, mis des mannequins épouvantails, raconte-t-il. Très vite, le cormorant a compris le subterfuge et est revenu pêcher dans mes étangs. »

Las de récupérer des poissons blessés par les coups de bec des cormorans maladroits - et devenus impropres à la consommation -, il décide d'employer la méthode ultime. « Ce que j'ai fait, ce n'est pas bien, admet-il. J'aime la nature depuis mon plus jeune âge, cela ne m'amuse pas d'empoisonner ces oiseaux. Mais cela fait depuis trop d'années qu'on est pillé et dévasté. Quels professionnels supporteraient un tel pillage sans réagir ? »

« Ce n'est pas le procès d'un homme mais d'une filière agricole abandonnée par l'État, estime Timothée Dufour, l'avocat de l'accusé. Quand allons-nous enfin indémiser le préjudice lié aux pertes de production des pisciculteurs du fait de la prédation des grands cormorans ? » « La problématique pour les pisciculteurs est la même que celle des bergers vis-à-vis du

loup, insiste pour sa part Thierry Huet, agriculteur et président de la FNSEA des Ardennes. La biodiversité prime désormais sur les activités humaines agricoles. Cela devient dangereux pour la souveraineté alimentaire du pays. Il faudrait revenir à la simplicité et du bon sens, c'est ce que l'on exprimera devant le palais de justice en solidarité avec Frédéric Mahaut ce vendredi après-midi. »

Au total, une quinzaine d'associations de protection de l'environnement se sont portées partie civile. Elles réclament 300 000 euros de dommages et intérêts au titre d'un préjudice écologique et moral. Une somme qui correspond aux deux tiers du chiffre d'affaires annuel du prévenu, « très affecté psychologiquement » par la situation selon son avocat. « Le drame auquel on assiste aurait pu être évité si les animateurs des plans nationaux pour protéger le pygargue avaient informé les pisciculteurs de la localisation, poursuit ce dernier. La Dreal Centre-Val de Loire et la Ligue de protection des oiseaux sont à la tête d'un budget de 2 millions d'euros pour exécuter les plans de sauvegarde de ce rapace. Ou est passé l'argent ? Le contribuable est aujourd'hui légitime à demander des comptes. » L'accusé encourt pour son délit trois ans d'emprisonnement. ■

La bipédie de Toumaï en question

Vincent Bordenave

Considéré comme le plus vieil ancêtre de la lignée humaine, ce fossile de 7 millions d'années pourrait perdre ce statut.

Découvert au Tchad, dans le Sahel, en 2001, Toumaï (*Sahelanthropus tchadensis*) vivait il y a quelque 7 millions d'années. S'il est le plus souvent considéré comme notre plus vieil ancêtre connu, le débat fait rage. Les scientifiques s'échangent depuis plus de vingt ans par publications interposées pour savoir s'il était bipède ou non. Ce qui est fondamental pour savoir s'il faut ou non le placer dans notre arbre généalogique. En 2022, une étude publiée dans la revue *Nature* espérait clore le débat. Mais de nouveaux travaux, publiés dans la revue *Journal of Human Evolution*, viennent aujourd'hui lui répondre. Selon les auteurs, les données actuellement disponibles ne permettent tout simplement pas de conclure à la bipédie de *Sahelanthropus*. Et si, Toumaï pourrait avoir été le représentant d'un groupe ancestral des humains, il pourrait tout aussi bien être un ancêtre des chimpanzés et (ou) des gorilles.

Une des principales difficultés sur le sujet est que le débat scientifique, tout à fait légitime, est pollué par des soupçons de méconduite et des batailles plus personnelles. Dans un premier temps, c'est un os qui a longtemps posé problème. Un fémur découvert en même temps que le crâne a longtemps été caché, ou à tout le moins « mis de côté », par le paléoanthropologue Michel Brunet, responsable de l'équipe qui a découvert Toumaï et principal défenseur de sa bipédie. Il n'apparaît ainsi pas dans les différents articles publiés à partir de 2002 dans la revue *Nature* pour définir l'espèce.

Ce sont les témoignages de différents acteurs et l'analyse des photos prises le jour de la découverte qui pointent l'existence de ces autres « morceaux » de squelette, notamment un fémur et des cubitus. Il faut attendre 2017 et l'interpellation publique du paléoanthropologue Roberto Macchiarelli, un ancien collègue de Michel Brunet, lors d'un colloque de la Société d'anthropologie de Paris (SAP) pour que de nouvelles analyses soient lancées. En 2020, une première étude sur ce fémur est publiée par une équipe composée notamment de Roberto Macchiarelli et d'Aude Bergeret, une ancienne élève de Michel Brunet. Coup de tonnerre : celle-ci conclut à la non-bipédie de Toumaï.

Mais l'analyse du fémur, très abîmé car coupé aux deux extrémités, n'est pas évidente. En 2022, une étude signée par l'équipe de Guillaume Dayer, membre du laboratoire de l'université de Poitiers dont Michel Brunet est professeur émérite, s'appuyait sur ce même os et les deux cubitus qui l'accompagnent, pour conclure, quant à lui, à sa bipédie.

Les scientifiques s'étaient alors non seulement appuyés sur la morphologie extérieure, mais ils avaient aussi regardé la structure interne. Après avoir comparé toutes ces caractéristiques avec celles d'autres singes, disparus ou encore existants, et avec des hominidés primitifs, ils concluaient que *Sahelanthropus* était habituellement bipède quand il se déplaçait au sol ou sur de grosses branches, tout en conservant des caractéristiques propres des singes arboricoles, avec des bras très musclés qui servent à la locomotion de branche en branche. Ce sont ces conclusions qui sont aujourd'hui remises en doute.

« Nous n'avons malheureusement pas eu accès au fémur lui-même, regrette Roberto Macchiarelli. Mais nous nous appuyons sur les données publiées en 2021 par l'équipe de Dayer. Et notre contre-analyse ne parvient pas aux mêmes conclusions, mais indique plutôt que le spécimen ne présente aucune caractéristique propre, externe ou interne, associée à une bipédie régulière. Nos résultats sont assez solides et, pour l'instant, représentent probablement l'analyse comparative la plus fine jamais réalisée sur un fossile de ce type. » Selon ces nouveaux travaux, les attributs du fémur

partiel se rapprochent plus de ce qu'on trouve chez les hominoïdes non-hominidés. Ces résultats confortés par une analyse indépendante des cubitus (Meyer et al., 2023) qui suggère que les membres supérieurs de *Sahelanthropus* ressemblent davantage à ceux des grands singes africains qu'aux membres

« L'étude des dents, de l'oreille interne et d'éventuels autres caractères crâniens peu affectés par les déformations taphonomiques nous permettront peut-être un jour d'avoir une réponse »

Clément Zanolli Paléoanthropologue du CNRS à l'université de Bordeaux

supérieurs des hominidés. « On ne ferme pas la porte à l'idée d'une bipédie pour Toumaï, souligne Clément Zanolli paléoanthropologue du CNRS à l'université de Bordeaux qui cosigne cette nouvelle publication. Il est possible qu'à l'instar de certains grands singes, Tou-

maï puisse avoir pratiqué occasionnellement une sorte de bipédie. Mais nous démontrons que selon les données publiées, on ne peut pas affirmer que *Sahelanthropus* était un bipède habituel. »

Reste le crâne qui avait permis, sur la base des analyses de la zone en contact avec la colonne vertébrale, d'affirmer il y a plus de vingt ans la place de Toumaï dans notre généalogie. Un magnifique spécimen, mais en morceaux et totalement écrasé. « Le reconstituer revient à résoudre un puzzle en trois dimensions, sans avoir la moindre idée de la morphologie initiale, car on ne sait pas à quoi *Sahelanthropus* ressemblait, prévient Clément Zanolli. Mais quand on analyse ce qui est publié, on ne trouve aucune caractéristique qui ne serait observée chez les australopithèques et les humains modernes, et ne serait jamais ou rarement observée chez les singes bipèdes non habituels. »

Le scientifique regrette d'ailleurs le manque de données sur ce fossile, combien important. Il n'y a pas de publication sur l'oreille interne, il y a un seul article sur les racines des dents publié en 2014 mais pas d'étude sur la structure dentaire, rien non plus sur différents aspects du crâne ou sur les dents isolées...

C'est bien dommage. Étant donné l'importance de ces fossiles se situant à une période clé de l'évolution des hominidés, quand les ancêtres des chimpanzés et nos ancêtres ont divergé, l'étude de structures diagnostiques comme les dents ou l'oreille interne pourrait apporter des réponses sur les liens de parenté de *Sahelanthropus* avec les autres hominidés. »

Si on en croit ces nouveaux résultats, Toumaï reste-t-il notre ancêtre ? « C'est possible, tout comme il est possible qu'il ait été plus proche de la lignée menant aux chimpanzés et (ou) aux gorilles actuels, conclut Clément Zanolli. Il est tout aussi crédible qu'il soit aussi éloigné des chimpanzés et des gorilles que des humains et qu'il représente une branche morte de l'évolution des hominidés. » Ce spécimen extraordinaire vivait à une période où les branches de l'arbre évolutif commencent à se séparer, il est donc très dur de savoir dans laquelle il se situe. « L'étude des dents, de l'oreille interne et d'éventuels autres caractères crâniens peu affectés par les déformations taphonomiques nous permettront peut-être un jour d'avoir une réponse », reprend le spécialiste. Nul doute que le débat scientifique se poursuivra dans les mois et années à venir. ■



Réplique du crâne de Toumaï (*Sahelanthropus tchadensis*), Hominidé découvert dans le nord du Tchad.

IMAGÉRIE/VALMIO / ARTERIA / PHILIPPE CLEMENT

Le lanceur Falcon 9 de SpaceX connaît une mini-série noire

Tristan Vey

Le premier étage de la fusée d'Elon Musk a raté mercredi son atterrissage. L'incident intervient après un échec de lancement début juillet.

Faut-il y voir les prémices d'une crise ? Depuis le début de l'été, l'entreprise américaine SpaceX enchaîne les petits déboires avec son lanceur Falcon 9. Une mini-série noire qui a démarré le 11 juillet. Une fuite au niveau d'un capteur de pression du carburant a « empêché » le moteur du deuxième étage de la fusée de redémarrer. Les vingt satellites Starlink qui étaient embarqués à bord n'ont pas pu rejoindre l'orbite prévue et ont été renvoyés vers l'atmosphère pour s'y désintégrer. C'était la première fois que Falcon 9 échouait à remplir sa mission depuis 2016.

Les Falcon 9 avaient alors été cloués au sol pendant deux semaines par les autorités américaines de l'aviation (FAA), le temps que SpaceX présente son rapport sur l'incident et les mesures correctives adoptées. L'entreprise a décidé de supprimer purement et simplement le capteur défectueux, celui-ci n'étant pas indispensable.

Plus récemment, et de manière plus anecdotique, c'est une petite fuite d'hé-

lium sur les installations au sol qui ont interrompu la séquence de lancement de la mission habitée privée Polaris Dawn (reportée sine die pour raisons météo ensuite). A priori, une panne assez commune et sans gravité.

Un peu plus inquiétant cette fois-ci, un premier étage de Falcon 9 a raté mercredi son atterrissage sur la barge de récupération autonome « A Shortfall for Gravitas ». C'est le premier échec d'une tentative de récupération depuis 2021 (plus de 200 atterrissages réussis d'affilée).

Une cadence infernale

À son arrivée, un élément de l'étage semble avoir lâché, provoquant une fuite de carburant, une explosion et le basculement de l'engin. « C'était la 23^e fois que cet étage volait, analyse Christophe Bonnal, membre de l'Académie de l'air et de l'espace. Cela montre peut-être tout simplement que l'on atteint les limites de la réutilisation. C'est déjà exceptionnel d'avoir réussi à en arriver là. Elon Musk a largement gagné son pari. Il a

clairement démontré que la réutilisation ne se faisait pas au détriment de la fiabilité. Au moins jusqu'à un certain point. » Il faut en effet remonter à 2016 pour retrouver la trace d'un décollage raté du premier étage de Falcon 9, série en cours.

Actuellement, SpaceX tient une cadence infernale, avec un lancement en moyenne tous les trois jours depuis le début de l'année. La plupart du temps pour placer des satellites Starlink en orbite. L'entreprise dispose d'une quin-

zaine de premiers étages et ne prévoit pas d'en construire de nouveau. Elle compte en effet sur sa mégafusée Starship pour prendre ensuite le relais. Celle-ci dispose d'une capacité d'emport bien plus importante et présente l'avantage d'être intégralement réutilisable. Mais elle n'est pas encore tout à fait opérationnelle.

En attendant les résultats de l'enquête sur l'atterrissage raté, les Falcon 9 sont à nouveau cloués au sol. SpaceX va devoir comprendre ce qui s'est passé pour ras-

surer la FAA et apporter d'éventuelles mesures correctives. Dans l'immédiat, cela ne remet pas en cause le calendrier de la prochaine rotation d'équipage de la Station spatiale internationale, avec un décollage prévu fin septembre d'une capsule Dragon transportant deux astronautes à bord (et deux places libres pour ramener début 2025 les deux astronautes « bloqués » en raison de doutes sur la fiabilité du système de propulsion de la capsule Boeing qui effectuait sa première mission habitée). ■

LE
GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL

Olivier BOST
Pauline BUISSON
Perrine TARNEAUD
Claire CONRUYT

RTL
PUBLIC SENAT
LE FIGARO

RTL
6

#LeGrandJury

Jeux paralympiques : un début d'or et d'argent po

Avec le titre d'Ugo Didier en paranatation et la médaille d'argent de Marie Patouillet en para-cyclisme sur piste, les Bleus ont bien

Avec deux médailles – l'or du nageur Ugo Didier sur le 400 m nage libre et l'argent de la pistarde Marie Patouillet sur 500 m – au compteur avant les finales de paranatation de la soirée, la France a joliment lancé ses Jeux paralympiques, ce jeudi. Un scénario idéal pour entretenir la ferveur « olympique » du public.

■ Ugo Didier, la remontée fantastique

À couper le souffle. Léon Marchand a marqué les esprits lors des JO avec une dernière coulée incroyable le propulsant vers la victoire lors du 200 m papillon. Le 400 m nage libre signé Ugo Didier (22 ans, S9), ce jeudi, restera dans les mémoires. Septième après 50 m, 3^e aux 200 m (à plus de 2" du leader), 2^e aux 350 m, il a avalé l'italien Si-

mone Barlaam pour s'imposer en 4'12"55. Et Paris La Défense Arena a chaviré. Ugo Didier, né au Chesnay avec une atrophie des membres inférieurs et des pieds bots, est étudiant en ingénierie et génie civil à Toulouse. Son programme pourrait faire de lui l'un des collectionneurs des « Paras ». Émeline Pierre (50 m nage libre, S10) et Alex Portal (100 m papillon, S13) disputaient leur finale dans la soirée.

■ Marie Patouillet, une ouverture en argent

Comme à Tokyo, en 2021, la pistarde a offert à la France sa première médaille. En argent, sur 500 m contre-la-montre (C4-5), derrière la Néerlandaise Caroline Groot. « C'est incroyable, je ne sais pas où j'ai trouvé la force pour faire ce chrono, cette place. Le public a juste été exceptionnel. Il y a tellement d'amour qui a été donné, j'ai tellement de proches

partout dans le vélodrome que cela m'a portée », a-t-elle raconté sur France Télévisions. La finale a été marquée par la chute de la Britannique Kadeena Cox, qui était double médaillée d'or sur la distance. Idéalement lancée, Marie Patouillet (36 ans), née avec une malformation au pied gauche, riche de 10 médailles mondiales et qui vit ses derniers Jeux, sera de nouveau en piste dimanche, dans le cadre de la poursuite.

Athlétisme : le « para » bleu veut faire mieux que l'olympique

Cédric Caillier

Qu'il s'agisse des Jeux olympiques ou paralympiques, l'athlétisme demeure le nerf de la guerre, aux côtés de la natation, pour tout pays espérant faire gonfler son nombre de médailles. Même si l'équipe de France olympique a réussi à démontrer qu'il était possible de passer au travers au Stade de France – avec une seule médaille à la clé (l'argent sur 100 m haies pour Cyréné Samba-Mayela) – et de finir malgré tout dans le top 5, son homologue handisport espère faire beaucoup mieux.

« C'est toujours délicat de formuler des objectifs chiffrés, et je n'aime pas mettre des athlètes en avant plus que d'autres, confie à ce sujet Guy Ontanon, le manager de la performance au sein de la Fédération française handisport. Néanmoins, je peux affirmer que j'ai une totale confiance dans l'ensemble de l'équipe. Et si nous parvenons à décrocher entre 5 et 7 médailles, dont 2 en or, je pense pouvoir affirmer que nous remplirions notre contrat. Ce qui ne m'empêche pas de souhaiter qu'il y en ait plus. » Une ambition à la fois forte et mesurée en même temps pour une équipe qui sera composée (hors guides) de 24 athlètes – 13 hommes et 11 femmes –, dont la moitié est néophyte en sélection dans une grande compétition.

« Cette équipe est frappée du sceau du renouveau, explique Ontanon. Il faudra donc la regarder d'un œil non pas indulgent, mais quand même très particulier, puisque la moitié d'entre eux vivront leur

première sélection en équipe de France, avec la benjamine Marie N'Goussou, qui, du haut de ses 15 ans, sera la plus jeune de toute la délégation française. Je vous invite à la suivre sur le 100 m et le 200 m, car elle symbolise vraiment l'avenir de la discipline. » Une jeunesse qui ne sera pas envoyée au feu sans quelques éléments de grande expérience. À l'image de la porte-drapeau Nantenin Keita, qui s'apprete à vivre, à 39 ans, ses 5^{es} et derniers Jeux paralympiques. Avec l'ambition d'y décrocher – sur le 400 m – une 5^e médaille en carrière, et pourquoi pas en or, comme cela avait été le cas à Rio en 2016.

Des têtes d'affiche attendues

Mandy François-Élie (34 ans, longueur, 100 m et 200 m), Arnaud Assoumani (38 ans, longueur) ou encore Pierre Fairbank (53 ans, 100 m, 400 m et 800 m) ont également tous déjà goûté au bonheur de la plus haute marche aux Jeux, tandis que Timothée Adolphe (34 ans, 100 m et 400 m) rêve d'y parvenir. Soit autant de têtes d'affiche très attendues pour faire briller la France bien plus que les valides ne l'avaient fait sur la piste en tartan du Stade de France. Avec le bémol toutefois des championnats du monde disputés en 2023 au stade Charléty, qui s'étaient achevés sur un bilan très médiocre de 4 médailles, toutes en bronze.

Ce qui faisait dire à Marie-Amélie Le Fur, la présidente du Comité paralympique français, dans *L'Équipe* : « Oui, les derniers Mondiaux n'ont pas été bons, mais, là, on a de belles chances. Franchement, les athlètes sont affûtés. » Alors, il n'y a plus qu'à. ■



Les Françaises Celia Terki et Nantenin Keita, porte-drapeau de la délégation paralympique, lors des mondiaux de para-athlétisme, en juillet 2023 à Paris. JEAN-MARIE HERVIOU/MSP VIA AFP

Martin Fourcade : « Les Jeux d'hiver 2030 vont faire vivre l'héritage des Jeux de P

Propos recueillis par Jean-Julien Ezvan

Membre du CIO, président de la commission des athlètes de Paris 2024, l'ancien biathlète vit un été intense. Entre les Jeux olympiques (au cours desquels il est apparu durant la cérémonie d'ouverture aux côtés de Michael Phelps) et les Jeux paralympiques, le Pyrénéen (légende du biathlon, 7 médailles olympiques, dont 5 d'or ; 28 médailles aux championnats du monde, dont 13 d'or) organise à Annecy, de vendredi à dimanche, le Nordic Festival. « Je sors des Jeux, je suis nourri de cette énergie positive, cette euphorie, cette communion entre les sportifs et le public », raconte, ravi, celui que beaucoup voient tenir un rôle stratégique dans l'organisation des Jeux d'hiver 2030, prévus dans les Alpes.

LE FIGARO. – Qu'avez-vous aimé durant les JO de Paris 2024 ? MARTIN FOURCADE. – J'ai surtout aimé ces retrouvailles collectives, ce sentiment d'apaisement, ce parfum d'été qui a flotté sur la capitale. On sort de plusieurs phases successives : le Covid, la crise des « gilets jaunes », la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient, qui ont été éprouvantes pour notre société. On avait et on a besoin de se retrouver et de vivre ensemble. Je suis persuadé que le sport est une des der-

nières chapelles où on peut rassembler les gens dans un environnement bienveillant avec beaucoup d'humanité. Loin de l'image du monstre qu'on veut parfois donner au mouvement olympique, il a surtout permis à l'homme de se retrouver. Que ce soit l'homme au sens international, entre les peuples, mais aussi l'homme au sein de notre pays, pour vivre ensemble, partager, vibrer. Au-delà des images sportives et des exploits, ce que je retiendrai de ces Jeux est ce vivre-ensemble qui nous a fait beaucoup de bien.

Comment prolonger la magie ?

On s'y attelle tous dans notre quotidien. Le Nordic Festival est notre manière, à notre échelle, de faire vivre les gens, d'apporter cet état d'esprit de bienveillance. Les Jeux paralympiques sont aussi une belle manière de le faire. Les Jeux d'hiver 2030 qui se présentent à nous, dans pas si longtemps, vont être l'occasion de faire vivre cet héritage.

Pour les Jeux d'hiver 2030, serez-vous le « Tony Estanguet des montagnes », comme l'a suggéré Emmanuel Macron ? La formule est rigolote. Je l'ai dit, ma position n'a pas trop bougé depuis, j'ai besoin de terminer les engagements que j'ai pris. Paris 2024, que ce soit les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, en fait partie, comme le Nordic Festival, que j'ai à cœur de livrer cette semaine, avant de me projeter sur une

suite, qu'elle soit à l'intérieur ou non du Comité d'organisation. Ce genre d'événement permet d'être sûr que ce milieu dans lequel on évolue fait sens pour nous et cela m'a fait beaucoup de bien de ce point de vue.

À quelle échéance pourriez-vous vous décider ?

Je pense que j'arriverai à me projeter d'ici la fin de l'année. Je n'ai pas de

deadline, comme l'organisation n'en a pas, mais ce qui est sûr, c'est qu'après le Nordic Festival je terminerai les Jeux paralympiques sur Paris et ce serait manquer de respect aux événements sur lesquels je m'implique que de déjà penser à la suite...

Demanderez-vous des conseils à Tony Estanguet ?

Si je décidais d'y aller, bien sûr. Quelle



« Je suis persuadé que le sport est une des dernières chapelles où on peut rassembler les gens dans un environnement bienveillant avec beaucoup d'humanité », explique Martin Fourcade. ESPA PHOTO AGENCY/CAL SPORT MEDIA VIA AFP

que soit la personne qui prendra la présidence des Jeux d'hiver 2030, je pense qu'elle n'est pas en mesure de se passer des conseils de Tony Estanguet, qui a non seulement vécu cette expérience et ce rôle unique mais qui l'a réalisé avec brio. Il faudrait être fou pour ne pas s'appuyer sur ce que Tony Estanguet et ses équipes ont fait pour Paris 2024.

La France est-elle en passe de devenir un grand pays de sport ? Ces dernières semaines font beaucoup de bien. J'ai vécu le marathon pour tous de l'intérieur en tant qu'athlète et j'ai vécu les Jeux en tant qu'organisateur et spectateur parfois, quand j'arrivais à poser ma casquette, et force est de constater que ce qu'on a vécu sur les Jeux de Paris, ça veut dire quelque chose de notre pays, de notre faculté à nous mettre en mouvement et de la place que doit avoir le sport. Je suis persuadé que les Jeux d'hiver 2030 sont une vraie aubaine pour nous permettre de prolonger cet élan, de continuer à mettre en œuvre tout ce qui a été initié par Paris 2024 et de faire en sorte que le souffle ne retombe pas.

À quoi doivent servir ces Jeux pour la montagne française ?

À l'image de ce qui a été le cas avec Paris 2024, de continuer de surfer sur cette dynamique du sport en France, cette volonté de démocratiser le sport,

pour la France

commencé leurs Jeux jeudi après-midi.

■ Le badminton dans le dur

Sur les cinq premiers matchs concernant des joueurs français, le bilan a été sans appel pour le badminton hexagonal : cinq défaites. Dont celle du double constitué par Lucas Mazur et Faustine Noël, médaillé d'argent à Tokyo, mais battu par la paire Ramdani/Oktilla (11-21, 12-21). Néanmoins, il n'y a encore rien d'irréversible vu qu'il s'agit de revers lors d'une phase de groupes.

■ Alexandre Léauté pour débiter sa moisson

Présenté comme le possible Léon Marchand de l'équipe de France de paracyclisme, Alexandre Léauté se lancera ce vendredi à l'assaut de la piste du Vélodrome National avec un premier podium dans le viseur : celui de la poursuite individuelle (finale à 15h49) dans la catégorie C2, dont il est le tenant du titre. À 23 ans, le Breton dispose déjà

d'un palmarès bien fourni sur la piste avec 13 titres mondiaux, les quatre derniers ayant été récoltés à Rio fin mars. Parmi les autres médaillables possibles pour la France ce vendredi, à suivre en paracanotage Hector Denayer sur le 100 m brasse (finale à 19h14) et le double masculin composé de Fabien Lami-rault et Julien Michaud en para-tennis de table en demi-finales (à partir de 17h). ■

J.-J.E. ET C.C.

Entre courir et sauter, Mandy François-Élie ne veut pas choisir

Cédric Caillier

«Never give up.» «Ne jamais abandonner.» en français dans le texte. Tel est le mantra de Mandy François-Élie depuis qu'elle est née, et encore plus depuis qu'à 18 ans, elle a été victime d'un accident cardio-vasculaire (AVC). Après trois longues semaines de coma, la Martiniquaise finit par revenir à la vie. Hémiplégique, ce qui se traduit par une paralysie partielle du côté droit. Un terrible coup d'arrêt pour celle qui brillait déjà sur le tour de piste avec un record de Martinique en 55'23. «Marie-Josée Pèrec a toujours été mon idole», confie-t-elle avec un sourire qui ne la quitte quasiment jamais, et qui lui sert aussi de carapace pour ne pas exposer ses failles, ses doutes, ses douleurs. «Depuis toute petite, le sport fait partie de ma vie et c'est en athlétisme que je prends le plus de plaisir. J'aime le fait de pouvoir me dépasser.»

Alors que de nombreux médecins lui laissent entendre que son avenir dans l'athlétisme venait de s'éteindre, Mandy François-Élie refuse de céder à l'abattement. «Cela a été une grande bataille et c'est toujours le cas aujourd'hui. Je continue de progresser mais la parole, ce n'est pas encore cela. Je n'arrive pas à m'exprimer comme il faut, je ne peux pas discuter facilement et cela me frustre. Pareil en sport. Au départ, je refusais l'idée de courir en para, je me voyais comme une athlète valide. Je voulais toujours plus, mais je savais que j'étais tombée très bas. Mes proches ont alors été très importants pour me pousser à être plus patiente, à accepter le fait que je ne pouvais plus progresser comme avant, que je devais réapprendre beaucoup de choses. Mais cela a été tellement dur de vivre ces moments-là.»

«Un modèle de rigueur»

Des difficultés inévitables pour se reconstruire quand même se servir un verre d'eau était devenu une épreuve du quotidien. Mais dès sa rééducation à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, Mandy François-Élie a cette lueur de détermination dans le regard qui signifie qu'elle ne lâchera pas. Jusqu'au moment où elle aura démontré à tous ceux qui ne croyaient plus en elle qu'ils se trompaient. À l'automne 2011, alors même qu'elle ne parlait toujours pas, elle finit par se résoudre - sous la pression familiale - à prendre une licence dans un club handisport. Et dix mois plus tard, à Londres, elle réalise l'exploit de devenir championne paralympique du 100 m dans sa catégorie des T37 à Londres. Une performance qui valide tout son travail et la lance vers les sommets.

En 2013, à Lyon, elle signe un retentissant doublé 100-200 m aux Championnats du monde. Et même si depuis, elle n'a pas goûté à nouveau au plaisir de l'or sur le plan mondial ou olympique, elle a cependant continué d'empiler les podiums, avec notamment une médaille d'argent à Rio sur le 100 m en 2016, puis une de bronze à Tokyo en 2021, cette fois sur le 200 m. Une polyvalence qui elle a décidé d'étendre encore avant Paris 2024 puisqu'elle a désormais ajouté à son champ de compétences le saut en longueur, où elle décroche une 5^e place mondiale il y a un an à Charléty. Un pari risqué pour cette athlète qui doit gérer son corps, et sa fatigue, différemment du fait de son hémiplegie. «Tout son côté droit est plus rigide donc cela crée un problème d'équilibre, de coordination, de force musculaire avec un côté moteur et un côté récepteur», explique son entraîneur Dimitri Demonière.



Mandy François-Élie lors des mondiaux de para-athlétisme, où elle a décroché une 5^e place, le 11 juillet 2023, au Stade Charléty, à Paris.

J.-M. HERVIOU MSP VIA AFP

Pour cet ancien sprinteur de haut niveau, Mandy François-Élie «est exemplaire. C'est un modèle de rigueur et de détermination. Elle veut toujours repousser ses limites. Elle est très sérieuse, ce qui est nécessaire pour être performante au plus haut niveau, mais parfois elle l'est un peu trop. Son investissement dans son projet sportif est total, ce qui induit le fait qu'elle se mette souvent une pression excessive, que je m'efforce de tempérer». D'autant plus avec des Jeux paralympiques à la maison ? La principale intéressée en plaisante volontiers : «Tout le monde me dit qu'il ne faut pas que je stresse car ce sera à Paris, mais à force de me le dire, je finis par stresser. Cela me met de la pression, mais cela me donne une motivation de plus aussi.»

Pour mieux gérer la pression, la Martiniquaise, qui a déjà un collègue à son nom au Lamentin depuis février 2022, ne connaît qu'une seule méthode : le travail. «Il faut toujours que tout soit carré. J'ai la phobie de tout ce qui est mal organisé, mal préparé, mal exécuté. Je travaille beaucoup, et je ne fais jamais d'écarts sur le plan alimentaire. Sauf pour le chocolat noir», admet-elle en rigolant. Un sourire que tout le monde espère voir s'exprimer au Stade de France. Et si possible plutôt trois fois qu'une pour celle qui devrait, si son corps le lui permet, disputer trois finales : celle du 200 m ce vendredi (19h53), avant celles de la longueur dimanche et du 100 m jeudi prochain. ■

LES FINALES DU JOUR

Para-athlétisme, à partir de 10 h : lancer de disque F F55, 5 000 m H T11, saut en longueur F T11, lancer de poids F F41, lancer de javelot H F38, 100 m F T35 ; à partir de 18 h : lancer de massue F F32, lancer de poids H F55, saut en longueur H T11, 400 m H T52, 100 m H T37, 100 m H T47, 200 m F T37, lancer de poids H F37.

Para-cyclisme sur piste, à partir de 14 h 52 : contre-la-montre 1 000 m H C4-5, 3 000 m poursuite individuel F C4, H C2, H C3, contre-la-montre 1 000 m F B.

Paracanotage, à partir de 17 h 30 : 100 m nage libre H et F S5, H S4 Hommes, 200 m quatre nages H et F SM6, 400 m nage libre H et F S11, 100 m brasse H et F S89, 100 m dos H et F S13, 100 m brasse H et F S88, relais 4x50 m nage libre M 20 points.

Parataekwondo, 21h45 : -63 kg H K44, -57 kg F K44, -70 kg H K44, -65 kg F K44.

Paratir, 11h 45 : 10 m carabine à air debout F SH1, 10 m pistolet à air H SH1, 10 m carabine à air debout SH2 mixte.

Solitaire : une grande première pour Loïs Berrehar

Serge Messenger Envoyé spécial à Gijon

À l'issue d'une fin de parcours diabolique, le marin s'est imposé à Gijon, terme de la première étape, pour enfin remporter une manche.

Il fallait avoir les nerfs solides à l'approche de la ligne d'arrivée sur la côte asturienne jeudi midi. Le vent portant et vigoureux depuis la veille dans le golfe de Gascogne avait décidé soudainement de jouer les filles de l'air à 10 milles du but. Faisant glisser des lors les bateaux dans une lenteur de cire. Fin de la cavalcade, place à l'aléatoire où le diable est dans le détail. Dans ce regroupement final, les passagers de seconde classe se retrouvaient même en première sans y avoir été invités. Au jeu du bonneteau, c'est finalement et heureusement les plus actifs de l'épreuve qui ont eu les honneurs de la félicité. Loïs Berrehar (Skipper Macif 2022) s'offrant d'une courte tête la timbale. Devançant sur le podium Basile Bourgnon (Edenred) de 61 secondes et Jules Ducellier (Région Normandie) de 1 minute et 35 secondes.

Le Morbihannais pouvait exulter, le bouchon de champagne satellisé une fois au ponton. Après 709 milles réellement parcourus, c'était sa première victoire d'étape alors qu'il en est à sa sixième participation : «Cela m'a pris du temps mais c'est fait. On aurait pu être mal payé car on a bien navigué mais cela s'est joué d'un rien. Avec Basile, on a fait peu d'erreurs. Toujours dans le bon tempo. Que cela soit dans la vitesse ou les options, dans la gestion de l'effort et du bateau. Comme bons souvenirs, je retiendrais le passage de nuit de la pointe du Cotentin dans les cailloux. Je n'ai d'ailleurs pas dormi. Après, c'est d'avoir été dans le bon paquet tout du long. Pour la suite, il me reste à me faire plaisir, sans révolutionner ma manière de naviguer.»

«Avec Basile, on a fait peu d'erreurs. Toujours dans le bon tempo. Que cela soit dans la vitesse ou les options, dans la gestion de l'effort et du bateau»

Loïs Berrehar

Basile Bourgnon pouvait aussi jubiler, lui qui avait gagné une étape l'an dernier : «Je ne pense pas avoir rendu une copie trop mauvaise, même si la fin nous a joué des tours. En perdant toute l'avance qu'on avait créée tout au long de l'étape. Une étape qui ne sert à rien pour le classement général. Mais c'est ce que j'étais venu chercher sur cette troisième année sur le circuit, naviguer devant et être leader en essayant de garder la tête. J'ai déjà connu des arrivées dans la malle mais pas aussi compliquées. Nous avons réussi à tirer notre épingle du jeu et je pense que cela n'est pas immérité. Cela fait du bien à la tête.»

Basile Bourgnon le savait, le malheureux perdant de cette manche de près de quatre jours était Alexis Loison (Groupe REEL), meneur de la joute pendant les trois quarts du parcours. «En fait, je ne savais pas où était Alexis. C'est l'avantage et l'inconvénient sur le circuit Figaro, nous avons seulement le classement et les distances par rapport à l'arrivée et non la visualisation des routes des autres. C'est uniquement quand j'ai vu son spi à la fin que j'ai su qu'on était devant», conclut le marin de 22 ans devant passer dans les prochains mois sur un nouveau support, en trimaran Ocean Fifty.

Premier bizzuth et 3^e de l'étape, Jules Ducellier (Région Normandie) n'était pas mécontent de ce finish particulier, lui issu de la voile légère et de la régaté : «Les bons réflexes reviennent quand c'est le bon moment. Surtout quand il y a du monde partout et qu'il faut passer devant. Je m'étais fait passer par quatre ou cinq à 40 mètres de la ligne. Et il fallait que je mette



Loïs Berrehar (Skipper Macif 2022), vainqueur de la première étape de la Solitaire du Figaro Paprec 2024.

ALEXIS COURCOUX

le feu. On ne sait jamais, sur un malentendu. Et c'est ce qu'il s'est passé. Lors de la descente dans le golfe de Gascogne, j'étais un cran derrière Basile, Loïs et Élodie, juste derrière Martin Le Pape (Région Bretagne-CMB Espoir). On se doutait aussi qu'il y avait un deuxième paquet qui s'était refait quelque part car on ne voyait plus Alexis. Après une étape comme cela, je comprends ceux qui viennent pour la 18^e fois. C'est quand même assez génial. Avec la première nuit dans les cailloux, du jeu dans les dorsales, un bond bord de port, du jeu du départ à l'arrivée...»

Au classement général provisoire, c'est finalement Basile Bourgnon qui prend les commandes, grâce à ses 3 minutes de bonus récoltées au passage intermédiaire du phare de Wolf Rock. Place maintenant au repos bien mérité dans un lit qui ne bouge pas. La deuxième manche en direction de Royan via le cap Finistère débutera dimanche. ■

Classement des cinq premiers avant jury : 1. Loïs Berrehar (Skipper Macif 2022) en 3 jours 21 heures, 59'56" ; 2. Basile Bourgnon (Edenred) à 1'1" ; 3. Jules Ducellier (Région Normandie) à 1'35" ; 4. Arno Biston (Tizh Mor) à 1'39" ; 5. Thomas de Dinechin (Almond) à 1'55"... Hugo Le Clech et Arthur Meurisse (Mieux) ont remporté le Défi Paprec (la seule première étape disputée en double)

ZOOM

Voile : baptême du feu réussi pour le défi français

L'équipe Orient Express Racing a lancé de manière plus qu'honorable la Coupe Louis Vuitton.

En se rassurant, d'abord, sur son potentiel en s'imposant face aux Suisses d'Alinghi Red Bull Racing (24^e d'avance). Mais en mesurant aussi plus tard face à Luna Rossa Prada Pirelli (défaite de l'24) tout le chemin à parcourir pour rivaliser avec le caduc de la bande des cinq challengers qui s'affrontent à Barcelone depuis ce jeudi pour obtenir le droit de défier les Néo-Zélandais lors de la Coupe de l'America.

Football : tirage difficile pour le PSG en C1

Dans la nouvelle formule de la phase de groupes de la Ligue des champions, dont le tirage a eu lieu, ce jeudi, le PSG affrontera (sur un seul match à domicile ou à l'extérieur) Manchester City, le Bayern Munich, l'Atlético de Madrid, Arsenal, le PSV, Girona, Salzbourg et Stuttgart. Monaco débiera notamment l'Inter Milan et Barcelone, Brest retrouvera le Barça et le Real Madrid, et Lille sera opposé à Liverpool et au Real de Mbappé. Matches les mardis, mercredis et jeudis à partir du 17 septembre.

Paris 2024»

de le rendre accessible. On a cet enjeu l'hiver avec la pratique des activités de pleine nature, comment ramener les enfants au ski, c'est l'un des grands enjeux de cette candidature et de ces Jeux d'hiver. Au-delà de ça, il y a une attention particulière, peut-être plus que sur les Jeux de Paris, de comment faire en sorte que ces Jeux soient le plus intégrés possible à leur paysage, à leur environnement, avec des enjeux de réchauffement climatique.

Le Nordic Festival permet de mettre un pied dans l'hiver. À partir de maintenant, tous les événements auront-ils en toile de fond les Jeux d'hiver 2030 ?

Forcément. L'attribution des Jeux d'hiver 2030 à la France, il y a quelques semaines, fait partie des grandes nouvelles du monde des sports d'hiver. C'est encore un peu tôt mais l'hiver prochain les Jeux vont commencer à doucement trouver leur place. Quant au Nordic Festival, on en est à la 5^e édition, sixième année. Le concert de Santa, une des voix francophones qui comptent dans le monde de la musique, lancera le Nordic Festival vendredi soir, et, côté sportif, le plateau sera extrêmement relevé avec notamment l'équipe de France féminine de biathlon, qui a été extrêmement performante la saison dernière. Côté masculin et côté ski de fond, il y a des têtes d'affiche de tous les côtés, avec par exemple la Norvégienne Ingrid Tandrevold. ■

Cinéma, séries, danse, théâtre... Le handicap se banalise

Lena Lutaud, avec Ariane Bavelier et Nathalie Simon

Après une cérémonie d'ouverture des Paralympiques orchestrée pour changer le regard sur «l'autre», la rentrée se veut aussi très «inclusive» dans les arts.

Mercredi soir à l'ouverture des Paralympiques, en veste et bijoux blancs choisis par Pharrell Williams pour Louis Vuitton, Lucky Love a chanté *My Ability*, une adaptation de son tube *Masculinity*. Son tableau était un des plus beaux de la soirée. Le plus osé aussi avec ce baiser, moignon contre moignon, avec l'une des danseuses. La vision du reste d'un membre amputé a pris à la gorge ceux qui découvraient Lucky Love, mais très vite, cette malformation a été oubliée tant le chanteur est à l'aise avec son corps. Avec ses faux airs de Freddie Mercury et son vibrato langoureux, Lucky Love a séduit les 10 millions de téléspectateurs. Déjà en tournée cet été aux États-Unis, à Londres, à Berlin, Lucky Love a déchaîné les foules.

Né sans bras gauche il y a trente ans à Roubaix, Luc Bruyère de son vrai nom est un des nouveaux espoirs de la scène musicale française à l'export. «*Ce bras ne m'a jamais manqué, car je ne l'ai jamais perdu*», dit-il. De cette difficulté, il a fait une force. Comme les athlètes des Paralympiques qui demandent à être traités en sportifs de haut niveau, Lucky Love

veut être considéré comme un artiste déterminé à devenir une star.

Si sa notoriété explose au moment où l'on fête les Paralympiques, ce n'est pas un hasard. En cette rentrée, le monde de la culture met massivement en scène des personnes en situation de handicap. C'est vrai dans la danse, au théâtre, au cinéma, dans la musique, dans les séries. Le 7 septembre dans *Les Rencontres du Papotin* sur France 2, Philippe Katerine sera interviewé par des jeunes journalistes porteurs de trouble du spectre autistique. Au cinéma, on verra Audrey Lamy dans *En tongs au pied de l'Himalaya* avec son fils atteint du même trouble. En tournée dès le 15 octobre, *Zourou, au-delà des mots*, une pièce co-écrite et mise en scène par Mélodie Molinaro (la blonde des *Cocottes*) offre un autre regard fort et poétique sur l'autisme. Dans *Les Sœurs Hilton*, au Théâtre des Célestins à Lyon puis aux Bouffes du Nord à Paris, Christian Hecq et Valérie Lesort se penchent sur la tragédie des sœurs siamoises Daisy et Violet. Attachées par le bas de la colonne vertébrale, elles deviennent des objets de foire dès leur enfance. Les deux comédiens auteurs et metteurs en scène entendent à travers ce spectacle visuel, musical et imprégné de magie «*interroger la différence, le han-*



Place de la Concorde, mercredi, les chorégraphies du Suédois Alexander Ekman ont marqué les esprits.

dicap mais aussi l'exploitation des êtres humains».

Au cinéma, Valérie Donzelli et Jérémie Elkaïm s'étaient inspirés de leur vie pour *La guerre est déclarée*. Victime d'un cancer au cerveau alors qu'il était bébé, leur fils Gabriel en a gardé la moitié du visage paralysée. À 23 ans, Gabriel Donzelli n'est pas du genre à baisser les bras. «*Ça fait partie de moi, j'ai dû accepter ce truc-là*», explique-t-il sans pathos sur *Dailymotion*, fin 2023. Dès la mi-septembre, il revient au Théâtre du Marais et en tournée avec son seul-en-scène *C'est bientôt fini*. Un autoportrait où il décrit avec finesse et humour les séquelles de sa maladie. «*J'avais besoin de me mettre à nu, de crier ma maladie et de choquer les gens, mais aussi de les impliquer et de les faire rire*», nous confiait-il en décembre dernier.

Au Théâtre des Abbesses en septembre, Mohamed El Khatib met en scène huit personnes âgées dans *La Vie secrète des vieux*. Prônant une «*politique de l'attention*», il souhaite «*faire exister*» ces retraités qu'on ignore trop souvent. Immobilisée dans un fauteuil roulant, la doyenne, Jacqueline, 91 printemps, et ancienne présentatrice du journal télé en Belgique, est la première à se raconter avec Yasmine, une aide-soignante : «*J'ai envie de faire l'amour tous les jours. Ce qui me manque, c'est de ne plus embrasser quelqu'un sur la bouche*». À la fin du spectacle, les larmes aux yeux, Jacqueline se sent si proche des spectateurs qu'elle ne cesse de les remercier et a du mal à quitter la scène.

«Briser les clichés»

C'est dire si le regard des auteurs a évolué. Dans des films comme *Rain Man*, *Le Huitième Jour*, *Intouchables* ou *Le Scaphandre et le Papillon*, le syndrome d'Asperger, la trisomie 21 et le «*locked-in syndrome*» étaient au centre de l'histoire. Aujourd'hui, être de petite taille, aveugle ou amputé n'est qu'un des traits d'un personnage. Un élément parmi d'autres. «*Dans Game of Thrones, Tyrion Lannister subit les préjugés autour de sa petite taille. Il est surnommé "le Nain". Pour autant, ce personnage central de la série n'est pas du tout défini par son handicap*», souligne Laurence Herszberg, directrice du Festival SériesMania.

En mars dernier, elle a présenté *Dans l'ombre*, une série adaptée du thriller politique d'Édouard Philippe et de Gilles Boyer qu'on verra cet automne sur France Télévisions. «*Le candidat à l'élection présidentielle joué par Melvil Poupaud est certes assis dans un fauteuil roulant mais ce n'est pas un élément central*», souligne Laurence Herszberg. Dans le roman éponyme, le héros n'était pas en situation de handicap. Édouard Philippe a-t-il voulu sensibiliser le monde au vitiligo et à l'alopecie, deux maladies auto-immunes dont il est atteint ? Finalement, il suit l'exemple de Céline Dion. Dans *Je suis : Céline Dion*, d'Irène Taylor, sur Amazon, la star s'est laissée filmer au naturel, donnant parfois des scènes très dures. Grâce à cette volonté de transparence, Céline Dion a contribué à faire connaître la maladie de l'homme raide, qui touche ses muscles. «*Les séries aident à briser les clichés*», souligne Laurence Herszberg. *Le héros peut être brutal et cynique comme le policier en fauteuil roulant dans Cain, peu sympathique comme l'enquêteur suédois de The Bridge. Drôles aussi comme les nageurs de la pastille Les Vestiaires diffusés sur France 2.*

Place de la Concorde mercredi soir, les chorégraphies du Suédois Alexander Ekman, comme celle de la troupe virévolant avec des béquilles, ont marqué les esprits. Bien que la danse soit dans l'idée associée à des corps parfaits, elle s'est depuis longtemps largement ouverte aux handicapés. Physiques ou mentaux comme au Theater Hora en Suisse, fondé en 2003, pour lequel Jérôme Bel avait signé en 2012 *Disabled Theater*, créé au Festival d'Avignon. Ou la compagnie portugaise Dancando com a diferença ou encore L'échappée belle en France, qui, elle, soigne à travers la danse. «*À 6 ans, j'avais pris la décision de ne pas mettre ma prothèse de bras pour le gala de danse de l'été : je faisais de meilleures roues sans*», se souvient Annie Hanauer. La petite fille

décide de vouer sa vie à la danse, sans s'arrêter à son handicap. Son parcours est sans faute. Très jeune, elle intègre en Angleterre la Candoco Dance Company, fondée en 1991 et pionnière dans l'inclusion de danseurs handicapés. Son talent éblouit. Les chorégraphes conviés à y faire des créations la remarquent, et, en 2012, elle danse en costume doré au milieu du stade olympique de Londres pendant la cérémonie de clôture des paralympiques. «*En 2010, la Candoco m'avait conviée à faire une création*», raconte le chorégraphe Emanuel Gat. «*Après quelques jours, j'ai proposé à Annie de rejoindre ma compagnie. Je n'ai même pas fait attention au fait qu'elle ait un seul bras. Pour moi c'était aussi indifférent que si elle était blonde ou brune. Ce qui m'intéressait, c'est qu'elle était une super danseuse et qu'elle a très vite compris la manière dont je travaillais*». Annie Hanauer est ensuite partie chez Rachid Ourandane et poursuit sa carrière à Londres.

«*Ce phénomène, aujourd'hui à la mode, est à double tranchant*», nuance Emanuel Gat. «*C'est bien de ne pas avoir a priori et de pouvoir engager des danseurs handicapés. Mais leur présence ne signe pas le chef-d'œuvre, et cela devient une escroquerie si cela tourne au freakshow conceptuel. Chaque fois que j'ai travaillé avec des danseurs handicapés, aveugles, en chaise roulante ou autre, le processus de création était exactement le même. C'est comme au basket : on se fiche de qui joue, mais le jeu doit être respecté*».

Un quotidien moins beau

S'adressant aux athlètes des Paralympiques, Tony Estanguet a exulté : «*Quand on vous a dit que c'était impossible, vous l'avez fait. Vous nous invitez à mener ensemble cette révolution paralympique. Vous nous invitez à changer de regard, à changer d'attitude, à changer de société, pour enfin donner toute sa place à chacun*». La vérité au quotidien est nettement moins belle. Dans la tribune officielle sur la place de la Concorde, la maire Anne Hidalgo avait beau jeu de sourire. Sa politique exclut les personnes en situation de handicap à coups de trottoirs embouteillés par les terrasses de café, de mobilier urbain inadapté et de voirie défoncée. Ses équipes suppriment dès qu'ils en ont l'occasion des places de parkings PMR pour les remplacer par des emplacements à vélos. Alors que les bus et les métros sont inaccessibles, PAM, le service de transport public à la demande, est tout sauf fiable. Pour avoir osé dire «*Paris a profité de l'opportunité des Jeux pour transformer la ville*», l'adjointe Lamia El Araja se fait lyncher sur les réseaux sociaux.

Dans d'autres milieux, ce n'est pas mieux. En cette rentrée, tout le monde s'exalte devant les 10 millions d'entrées d'*Un P'tit Truc en plus*. Mais son réalisateur Artus a connu les pires difficultés. Il a eu un mal à fou à convaincre les financiers du septième art d'investir dans sa comédie. Puis il a été confronté aux médias qui ont entraîné des pieds pour aller voir son film. Enfin, au dernier Festival de Cannes, où Daniel Auteuil et Pascal Duquenne avaient pourtant monté les marches en 1996 pour *Le Huitième Jour*, les maisons de mode ont refusé d'habiller les acteurs d'*Un p'tit truc en plus*... avant de céder devant le scandale. Preuve qu'il y a encore bien des efforts à faire. ■

EXPOSITION
15.03 — 15.09.24

MUSÉE DE MONTMARTRE
JARDINS RENOIR

Auguste HERBIN

1882 - 1960

le maître révélé

DERNIERS JOURS

Insert

AF MM le Bonbon

PARIS le Journal des Arts

LE VIEUX LAHUMIÈRE

Avec le soutien de GALERIE

PREMIÈRE LE FIGARO

Télérama

Auguste Herbin, 1946, huile sur toile, collection L'Atelier de Courmayeur, © Adagp, Paris, 2024

Quartier de Bairro Alto, au cœur de la vieille ville. Des ruelles étroites, des « calçadas » de pavés blancs et noirs, une ambiance bohème chic... Un quartier semblable à Saint-Germain-des-Près, à Paris, ou à Brera, à Milan, avec ses galeries et ses concept stores. Un lieu également apprécié des créateurs, à l'instar d'Elad Yifrach, le fondateur de L'Objet. Plus de quinze ans après avoir lancé sa marque à Los Angeles en 2004, le designer israélien s'est installé à Lisbonne pour être au plus près de ses partenaires. « J'ai commencé à travailler avec le Portugal lorsque j'avais 25 ans. Il y a là des artisans très pointus, capables de faire des choses demandant une grande précision », ajoute-t-il.

Au printemps dernier, Elad Yifrach nous conduit ainsi dans l'un de ces lieux atypiques dont le Bairro Alto regorge. Sur la Rua da Escola Politécnica, nous laissons sur notre gauche le jardin botanique et son Musée d'histoire naturelle avant de bifurquer dans la Rua Luz Soriano et de découvrir une petite pépite : l'Oficina Marques. Une galerie d'art et son atelier de céramique, caché dans les méandres de l'arrière-boutique. En plein centre de Lisbonne, le lieu est pour le moins original. C'est ici que le duo de créateurs Gezo Marques et José Aparício Gonçalves imaginent des pièces uniques aux formes extrêmement graphiques inspirées de la nature, mais aussi des marchés, des musées... « Tous les matériaux sont bons pour créer quelque chose. Nous récupérons des objets dans la rue, sur la plage, et nous imaginons une histoire », racontent-ils. Leur travail, mettant en avant un certain héritage culturel, a immédiatement séduit Elad Yifrach, fervent défenseur des techniques ancestrales d'artisanat. Ils collaborent depuis 2022 et ont imaginé ensemble une bougie XXL, baptisée Botanica. Une création qui a tout d'une œuvre d'art. Fabriquée en édition limitée, et numérotée, celle-ci prend place dans un pot de céramique décoré de motifs en relief et peint à la main. « Lorsque nous avons senti le parfum de cette bougie, semblable à du bois humide, nous avons eu l'idée de décorer le contenant de choses provenant de la forêt. Des feuilles, des champignons, des grenouilles... Tout un environnement organique, explique Elad Yifrach. Techniquement, chaque motif est créé séparément avant d'être découpé, puis collé sur le pot. » On s'en doute, une fois consumée, cette bougie devient un objet décoratif – seau à champagne, vase – qui fait son petit effet. Il faut dire que cette dernière à un prix : 1200 euros.

« Des artisans extraordinaires »
« Les Portugais sont bien évidemment réputés pour leur céramique, mais ils sont aussi experts dans la fabrication de la porcelaine, remarque Elad Yifrach. Ils ont été les premiers à importer de la porcelaine chinoise, et on trouve ici des collections exceptionnelles, notamment au Museu Tesouro Real, installé dans le Palais national d'Ajuda, à Lisbonne. L'une des marques les plus prestigieuses, Vista Alegre, créée en 1824, a fait des services pour les familles royales portugaise et britannique. L'école de design de Caldas da Rainha – capitale de la céramique – a formé des artisans extraordinaires. »

À Caldas da Rainha, Joachim Braz Gil, 77 ans, est l'un de ces experts. Après avoir dirigé de grandes manufactures – pouvant produire jusqu'à 15 millions de pièces par an – et collaboré avec les plus grands noms de la porcelaine, il a ouvert une structure plus confidentielle. Aujourd'hui, il a mis la quasi-totalité de son savoir-faire au service d'Elad Yifrach – 95 % de son activité étant consacrée à L'Objet. « Elad a financé l'agrandissement de mon studio. Nous sommes aujourd'hui de vrais partenaires », précise Joachim Braz Gil. Dans son atelier, il fabrique entre autres deux des best sellers de L'Objet, Huggers et Lady Suzanne, des boîtes vide-poches, véritables objets de décoration, imaginés par les Haas Brothers, un duo de designers basé à Los Angeles. « Huggers, notre pièce la plus vendue, a été lancée pendant la pandémie. Représentant deux personnages qui s'étreignent, elle symbolise la manière dont on devait voir le monde d'après », explique Elad Yifrach. Chacune de ces créations demande trois à quatre jours de travail : fabrication du moule « mère », première cuisson, séchage, ajouts des détails, deuxième cuisson, décors avec une peinture dorée à 24 carats...

Elad Yifrach n'est pas le premier à s'être laissé séduire par le Portugal, sa douceur de vivre et la richesse de son artisanat. L'un des premiers a été Sam Baron, en 2001. Étudiant, il s'était posé à Aveiro, entre Lisbonne et Porto, pour collaborer avec Vista Alegre, dans le ca-



Elad Yifrach, le fondateur de L'Objet (ci-dessus, au centre), entouré des artistes José Aparício Gonçalves et Gezo Marques de l'Oficina Marques, à Lisbonne. La bougie Botanica imaginée par ce trio de créateurs (à droite).

Lisbonne, l'eldorado des designers

Alyette Debray-Mauduy

Riche d'un artisanat traditionnel, le Portugal attire de plus en plus de créateurs à la recherche d'authenticité et d'inventivité. Ils sont nombreux à s'installer dans la capitale pour se rapprocher des ateliers avec qui il collabore.

Les Huggers, des boîtes vide-poches en porcelaine créées par les Haas Brothers pour L'Objet.



La céramique en Technicolor

Lorsqu'elle découvre la vaisselle portugaise, à l'occasion d'un voyage touristique à Lisbonne, le sang de la créatrice de contenu digital Deborah Reyner Segab ne fait qu'un tour. Pour cette amoureuxse des arts de la table, le coup de cœur est immédiat. Elle embarque son amie Ornella Abouaf, architecte d'intérieur, dans une nouvelle aventure entrepreneuriale. Ensemble, elles créent Maison Vessel. Les deux jeunes femmes repartent au Portugal et rencontrent Luis, un artisan indépendant installé à Alcobaça, au nord de Lisbonne. Avec lui, elles imaginent des assiettes

dre d'une bourse de la Villa Médicis hors les murs. « Je réinterprétais pour eux des formes historiques de la manufacture. J'ai découvert une scène créative pleine d'énergie, j'ai rencontré ma future femme et je me suis installé à Lisbonne. » Sam Baron connaît l'artisanat du pays sur le bout des doigts. « Du petit monsieur qui travaille seul dans son atelier à la grosse manufacture en passant par la petite usine de 40 personnes, précise-t-il. Il y a vingt ans certaines marques ne voulaient pas apposer "made in Portugal" sur leurs pro-

duits. Depuis cinq ans, tout le monde souhaite le faire. Les Portugais ont à la fois la créativité et la capacité de production. Plusieurs enseignes de l'ameublement qui fabriquaient là-bas il y a une vingtaine d'années sont parties ailleurs, puis sont revenues, car la qualité était décevante. »

Terre cuite, bois, argenterie, liège...

Sam Baron travaille pour sa part avec des artisans à une ou deux heures de Lisbonne. Des projets, divers et variés, il en a toujours plein les cartons. Il a réalisé pour l'association Passa Ao Futuro une résidence mettant en avant le tissage des plantes, notamment de l'osier. Celui-ci est ramassé par des femmes au bord de la rivière, puis tressé et vendu sur les marchés. Une manière, explique-t-il, de maintenir le savoir-faire portugais. Il a lancé avec Maria Teracota, spécialiste de la terre cuite, une collection de vases et de coupes – vendue au Bon Marché (Paris 6) et présentée avec de nouvelles pièces au prochain salon Maison & Objet à Paris (du 5 au 9 septembre) – et vient de terminer la décoration de la ferme O Val, à Monforte, dans l'Alentejo, un lieu tourné vers le tourisme rural.

Terre cuite, bois, argenterie, liège... L'étendue de l'artisanat portugais est large. Si riche que le créateur Noé Duchaufour-Lawrance a souhaité l'exploiter au maximum. Pour cela, il s'est installé à Lisbonne, en 2017. Trois ans plus tard, en pleine



Assiettes de Maison Vessel.



Les vases Maria Terracota signés du designer Sam Baron.

crise sanitaire, il lançait son projet Made in Situ mettant en lumière différents savoir-faire à travers plusieurs chapitres. Le premier faisait la part belle à la céramique noire du nord du pays, le second au liège brûlé, le troisième aux azulejos, ces carreaux de céramique fabriqués depuis 175 ans au Portugal, avec lesquels il a réalisé des grands panneaux représentant la ligne, de la côte de la Bretagne à Lisbonne – actuellement exposés à New York. Il a ensuite lancé une ligne de bougies, Bronze & Beeswax, conçue avec un bronzier, ancien fabricant d'hélices de bateau, un récoltant en cire d'abeille et un spécialiste du moulage. « J'aime comprendre d'où viennent les choses avec lesquelles je travaille, découvrir une matière, puis ses secrets de fabrication via le savoir-faire de l'artisan, explique-t-il. Le Portugal n'a pas connu de révolution industrielle. Son artisanat est donc resté assez rural. » La Design Week de Lisbonne, de plus en plus cotée, reflète cette sensibilité populaire et proche de la terre. « C'est un événement de rue où tout le monde s'installe dehors », remarque encore Noé Duchaufour-Lawrance, qui vient d'écrire un nouveau chapitre de son aventure lisboète en lançant Caretos. Traduisez : sept tabourets s'inspirant des masques en liège et bois des carnivals au nord de Lisbonne. Quant à Elad Yifrach, il vient lui aussi d'ouvrir une nouvelle page de L'Objet en imaginant une eau de parfum baptisée Kérylos en collaboration avec le nez Jean-Claude Ellena, mélange d'agrumes (mandarine et yuzu) et de chaleur terreuse avec des senteurs de musc blanc et de bois de santal. Manière de s'ancrer un peu plus dans le sud de l'Europe. ■

MOTS FLÉCHÉS N° 3922

GRAPPILLÉE

RANGÉE DES HABITS

FERAIT LE SHOW

C'EST DE L'ETAIN

ENVOYÉ SPECIAL

KILOEURO

NOM DE LA GRECE ANTIQUE

DECOUVERT

QUEL POISON!

HIPPO-DROME PARISIEN

FICELER

VASTES NUAGES DE GAZ

MORCEAU DE BŒUF

IL SE TORTILLE AU BOUT D'UNE LIGNE

DANS LES CYCLADES

GROSSELLE SUISSE

À LA POINTE DU PROGRES

MOT QUI EXCLUT IL S'FONT LA MONNAIE

A NE PAS DIVULGUER

EMMAILLOTE

TOURNÉ AU VINAIGRE

SUJET FRAPPE D'UN INTERDIT

ABBREVIATION RELIGIEUSE

A GLOUSSE

DEVANT LE HOC PAS DEVANT LE HIC

PAYSAGES CÔTIERS DU FINISTERE

FAIRE GONFLER COMPOSITEUR

GLADIATEUR ARME D'UN FILET

AFFLUENT DE LOUBANGUI

À FIXER SUR UNE PAROI ENJAMBÉE

ANCÊTRE DE L'ONU

L'ARGENT DU PEUPLE

ONDULATION DU STADE

FUSÉE FRANÇAISE

EXAGÈREMENT SATISFAITE

IL EST SELECTIF POUR LES DECHETS

DISPOSE EN BOUCLES DÉPOURVU D'ALLES

TEL LE TROT À VINCENNES

ENLE-VEMENT ON Y TROUVE DES HUITES

ATTACHE SES CHEVEUX GRATIFIÉE

IL FUT GÉANT JEUNE

CERVEAU DANSE HONGROISE

LE CÉRILUM RUMINAIT JUDS

DIEU DU SOLEIL EN EGYPTÉ

SÉRAPHIN

OFFICIER DE LA COUR DU SULTAN

PLAT AU CHOUET AU LARD NON OCCUPÉ

UNE MINUTE

VISION EN RELIEF

COMME IL EST FIER! CHARMES, APPAS

DISPOSE EN BOUCLES DÉPOURVU D'ALLES

GRANDE SOIF

COLLIER D'INFAMIE APPRIS ET RETENU

LE HARENG VIDE DE LAITANCE

DIFFUSE À L'ANTENNE FÊTE AU VILLAGE

LE BRUIT DE LA SONNETTE

CARRÉ DE VERDURE

HORS DU TEMPS

FIGNOLÉES

DENOUVEAU CALIBRÉE

ERBUM AU LABO DÉTENTEUR DE LA TNT

CHEVALIER AMBIGUÏNE À TONNERRE (D)

AGREABLE-MENT SURPRIS OISEAU BLEU

CHATOUILLER OU PICOTER LA GORGE

CITÉ DES CARIOCAS GROS-PLANT

ARÉGLÉ SA GUITARE EMBELLIT

PETITES MELODIES

PÉDANT ET MANIÈRE

ON L'ASSOCIE AU YANG

ENTRE-NORD ET OUEST COÛTEUX

ON LA CONNAÎT PAR SON NOM

ON LA CONNAÎT PAR SON NOM

COIFFÉE PLUS QU'UN SINGLE

REMPLETTES ASSIETTES

ENTORSES

PÈRE DU NOM DE LA ROSE

SENTIER HOMMES DE LOI ANGLAIS-SAXONS

ACCESSOIRE DE BOXEUR ENCLOS

PEINTRE HOLLANDAIS DU XVII

IL MÈNE SON MONDE À LA RAME

EN MAUVAIS ÉTAT DE MARCHÉ

LE SOLEIL DESSUS

S'ACCROCHENT À DES HAMEÇONS

QUI PRÉSENTE UN CÉDÈME

CROIX DE SAINT-ANTOINE DESIGNÉ

APPEL-LATION VITICOLE INOIGNE

POTENTIEL D'HYDRO-GÈNE DÉCULTRÉ

LA BONNE SE FAIT EXPLOITER

LA MÈRE ET LA FILLE

EST VICTIME D'UN COUP DE CHALEUR

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6697

HORIZONTALEMENT

1. Des matières pour un solitaire. - 2. Est à l'abri du changement. - 3. Arracherait de l'oselle. - 4. Vit en pleine lumière ou vivent dans l'obscurité, selon le sens. Chapeau de sir. - 5. Terme de belote. Somme investie. - 6. Pour l'environnement. - 7. Cle ou ciseau. Revient comme un leitmotiv chez les désespérés. - 8. Jauni par les ans. - 9. Point de chute. Posé sur la lune. - 10. Bien entité. Guerre élevée chez le modeste pousseur de bois. - 11. Remet à neuf. Monsieur loyal. - 12. Partisan d'un César slave.

VERTICALEMENT

1. Figurent en pages d'accueil (trois mots). - 2. Manques de sérieux dans le travail. - 3. Accordés en droit. Cuisine à l'étouffée à l'heure des repas. - 4. Rendre en liquide. L'ours brun survit dans sa vallée. - 5. Du menu fretin ou annonce du gratin. Métamorphosées. Dedain littéraire. - 6. Faire usage de stupefiant. Ces eaux-là doivent être traitées. - 7. Prénom hébreu. Contraignit au départ force. - 8. Chasseurs de grouses. Corne au pied.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6696

HORIZONTALEMENT

1. Crassane. - 2. Hétaires. - 3. Antioirs. - 4. Moët. IgA. - 5. Ans. Oder. - 6. Ictère. - 7. Lias. Ève. - 8. Lattes. - 9. Ètier. Ce. - 10. Rio. Scan. - 11. Ions. Ost. - 12. Ensuqués.

VERTICALEMENT

1. Chamallierie. - 2. Renonciation. - 3. Attestations. - 4. Salt. Este. Su. - 5. Sir. Or. Ers. - 6. Aroïdées. Cou. - 7. Neige. Case. - 8. Essartements.

SUDOKU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne, et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

GRILLE 4832

MOYEN

GRILLE 4833

EXPERT

KEMARU N° 31

Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.

DIFFICILE

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Kemaru n°30

Mots mélangés n°7

Le mot à trouver est : HOQUET.

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

« Les Anneaux de pouvoir » du côté obscur

Constance Jamet

Le maléfique Sauron devient le pivot de cette seconde saison, mieux maîtrisée, faite de tentation et de duperie.

À son arrivée sur les écrans des abonnés de Prime Video en 2022, *Les Anneaux de pouvoir*, conçu comme un prologue au *Seigneur des anneaux*, de Tolkien, avait subjugué par la beauté édénique de sa Terre du milieu. Les créateurs J.D. Payne et Patrick McKay ont mis deux ans pour livrer une seconde saison, et le résultat est plus enthousiasmant et plus rythmé que pour la première, qui déconvenait par son intrigue pour le moins décousue. Le duo opte pour « une atmosphère crépusculaire, plus sombre et plus dangereuse ». Le transfert du tournage de la Nouvelle-Zélande à la brumeuse campagne anglaise y contribue. Parmi les autres inspirations, la boue et les tranchées de la Première Guerre mondiale dans laquelle servit Tolkien. Le centre de gravité de la saga se déplace de l'héroïque elfe Galadriel au maléfique Sauron. « C'est un retour sous le signe du Mal et de la duperie, préviennent les scénaristes. Personne n'est immunisé contre la tentation du pouvoir. Quels effets ont les anneaux sur les personnes qui les glissent à leur doigt et, par extension, sur les sociétés qu'ils gouvernent ? »

Jeu de séduction

Prime Video met en ligne les trois premiers épisodes, qui suivent une logique géographique. Impossible de rafraîchir la mémoire des spectateurs en un volet tant les protagonistes (elfes, nains, hommes, magiciens) sont nombreux. Le plus séduisant est le premier chapitre, qui constitue un récit des origines. D'où vient Sauron (Charlie Vickers) ? Comment a-t-il croisé la route de Galadriel (Morfydd Clark) en se faisant passer pour le naufragé Halbrand ? Sont expliquées des coïncidences qui, dans la saison 1, ressem-



Le maléfique Sauron (Charlie Vickers) est au cœur de la saison 2.

blaient à des incohérences. Des flash-back esquissent un Sauron vulnérable, trahi par son bras droit, Adar, et dévorant insectes et rats pour survivre. Pour empêcher qu'une telle humiliation ne se reproduise, il entend persuader le Léonard de Vinci elfique, Celebrimbor, de fabriquer d'autres anneaux. Se noue alors un jeu de séduction entre les deux hommes sur fond de thriller psychologique.

L'autre arche narrative suit la trajectoire de Galadriel. Discreditée en raison de son association avec Sauron, la guerrière, à qui les scénaristes ne craignent pas de réserver des choix en rupture avec la mythologie de Tolkien, doit se racheter. Mais, elle ne pourra compter sur son allié Elrond. Le diplomate réprouve l'usage des anneaux, alors qu'elle y voit un moyen de défendre leur royaume.

La quête de l'Étranger se démarque aussi. Le magicien amnésique voyage

dans des plaines désertiques, escorté par ses amies hobbits. Un confrère aux prédispositions plus occultes (Ciaran Hinds) fait aussi son apparition. Les tribulations des hommes restent, hélas, inégales. Si les intrigues de cour de Numénor suscitent un ennui poli, la série reprend des coupleurs avec le noble Isildur et ses compagnons de route inattendus. Ils sont en première ligne pour se frotter au bestiaire de Tolkien (araignée, arbres qui parlent, spectres), autre atout de cette série spectaculaire qui, au vu de son budget, 1 milliard de dollars pour cinq saisons, n'a plus le droit à l'échec. ■

« Les Anneaux de pouvoir », saison 2
Un épisode tous les jeudis sur Prime Video
Notre avis : ●●●○

TF1

21.10
Le grand concours
Jeu

Prés. : Arthur. 2h55. Inédit. Face à Arthur, arbitre de cette édition, Cartman, Valérie Damidot, Alexandre Devoise, Baptiste Giabiconi, Gérard Holtz, Joyce Jonathan, Hervé Mathoux, Clara Morgane, Patrick Sébastien, ou encore Tiffot, s'affrontent.

00.05 Le grand concours. Jeu. Prés. : Arthur. Spécial 20 ans.

CANAL+

21.08
Les Trois Mousquetaires : D'Artagnan

Film. Aventures
Fra. 2023. Réal. : Martin Bourboulon. 1h59. Avec François Civil. Au milieu du XVIIe siècle, un jeune soldat français, fort de ses succès, avance vers les sommets de la hiérarchie militaire.

23.07 Le Dernier Jaguar. Film. Aventures. Avec Lumi Pollack.

C8

19.40 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari
Spectacle. Prés. : Jérémy Ferrari et Laura Laune. 2h34. 5^e édition. Première diffusion. Jérémy Ferrari tente de faire rire le public en duo avec des collègues humoristes.

23.44 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari. Spectacle. 4^e édition.

france.5

20.05 Les routes de l'impossible. Doc.

21.00 Everything Everywhere All at Once
Film. Fantastique. EU. 2022. Réal. : Daniel Kwan. 2h10. Avec Michelle Yeoh. La gérante d'une blanchisserie se retrouve dans des univers parallèles où elle vit de vaines vies.

23.10 C dans l'air. 00.24 Echappées belles. Les merveilles du Cambodge.

france.2

21.10
Capitaine Marleau
Série. Policière

Fra. 2019. Saison 3. Avec Corinne Masiero, Sylvie Testud. La reine des glaces. Marleau enquête sur le meurtre d'une patineuse qui, quelques heures plus tôt, s'entraînait encore aux côtés d'une autre vedette. Cette dernière est soupçonnée.

22.44 Capitaine Marleau. Série. Policière. 3 épisodes.

arte

20.55
Deux femmes pour un magot

Téléfilm. Dramatique
Aut. 2023. Réal. : Clara Stern. 1h35. Avec Daniela Golpashin. Inédit. Le quotidien d'une chauffeuse de VTC est bouleversé lorsqu'elle prend à son bord une banquière recherchée par la police pour détournement de fonds.

22.30 Le roi de cœur. Film.

W9

19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Enquête d'action
Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h50. Go fast, chauffards, accidents : dangers sur l'autoroute A10 Chaque jour, plus de 100 000 véhicules circulent sur l'autoroute A10. Pour lutter contre les délinquants de la route, les gendarmes sortent l'artillerie lourde.

23.00 Enquête d'action. Magazine.

RMC
DÉCOUVERTE

20.35 Ligne rouge. Documentaire.

21.10 Mont-St-Michel : les défis d'une mégastructure unique au monde
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Ida Borle. 1h10. Inédit. Les secrets de construction du Mont-Saint-Michel, construit au milieu des flots.

22.20 Mont-Saint-Michel. Monaco : défis XXL en mer. Documentaire.

france.3

19.56
Jeux Paralympiques de Paris

En direct

À l'Arena Bercy, on retrouve à partir de 21h30, le match de basket fauteuil entre la Chine et l'Espagne. À l'Arena Paris Sud 1, des parties de boccia, un sport de boules apparenté à la pétanque, se déroulent en soirée.

23.30 Quels Jeux ? Prés. : Léa Salame et Laurent Luyat. En direct.

6

21.10
Jumeaux mais pas trop
Film. Comédie

Fra. 2022. Réal. : Olivier Ducray. 1h45. Avec Ahmed Sylla, Bertrand Uscat. Inédit. A 33 ans, un homme découvre qu'il a un frère jumeau. Non seulement les deux hommes ont des couleurs de peau différentes mais sont à l'opposé sur tous les plans.

22.55 Aladdin. Film. Fantastique.

TMC

18.45 Burger Quiz. Jeu. 2 épisodes.

21.25 Les trois frères, le retour
Film. Comédie. Fra/Blg. 2014. De et avec Didier Bourdon, Bernard Campan, Pascal Legitim. 2h. Les retrouvailles explosives de trois frères qui se détestent à l'occasion du décès de leur mère.

23.25 Tais-toi ! Film. Comédie policière. Avec Gérard Depardieu.

HISTOIRE

19.50 Histoires secrètes du FBI : Hoover, le maître des marionnettes.

20.50 L'ombre d'un doute
Magazine. Prés. : Franck Ferrand. 1h40. Henri IV, victime d'un complot ? En mai 1610, à Paris, un colosse poignarde le roi Henri IV. Des rumeurs de complot ne tardent pas à circuler.

23.30 L'ombre d'un doute. Magazine. Mayerling : suicide ou assassinat ?

À LA DEMANDE

NETFLIX

Terminator Zero



Ils sont malins chez Netflix : la série d'animation « Terminator Zero » est sortie le 29 août, la date que du fctif et fatidique « Jour du jugement dernier » raconte dans la saga Terminator depuis ses débuts. Le scénario est similaire à la franchise d'origine, avec une intelligence artificielle nommée Skynet qui décide de s'affranchir des règles communes pour déclencher une guerre contre les hommes. Les puristes de la saga regarderont ces 8 épisodes plutôt bien ficelés, dans un style fidèle aux mangas japonais. Les plus jeunes, qui n'ont pas connu la « hype » du Terminator de James Cameron, découvriront un univers foisonnant et apocalyptique qui n'a pas fini d'inspirer l'industrie du divertissement.

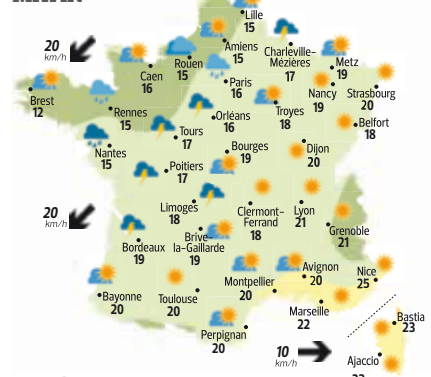
LE FIGAROTV

Disponible sur	
TNT IDF	CANAL+
34	126 / 136*
TF1	
468	345
France	305
10 jours réception satellite (il) également accessible sur myCANAL	Aussi sur LeFigaro.fr et l'App. F

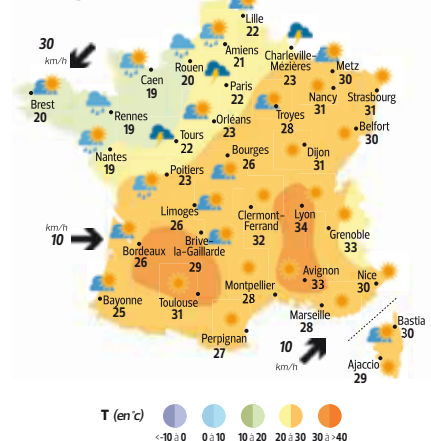


ÉPHÉMÉRIE St-Fiacre
Soleil : Lever 07h05 – Coucher 20h35 – Dernier croissant de Lune

MATIN



APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	24/29	AMSTERDAM	13/22	ATHÈNES	23/30
BARCELONE	23/28	BELGRADE	20/31	BERLIN	19/27
BERNE	17/29	BRUXELLES	15/21	BUDAPEST	20/34
COPENHAGUE	16/20	DUBLIN	10/17	LISBONNE	19/27
LONDRES	12/23	MADRID	19/30	PRAGUE	17/33
RABAT	22/25	ROME	23/36	TUNIS	23/32

SAMEDI 15/27, 16/23, 17/28, 18/29, 19/30, 21/29

DIMANCHE 17/23, 18/26, 19/25, 20/24, 21/28

LUNDI 17/20, 18/23, 19/24, 21/29

la chaîne météo lachainemeteo.com
Par téléphone : 3201
LIVE 24/24 CANAL+
Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel carnetdjour@media.figaro.fr
Téléphone 0156 52 27 27

mariages

Les docteurs Bruno et Séverine dell'ISOLA

sont heureux de vous faire part du mariage de leur fils

Paul-Angelo dell'ISOLA avec Mlle Caroline KUCHTA

le samedi 31 août 2024, en l'église Saint-Pierre de Tourgéville (Calvados).

naissances

M. Eric ALIAMUS et Mme, née Béatrice Laloux, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Charlie

le 1^{er} août 2024, chez Romain et Claudia ALIAMUS-ANEON

communications

Le 16^e pèlerinage des élus chrétiens à Lourdes aura lieu du jeudi 10 octobre au dimanche 13 octobre 2024, sur le thème Instruire et éduquer

Avec l'intervention de Philippe Paré, Nicolas Truelle, Jean-Claude Daigney et le père Jean-Marie Petticlerc. Renseignements et inscriptions : spép@sainte-clotilde.com

conférences

Les Mardis de la Philo

Dès le 17 septembre, à 9 h 30, chaque mardi, 20 nouveaux sujets : - Religion et liberté - Bertrand Vergely, - Les objets : entre amour et haine - Jean-Michel Besnier, - Lire les philosophes - Eric Fiat, - De la responsabilité à la liberté - Francis Wolff, - L'expérience esthétique - Charles Pépin, - Sociologie de l'art contemporain - Nathalie Heinrich, - Penser avec Raymond Aron - Perrine Simon-Nahum, - La vérité - Camille de Villeneuve, - Les mythes platoniciens - Heinz Wisnann, - La frénésie du bonheur - Luc Ferry, - Neuronomie - Albert Moukheiber, Cynthia Fleury, - Vitalité des croyances - Gérard Bronner, - De l'indifférence à la différence, - Mazarine M. Pinget, - Philosophie de la laïcité, - Pierre-Henri Tavoillot, - Les héritiers de Saint-Augustin - Pierre Descotes, - Hegel : la découverte de l'histoire - Marcel Gauchet, - Descartes et le cartésianisme - Dan Arbib, - Pourquoi apprendre ? - Camille Dejaradin, - Repenser le mal - Olivier Duthy.

Les conférences ont lieu aux Facultés Loyola Paris, 35 bis, rue de Sèvres, Paris (6^e), et en visio. Pour en savoir plus : 06 77 66 09 55, www.lesmardisdela.philo.com Podcasts : www.mercisocrate.com

deuils

Patrick Arnoux, Dominique Arnoux (†), Didier et Nathalie Arnoux, ses fils et sa belle-fille,

Jean, Baptiste (†), Mathilde, Clément, Benjamin, Amélie, ses petits-enfants, leurs époux et épouses,

Lucie, Marion, Juliette, Basile, Léopold, Hannah et Gustave, ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le rappel à Dieu de

Monique ARNOUX née Berran,

dans sa 102^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 septembre 2024, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7^e).

Montvalent (Lot). Orléans (Loiret).

Bernard de Beaufort, son père, Anne-Sophie et Emmanuel Charrassin, sa sœur et son beau-frère, Jean-Malo, son frère, Claire, Raphaëlle, Maëlys, ses nièces,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Constance de BEAUFORT

le mardi 27 août 2024, à l'âge de 50 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 31 août, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Gramat (Lot), suivie de l'inhumation au cimetière de Montvalent.

« Ce qu'il y a de faible dans le monde, voilà ce que Dieu a choisi. » 1 Corinthiens 1, 27.

Mme Bernard Bourdillon, née Françoise Noettinger, son épouse,

Christophe, Laurence et Emmanuel, ses enfants, et leurs conjoints,

Alexandre, Valentine, Carla, Mathias, Vincent, Charles et Rodolphe, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Bernard BOURDILLON ancien président-directeur général de la Société Commerciale Paquet,

le 25 août 2024, dans sa 91^e année.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Bernard Bourdillon, « La Souque », 2765, chemin de La Souque, 13090 Aix-en-Provence.

Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Saint-Genest-d'Ambière, Ouzilly (Vienne).

Mme Christiane Andraudt, sa sœur, ses 22 neveux et nièces, et petites-nièces, ses arrière-petits-neveux et arrière-petites-nièces, Nicole Allain et Micheline Quéré, ses deux amies de toujours,

vous font part du décès de

Mme Marthe DAGAULT

survenu en son domicile parisien, le 14 novembre 2023, dans sa 105^e année.

Ayant fait don de son corps à la science, sa dépouille a été confiée à l'École de chirurgie de l'AP-HP. La crémation a eu lieu le 15 mars 2024, au crématorium des Jomherolles, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis). Ses cendres seront inhumées dans le caveau familial, au cimetière de Saint-Genest-d'Ambière, le jeudi 5 septembre 2024, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être faits au profit de l'Institut Curie.

Ils remercient particulièrement ses deux infirmières, Violaine et Laëtitia, son aide ménagère Marie-Danielle, ainsi que ses fidèles et dévoués voisins, Armida et son mari.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Henri et Sophie Cesbron Lavau, ses parents, Nicolas Mastière, son frère, Hélie Cesbron Lavau, sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

Marc CESBRON LAVAU

dans sa vingt-neuvième année, à Paris, le 12 août 2024.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église Saint-Étienne-du-Mont, Paris (5^e), le samedi 31 août, à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu en Dordogne, après une bénédiction en l'église de Bassillac, le lundi 2 septembre, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des dons sont les bienvenus pour Pharmacie humanitaire internationale (L'Oréal), marc.cesbronlavau.com

Mme Denise Douhéré, son épouse,

M. et Mme Patrick Arrivet, sa sœur et son beau-frère, en union avec M. Marcel Douhéré (†), son frère, M. et Mme Éric Douhéré, le docteur et Mme Pierre Hamon, M. et Mme Marc Douhéré, ses neveux et nièces, la famille Vinay

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Pierre DOUHÉRET

survenu en Vendée, le 19 août 2024, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, suivie de l'inhumation au cimetière.

14, boulevard Victor-Hugo, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Marie-Antoinette El Khoury, son épouse, Claudine, Ziad, Rami, Vanessa, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M' Atel EL KHOURY

survenu le 27 août 2024, dans sa 86^e année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, à Paris (5^e), le mercredi 4 septembre 2024, à 10 h 30.

Griesheim-sur-Souffel (Bas-Rhin).

Pascal et Marleen Godon ont la tristesse de faire part de leur décès, le 15 août 2024, à l'âge de 97 ans, de

M. Jacques GODOIN

ancien de Colas Jean Lefebvre et Sane, chevalier du Mérite agricole.

Asnières-sur-Seine. Montesson (Yvelines). Paris.

En union avec Mme Gustave Jutard (†), née Monique Portevin, son épouse,

Marie-Françoise et Laurent Brechignac, Florence et Martin Huere, Odile et Philippe Tuitat, ses enfants, gendres et belle-fille,

Apolline, Victoire, Marion, Gaspard, Clotilde, Hugo, Augustin, Bertille, Bénédicte et Chér, suivie de l'inhumation au cimetière de Muides-sur-Loire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, boulevard Peretere, 75017 Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 août, en l'église Saint-Lubin de Muides-sur-Loire (Loir-et-Cher), suivie de l'inhumation au cimetière de Muides-sur-Loire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Gérard Izarn, sa mère,

Mme Philippe Izarn, née Caroline de Lassus Saint-Genès, son épouse,

Charlotte et Thibaut Cuche, Thibault et Hélie Izarn, Christophe et Mathilde Izarn, Sébastien et Florence Izarn, Benjamin et Albane Izarn, ses enfants et leurs conjoints,

ses 24 petits-enfants, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Philippe IZARN

le 28 août 2024, dans sa 70^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel, à Montsec (Orne), le samedi 31 août, à 10 heures.

Isabelle Janvier, Catherine et Jean-François Hilbon, Christophe et Marie-Odile (†) Janvier, Valérie et Jean-Michel Szydlowski,

ses 11 petits-enfants, ses 13 arrière-petits-enfants

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Christiane JANVIER née Barot, veuve du colonel François Janvier

survenu le 27 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Christophe, à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), le mardi 3 septembre, à 14 h 30.

6, allée des Cèdres, 06270 Villeneuve-Loubet.

Jacqueline Majorel, son épouse,

Sophie (†), sa fille, Olivier, son fils, Isabelle, sa belle-fille,

Eugénie, Arthur, Camille, Gauthier, ses petits-enfants,

Lily, Alma, Louise, Daphné, ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Serge MAJOREL

survenu le 28 août 2024, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 septembre, à 10 h 30, en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre, 1, boulevard Jean-Mermoz, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Jean-François Mallet, Jean-Dominique (†) et Frédéric Mallet, Jean-Philippe et Laurence Mallet, leurs enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Jacqueline MALLET

survenu le 27 août 2024.

Elle a rejoint son mari, Jean Mallet, chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 septembre, à 14 heures, en l'église Saint-Dominique, 20, rue de la Tombe-Issoire, Paris (14^e).

Sophie et Vincent Ramus, sa fille et son gendre, Julien, Adrien, Antoine et Paul, ses petits-fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Henri-Calixte SUAUDEAU

chevalier de la Légion d'honneur, croix de la Valeur militaire, survenu le 28 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Boulogne, 2, rue de l'Église, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le jeudi 5 septembre, à 14 h 30.

127, avenue Jean-Baptiste-Clément, 92100 Boulogne-Billancourt.

Le Vésinet (Yvelines).

Roger Mascrès, dit Jean Denys, son époux,

Nathalie Berthod, sa fille,

Céleste et Andres, Flore et Brice, Arthur et Émilie, Victoire, ses petits-enfants,

et leur père, François Travaux,

Alma, Oscar, Gustave et Léon, ses arrière-petits-enfants,

sa famille, ses proches

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Claude MASCRÈS dite Claude BERTHOD

survenu le 26 août 2024.

Les obsèques se dérouleront ce vendredi 30 août, à 16 heures, au cimetière du Vésinet, 66, allée de la Meute.

La famille tient à remercier très chaleureusement le personnel de la résidence médicalisée Port Van Gogh, à Asnières-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

nathalie.berthod64@gmail.com

Garches (Hauts-de-Seine).

Michel Triballeau, son époux, Nicolas, Caroline, Clémentine, ses enfants, et leurs conjoints, Chloé, Thomas, Lucie, Julie, Robin, Olivia, ses petits-enfants, toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de

Véronique TRIBALLEAU née Huguenot,

survenu le 27 août 2024, à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis, à Garches, le mardi 3 septembre 2024, à 14 h 30.

Des dons à l'Institut Curie seront préférés aux fleurs.

6, allée du Hameau, 92380 Garches.

remerciements

Concarneau (Finistère).

Christine, son épouse, Caroline et Christophe Janssens, Aurélie, Charles, ses enfants, Lyla, Nathanaël, Madeleine, Gabriel, Mona, ses petits-enfants, et toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Pierre LAME

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

messes

Une messe de requiem à l'intention de

Anne-Françoise ALBISSON

sera célébrée le lundi 9 septembre 2024, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7^e).

Sophie Monin Brosse, Coralie Brosse, Angélie Gardair.

souvenirs

Il y a dix ans,

Philippe GURDJIAN

quittait les siens.

Ce ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

offices religieux

La Fondation Shmouel et Bassie Azimov vous informe que l'allumage des bougies de Chabbat avec bénédiction deux bougies pour les femmes marries, une bougie pour les jeunes filles, se fera ce vendredi 30 août 2024, à 20 h 18 (horaire pour l'Île-de-France).

Le respect des lumières de Chabbat conduira aux lumières de la Délivrance. Renseignements: Beth Loubavitch : 01 45 26 67 60.

Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end. Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

299€ pour 6 mois au lieu de 629,40€

LE FIGARO La culture de la liberté depuis 1826

ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à : LE FIGARO ABONNEMENT 45 avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

☐ OUI, je m'abonne à la Formule CLUB pour 299€ au lieu de 629,40€, soit 52% de réduction. Je reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi, accompagné des cahiers thématiques et des magazines du week-end. J'accède à leurs versions numériques et aux hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____ Tél. portable : _____ pour améliorer le suivi de votre livraison

Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail :

E-mail : _____ en majuscules

Je joins mon règlement par : _____ Date et signature : _____

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro

☐ CB N° _____

Expire fin : _____ FAP2401

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisables à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbe Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cocher cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cocher cette case ☐ Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>.

RÉGIS DEBRAY OU LES ILLUSIONS PERDUES DE LA GAUCHE 5/6

Avril 1961. Une petite armée d'exilés cubains anticastristes, entraînés et armés par la CIA, débarque dans la baie des Cochons appuyée par des bombardiers américains peints aux couleurs cubaines. L'objectif de l'opération Zapata ? Renvoyer le régime communiste mis en place deux ans plus tôt par la révolution menée par Fidel Castro et Che Guevara. « Ce que les impérialistes ne peuvent nous pardonner, c'est d'avoir fait triompher une révolution socialiste juste sous le nez des États-Unis », gronde le Lider Maximo sur les ondes, appelant au branle-bas de combat. Cigare aux lèvres, uniforme vert olive, barbe et casquette iconiques, il galvanise ses troupes. À des milliers de kilomètres de là, tournant en rond dans sa turne comme un lion en cage, un jeune normalien au regard clair trépegne de colère et d'impuissance. Régis Debray lit la presse américaine, triomphaliste, qui annonce (mensongèrement) le bombardement de La Havane, l'emprisonnement de Raul Castro et le suicide de Che Guevara. Avec un camarade de l'UEC à la gueule de jeune premier un peu british, qui s'appelle Bernard Kouchner, ils se rendent en hâte à l'ambassade cubaine, sise avenue Foch. « Nous venons signer notre engagement. » Ça y est, cette fois, c'est la bonne : ils tiennent leur guerre d'Espagne. Ces Malraux imberbes se voient déjà montant des brigades internationales pour porter secours à la jeune république cubaine opprimée par l'ennemi impérialiste. Les barbus de l'ambassade ricanent et les renvoient chez eux. Trois jours plus tard, grâce à l'extraordinaire mobilisation décrétee par Fidel, les forces anticastristes sont battues à plate couture. C'est un fiasco total pour l'Amérique, qui rehausse le prestige du régime cubain auprès de la gauche mondiale.

Régis Debray n'est pas découragé. On ne veut pas de lui en combattant, il viendra en touriste. À l'été 1961, il embarque sur un charter direction l'Amérique. Si c'est un rêve, il le saura. Son seul séjour un peu durable aux États-Unis le dégoûte. « Je n'ai vu que des monstruosités », raconte-t-il. Les regards de haine dans Harlem, les obèses par milliers sur les plages de New York, l'opulence dégoûtante du Nouveau Monde le révoltent. Le racisme des États sudistes le frappe : il en tirera même son premier écrit littéraire, une nouvelle intitulée *La Frontière*. Le mot le hante déjà. Il descend en autostop jusqu'à Miami, et, de là, s'envole pour Cuba. Il jette un coup d'œil par le hublot en atterrissant sur l'île : une grande banderole orne l'aéroport : « Yankees, remember Gironi ! », nom de la plage où fut écrasé le débarquement de la baie des Cochons. « À La Havane, les gens étaient beaux », se souvient-il. L'ambiance est festive et joyeuse. Les soviets plus le soleil. Il ne le sait pas encore, mais la vraie révolution ne se trame pas sur les plages des Caraïbes mais sur celles de la Californie. Elle ne se fait pas en treillis, mais en bikini. La révolution libérale, placée sous l'égide du désir et de la société de consommation qui transformera la planète en gigantesque village global. Et ce débarquement-là, aucune force armée ne sera capable de l'arrêter.

Debray n'a jamais été un gauchiste internationaliste adepte d'un monde sans frontières. En Amérique du Sud, il a compris le caractère indispensable du lien national. Dans sa cellule à Camiri, il y avait une photo de De Gaulle, pas de Lénine. C'est en prison qu'il connut le goût de la patrie. « Jusqu'en 1967, j'eus honte d'être français. » Progressivement, celui qui se définit comme un « gauchiste d'extrême gauche » va assumer de plus en plus ce patriotisme.

Septembre 1989. Qui aurait pu songer que la rentrée scolaire d'un collège d'une commune de l'Oise, Creil, allait faire tant de bruit ? Cette année-là, trois jeunes filles se présentent voilées en classe. La polémique enfle. Lionel Jospin tergiverse. Dans *Le Nouvel Observateur* du 2 novembre, les intellectuels Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay, Elisabeth Badinter, Catherine Kintzler et Régis Debray signent une tribune retentissante intitulée « Profis, ne capitulez pas ! ». Ces cinq figures de la gauche républicaine avertissent : « L'avenir dira si l'année du bicentenaire (de la Révolution française, NDLR) aura vu le Munich de l'école ré-

Si c'est une constante dans l'œuvre de Régis Debray, la critique de l'Amérique a évolué au fil des années.



RÉGIS DEBRAY

« Triste Amérique »

Eugénie Bastié

En 1961, le débarquement de la baie des Cochons lui donne envie de rejoindre Cuba. Si l'anti-impérialisme fut le moteur de sa jeunesse, Régis Debray est-il pour autant un apôtre de l'antiaméricanisme ? Plutôt un enfant nostalgique de la vieille Europe.

publicaine. » La formule est de Debray. Dans un autre article publié par *Le Nouvel Obs*, « Êtes-vous démocrate ou républicain ? », il explicite l'opposition des modèles entre la France et les États-Unis. La république est un héritage de la Révolution française, la démocratie, un legs de l'histoire anglo-saxonne. « La république, c'est la liberté plus la raison. L'état de droit plus la justice. La tolérance plus la volonté. La démocratie, dirons-nous, c'est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières. » L'école et la mairie d'un côté, la church et le drugstore de l'autre.

Dans les années 1990, il accomplit sa mue, et se rapproche de ceux qui comme lui prônent une forme de souverainisme, se montrent critiques de la puissance américaine et sceptiques sur l'Union européenne. On les trouve nombreux dans la Fondation Marc Bloch, fondée en 1998 par Elisabeth Lévy et qui pousse en politique Jean-Pierre Chevènement. *Le Monde* qualifie cette mouvance du sobriquet vaguement infamant de « national républicain ». Debray accepte l'étiquette « comme un défi ». L'hyperpuissance américaine règne alors sans partage. En 1999, les puissances alliées de l'Otan décident de bombarder la Serbie de Milosevic afin de prévenir une éventuelle épuration ethnique des Kosovars. Régis Debray décide de se rendre en ex-Yugoslavie. Il tire de ce périple de dix jours un long article publié dans *Le Monde* sous forme d'adresse au président de la République d'alors, Jacques Chirac. « J'ai peur, monsieur le président, que

nous ne fassions fausse route. » Sur la base de ses observations, il relativise les massacres attribués aux forces serbes et insiste sur les bombardements de civils par l'Otan. « Autocrate, fraudeur, manipulateur et populiste, M. Milosevic n'en a pas moins été élu à trois reprises : les dictateurs se font élire une fois, non deux », écrit-il, terminant sa supplique par une attaque frontale de la soumission atlantiste : « Vous vous souvenez de la définition par de Gaulle de l'Otan : "Organisation imposée à l'Alliance atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique." Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation. »

Tollé est immédiat et énorme, et, sans donner raison à Debray, ce fut un éclatant exemple du manichéisme simplificateur en train de gagner la vie de la pensée. Edwy Plenel, qui dirige alors *Le Monde*, demande une réaction à Bernard-Henri Lévy qu'il publie dès le lendemain de la tribune de Debray en une : « Adieu Régis Debray. » Un texte au ton excessivement cruel : « Debray n'est pas Drieu La Rochelle. Ni Belgrade, Berlin. Mais enfin... D'une certaine façon, nous y sommes. » Le sociologue Alain Joxe renchérit : « Faute d'avoir choisi la démocratie contre le fascisme, Debray rallie le clan des intellectuels narcissiques dont il avait pourtant fait la critique féroce en tant que "médilogue". » Pour quoi cette rage anti-américaine ? se demande le philosophe Pascal Bruckner. « À peine les premières bombes larguées sur la République fédérale de Yougoslavie par l'Otan, s'est réveillée l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique françaises : l'antiaméricanisme. »

« Antiaméricanisme » : le mot est lâché. A-t-il attrapé cette maladie très française ? À la maison, il interdit à sa fille le Coca-Cola et les corn-flakes, « produits malsains, venus de l'empire ennemi ». Pourtant, Debray se défend de tout

chauvinisme. Il aime à rappeler qu'il a même eu une aventure avec une icône américaine : l'actrice Jane Fonda. Si c'est une constante dans son œuvre, sa critique de l'Amérique a évolué au fil des années. Fondée au départ sur l'anti-impérialisme marxiste, elle s'est teintée d'un gaullisme qui fait de la résistance aux États-Unis un pilier de la politique extérieure française.

Quand il officie comme conseiller auprès de Mitterrand, Debray revient une ou deux fois en Amérique grâce au passeport diplomatique. Un dimanche, il est même reçu à la Maison-Blanche par le conseiller diplomatique de Reagan, curieux de discuter avec ce trublion révolutionnaire. Le Yankee lui dit d'un ton mi-plaisantin, mi-menaçant : « Si vous nous emmerdez en Amérique latine, on peut aussi vous emmerder en Afrique. » « Ça me rappelait quand Castro parlait

« Il y avait, en 1919, une civilisation européenne, avec pour variante une culture américaine. Il y a, en 2017, une civilisation américaine dont les cultures européennes sont des variables d'ajustement »

Régis Debray

d'agiter des guérillas ici ou là, je lui disais : "Pas touche à la Martinique ou à la Guadeloupe", s'amuse-t-il. Nul n'est révolutionnaire en son propre pays. La CIA, qui l'a interrogé quand il était prisonnier à Camiri, le garde sur ses listes noires. En 2001, il est refoulé de l'aéroport alors qu'il était invité sur le campus de Boston. « Moi, j'ai fait la demande pour obtenir le visa, lui, jamais. Au fond, il était très content d'être ostracisé de l'Amérique. Il est très coquet, il adore ça, analyse avec une ironie matinée de tendresse son ex-femme Elizabeth Burgos. Ne pas avoir le droit de voyager aux États-Unis, c'est mieux que la Légion d'honneur, pour lui. »

Il y a dans son rejet de l'Amérique une forme de snobisme, celui d'un Européen nostalgique pour la vulgarité prédatrice du Nouveau Monde. Celui d'un amoureux de la langue française attristé par l'hégémonie grandissante du global, nouvelle lingua franca planétaire. Dans *Civilisation*. Comment nous sommes devenus américains (Gallimard), l'un de ses

meilleurs livres, Debray explicite son rapport tourmenté à l'Oncle Sam. Se plaçant sous le patronage de Paul Valéry, l'un de ses maîtres, qui avait en 1919 pressenti la mort de la civilisation européenne, il se dépeint comme un Hibernatus se réveillant dans une France américanisée. Le Quartier latin, c'est vrai, n'a plus grand-chose de latin. À place du Café Mathieu et du Capoulade ont poussé un McDonald's et un Quick. « De mémoire d'historien, jamais peuple n'a éprouvé dans ses mœurs et dans ses plaisirs de changement plus rapide et plus total que celui de 1780 à 1823 », écrivait Stendhal. Debray, qui ressemble en bien des points à Stendhal (romantisme, goût de la phrase courte et de l'aventure, distance distinguée), appartient lui aussi à une génération née entre deux rives, qui a vu en quelques décennies tout un monde être englouti. En un demi-siècle, la France a échangé ses paysans pour des rurbains, ses épiceries pour des supermarchés, le livre pour la télévision. Debray se fait le sismographe de ce qui constitue pour lui le vrai « grand remplacement » : « Il y avait, en 1919, une civilisation européenne, avec pour variante une culture américaine. Il y a, en 2017, une civilisation américaine dont les cultures européennes sont des variables d'ajustement. » L'Europe, c'était l'histoire, le livre et le tragique. L'Amérique, c'est l'espace, l'image et la poursuite du bonheur. De quand dater précisément le basculement ? De 1974, où France Gall et Michel Berger décident de vivre leur histoire d'amour à Los Angeles ? Du tee-shirt « New York City Police Department » de Sarkozy joggant dans Manhattan ? De la main sur le cœur de Macron écoutant *La Marseillaise* ? « Celui qui a le mieux cerné la rupture, c'est Jérôme Fourquet », confie Debray. Dans son livre *La France sous nos yeux*, le sondeur rappelle qu'en 1992 l'usine Renault de Billancourt, symbole de la France ouvrière, ferme définitivement. Dix jours plus tard, on inaugure Disneyland Paris. La même année, Debray démissionne du Conseil d'État, car il estime qu'« il n'y a plus d'État ». Enfant de la culture générale devenu le mécontemporain d'un monde où les études littéraires ont perdu toute utilité sociale, Debray, contrairement à 75 % des Français de moins de 35 ans, n'a jamais mis les pieds à Disneyland. ■

Retrouvez demain :
La politique est triste, hélas, mais il reste les livres



La démocratie, dirons-nous, c'est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières »

Cette lettre dans laquelle de Gaulle incita Mgr Saliège à protester contre la persécution des Juifs

SERGE KLARSFELD

Dans une lettre adressée le 27 mai 1942 à l'archevêque de Toulouse, le général de Gaulle évoque un « certain aspect de l'atroce situation dans laquelle se trouve notre pays », contre lequel il souhaiterait que « la voix de nos seigneurs les évêques s'élève ». Un document méconnu que le président des Fils et filles de déportés juifs de France reproduit ici en intégralité.

Le 23 août 1942, prévenu de la gigantesque rafle que la police de l'État français de Vichy s'appêtait à déclencher en zone « libre » contre des milliers de Juifs étrangers, M^{re} Saliège, archevêque de Toulouse, prit l'initiative de faire lire par les prêtres de son diocèse une lettre pastorale protestant contre les persécutions subies par les Juifs. Cette lettre a connu un retentissement considérable ; elle a été diffusée clandestinement sur tout le territoire et elle a entraîné d'autres prélats, M^{rs} Gerlier, M^{rs} Delay, M^{rs} Théas, M^{rs} Moussaron (Lyon, Marseille, Montauban, Albi) à s'élever eux aussi contre l'arrestation et la livraison en zone occupée à la Gestapo de cette population juive qui avait fait confiance à la France et qui était vouée à un sort funeste. Le Figaro a consacré en août deux pages à cet épisode qui a marqué un tournant dans le sort des Juifs : la population française a suivi l'appel de ses guides spirituels ; elle est sortie de son apathie et a exprimé elle aussi sa sympathie pour les victimes juives et bien souvent sa solidarité pour les aider à survivre. Ce qui n'a pas été dit à propos de cette célèbre lettre, c'est qu'elle répond probablement à une demande spécifique du général de Gaulle.

Je m'explique : le chef de la France libre a fait venir de Londres par porteur clandestin une lettre datée du 27 mai 1942 à M^{re} Saliège :

« Monseigneur, Les remous profonds que provoque dans les âmes françaises certain aspect de l'atroce situation dans laquelle se trouve notre pays m'amènent à exprimer en toute confiance à votre Grandeur l'alarme que j'en ressens comme chrétien et comme Français. Je me garderai d'énoncer aucun grief, mais je crois

que l'attitude, fût-elle parfois d'apparence, prise publiquement par une partie de l'épiscopat français à l'égard de la politique et des gens dits « de Vichy », risqué d'avoir des conséquences graves en ce qui concerne la situation du clergé et peut-être même de la religion en France après la libération.

« Cette lettre révèle que si, en 1967, de Gaulle considérait le peuple juif « sûr de lui et dominateur », en 1942, il avait considéré que la voix des prélats français devait s'élever pour défendre les Juifs et qu'il avait aidé à susciter cette historique prise de parole »

Je souhaite infiniment que, tandis qu'il en est temps encore, la voix de nos seigneurs les évêques s'élève assez clairement et fortement pour que le peuple de France perde l'impression d'une sorte de solidarité entre les tendances du clergé et l'entreprise des gens qui ont proclamé, accepté et aggravé la défaite de la France.

Si je m'adresse à vous, Monseigneur, c'est parce qu'il me semble que votre Grandeur a discerné déjà ce que je me permets de lui exprimer et qu'ainsi quelque accord pourrait s'établir entre nous.

Vous pouvez être assuré, Monseigneur, que cette lettre est absolument secrète et que le porteur, seul, sait que j'en ai écrite.

Je prie votre Grandeur d'accepter l'assurance de mon profond respect. C. de Gaulle. »

Pour la survie de la Nouvelle-Calédonie, il faut fermer la porte à toute perspective d'indépendance

Lire aussi PAGES 2 ET 3

À 17 000 km de Paris, la Nouvelle-Calédonie s'enfonçait dans une crise profonde. Après trois mois de troubles violents, l'économie de l'île est ruinée, les tensions intercommunautaires se sont réenflammées comme aux pires heures des « événements » des années 1980, la liberté de circulation n'est toujours pas rétablie, et la confiance dans l'avenir est au plus bas. Conséquence aussi terrible que logique, beaucoup d'habitants (d'origine européenne, mais pas seulement) commencent à faire leurs bagages. Cet exode silencieux, difficile à chiffrer, mais qui pourrait déjà concerner près de 10 000 personnes – sur un territoire qui n'en compte pas même 300 000 – donnerait mécaniquement aux indépendantistes, à moyen terme, ce que les référendums d'autodétermination leur ont refusé à trois reprises : une majorité dans les urnes. Certains diraient que c'est d'ailleurs, très précisément, leur but.

Devant ce constat d'échec, c'est-à-dire le fait que tout le processus engagé par l'accord de Nouméa n'a visiblement mené à rien qu'à une société calédonienne plus fracturée encore, il est tragique de constater que les responsables politiques français semblent tous prêts à refaire exactement la même erreur qu'il y a vingt-cinq ans, à savoir échanger le retour à la paix civile maintenant contre un nouveau vote sur l'indépendance dans une ou deux générations. Le document de travail du gouvernement, dit projet « martyr », qu'il veut utiliser comme base de négociations (si les indépendantistes acceptent de discuter de quoi ce soit), prévoit ainsi de reconsidérer l'affaire dans « deux générations ». La présidente du Rassemblement national a évoqué pour sa part un quatrième référendum « dans quarante ans ». Quant à la gauche, elle est ouvertement en faveur d'une sorte de « Nouméa-II », à savoir un nouveau processus « d'émancipation et de décolonisation ». Comme en 1998, il s'agit de contenter superficiellement tout le monde (les loyalistes puisque la Nouvelle-Calédonie reste française, les indépendantistes puisqu'on leur laisse entendre que ce n'est que partie remise), en se disant que quelqu'un d'autre sera au pouvoir

lorsqu'il s'agira d'affronter le retour à la réalité. Il est pourtant fondamental, au contraire, qu'il n'y ait pas de « Nouméa-II », ni maintenant ni plus tard. Quoi qu'on décide d'autre en termes de statut, d'institutions, etc., le plus important est de fermer la porte à toute nouvelle perspective d'indépendance, que ce soit à court, à moyen ou à long terme. Il y va de la survie de l'île en tant que collectivité française, et peut-être même que collectivité tout court.

« Comment faire vivre une communauté humaine et politique, aussi complexe que fragile, lorsqu'on a au-dessus de soi l'épée de Damoclès d'une nouvelle remise en cause de tout ce qui aura été construit, soit de son vivant soit de celui de ses enfants ? »

Le processus qui s'est refermé avec la troisième consultation, fin 2021, a été immensément éprouvant. Les loyalistes, forcés de prouver à trois reprises leur majorité dans les urnes, alors même qu'une victoire d'une voix aurait permis aux indépendantistes de transformer l'île en « Kanaky » pour toujours, ont eu la légitime impression que tout était fait pour privilégier le oui à l'indépendance. Mais du moins les règles du jeu étaient-elles claires : ils les ont suivies et ils ont gagné.

Recommencer le processus, c'est leur signifier de la manière la plus claire qu'il n'y a qu'une seule issue possible à la décolonisation, l'indépendance ; et que le gouvernement français les fera revoter jusqu'à ce qu'ils cèdent. Peut-être cela est-il difficile à comprendre vu de Paris, mais il n'est tout simplement pas possible de vivre dans une telle situation d'incertitude, surtout lorsque cette incertitude est perçue comme vous étant structurellement hostile. On l'a dit sur le plan économique : comment investir dans l'île sans savoir de quoi demain sera fait ? Mais c'est vrai de manière beaucoup plus large : comment faire vivre une

La lettre a été publiée telle quelle sur le site de la Fondation de Gaulle mais :

1) elle n'est pas connue du tout et Le Figaro ne l'a, en conséquence, pas évoquée ;

2) et surtout, dans la lettre de De Gaulle transcrite par la fondation, il est écrit : « Les remous profonds que provoquent dans les âmes françaises certains aspects de l'atroce situation » alors que la copie manuscrite de la lettre de De Gaulle dont je dispose dit « certain aspect », au singulier. On peut légitimement penser que de Gaulle écrivant à Saliège en disant « certain aspect » au singulier exprimait son émotion sur un aspect particulier de la politique de Vichy. Si cet aspect n'est pas défini c'est probablement par prudence en cas de saisie de la lettre mais il est évident qu'il s'agit du problème juif ; que de Gaulle ne veut pas le mettre noir sur blanc alors que la propagande collaboratrice l'accuse d'être à la solde des Juifs. L'évidence résulte aussi des conséquences de cette lettre qui a entraîné la prise de position publique si courageuse de M^{re} Saliège sur le problème juif au moment même où trois convois de déportés juifs partaient chaque semaine à destination d'Auschwitz et où les chefs SS réclamaient à Vichy d'accélérer jusqu'à un train quotidien de mille Juifs. M^{re} Saliège a réveillé la conscience des Français ; il l'a fait en répondant à la demande du général de Gaulle et il fut d'ailleurs le seul prélat à se voir décerner à la Libération la croix de compagnon de la Libération.

Cette lettre révèle que si, en 1967, de Gaulle considérait le peuple juif « sûr de lui et dominateur », en 1942, il avait considéré que la voix des prélats français devait s'élever pour défendre les Juifs et qu'il avait aidé à susciter cette historique prise de parole. ■

ÉRIC DESCHEEMAER

L'hypothèse d'un énième référendum sur l'autodétermination de l'île dans quarante ou cinquante ans risque d'aggraver l'exode des Européens déjà en cours. En finir avec cette idée est donc vital pour la Nouvelle-Calédonie, estime le professeur de droit à l'université de Melbourne.

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%) 23-25, rue de Provence 75009 Paris

Président-directeur général Charles Edelstenne

Administrateurs Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris

Président Charles Edelstenne

Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capelle (Economie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gellé (International),

Anne Huet-Willaume (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Etienne de Montety (Figaro littéraire), Bertin et de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thérard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique Pierre Bayle

Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)

Directeur délégué du pôle news Bertrand Gie

Éditeurs Robert Mergui Anne Pican

FIGAROMÉDIAS 23-25, rue de Provence, 75009 Paris Tel.: 01 56 52 20 00 Fax: 01 56 52 23 07

Président-directeur général Aurélie Domont

Direction, administration, rédaction 23-25, rue de Provence 75009 Paris

Tel.: 01 57 08 50 00 direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France

Midi-Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 9h à 18h : 01 56 52 20 00

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine Club Prestige : 599 € Club : 529 € Semaine : 415 € Week-end : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement. Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen sous le numéro FIV 01/001. Europrintation - Plo 0.002 kg/tonne de papier.

Le journal se compose de : Édition nationale 11 cahiers Édition 2 Économie 6 pages

Sur cette édition : Supplément 3 pages

Supplément 16 pages

Supplément 4 pages

Supplément 272 pages



Manteau cousu de fil d'or, prière et Harley Davidson. Le richissime sultan de Johor s'est offert un couronnement vrombissant à la tête de la monarchie de Malaisie, ce 20 juillet. Tel un biker, Ibrahim Iskandar a enfourché sa grosse cylindrée fétiche pour arriver au Palais national de Kuala Lumpur, lors de la cérémonie marquant le début de son règne à la tête de la monarchie musulmane d'Asie du Sud-Est. Le nouveau souverain moustachu, âgé de 65 ans, a juré de « protéger l'Islam et la paix », en bolide s'il le faut.

Ancien des forces spéciales, l'héritier de la prodigieuse dynastie du sultanat de Johor, dans le sud de la péninsule, a son brevet de pilote et aime aller à la rencontre de ses sujets par tous les moyens de transport possibles, de la grosse cylindrée à son Boeing 737-800, qu'il pilote en personne. Ou en train, conduisant lui-même la locomotive ! Avec une prédilection pour une moto à l'imposante livrée tigrée orange, au diapason de sa chemise colorée. « Le sultan aime voyager à moto, il débarque à l'improviste chez les habitants. Mon père a eu droit à une visite », se souvient Peggy Loh, blogueuse spécialiste de l'histoire de Johor, qui souligne le penchant royal pour les chemises « à rayures de tigre » de l'indomptable dynastie qui possède sa propre armée.

Le nom de Johor fait trembler jusqu'à « KL », la capitale où le souverain réside une bonne partie de son temps depuis qu'il a hérité en janvier de la couronne du pays, selon les règles uniques de la monarchie malaisienne, où neuf familles royales se partagent le trône à tour de rôle. Mais son véritable fief se trouve à la pointe de la péninsule, tutoyant Singapour.

« Ils ont tout le luxe imaginable à l'intérieur. Un zoo, et même un bassin à crocodiles »

Une habitante de Johor

Ici, à la mosquée Abu Bakar, baptisée en l'honneur du « père fondateur » du Johor moderne, les prières des fidèles coiffés de songkok, le chapeau plat des musulmans pieux de Malaisie, viennent s'écarter sur le plafond recouvert de feuilles d'or. Par l'embrasement des fenêtres ouvertes, la nuit équatoriale grésille d'insectes. Juché sur un promontoire, l'édifice jaune pimpant au style colonial victorien domine le détroit de Johor, telle une vigie cinquante sous les projecteurs. Par-delà ce bras de mer de 2 kilomètres, scintillent les gratte-ciel de Singapour, visibles à l'œil nu.

L'île « papillon » devenue plaque tournante financière de l'Asie du Sud-Est a longtemps appartenu aux richissimes sultans, avant d'être cédée à l'Empire britannique. Mais la dynastie a gardé la main sur les terrains les plus juteux, et son héritier possède toujours quelques dizaines d'hectares dans le quartier huppé du jardin botanique, estimés à 4,7 milliards de dollars. Mieux, ces arpent de jungle convoités sont le décor du best-seller *Crazy Rich Asians*, devenu un blockbuster à Hollywood, avec Michelle Yeoh en matrone aussi impérieuse qu'opulente. Une comédie grignotante moquant gentiment les extravagances des grandes fortunes asiatiques étalant leurs richesses.

La dynastie du redouté sultan de Johor, dont la fortune connue dépasse 5,7 milliards de dollars, selon Bloomberg, pourrait allègrement faire partie du casting. Aujourd'hui, le palais de son héritier à Johor Bahru n'a rien à envier à Tiersall Park, la villa de teck décor de l'intrigue du film à succès avec une tou-



Juché sur son bolide, le sultan Ibrahim Iskandar parcourt la ville de Johor à la rencontre de ses sujets.

PAGE FACEBOOK DE SULTAN IBRAHIM ISKANDAR

MALAISIE

La rugissante fortune des sultans de Johor

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Johor Bahru (Malaisie)

La richissime dynastie du sud de la péninsule perpétue une lignée haute en couleur, émaillée de scandales.

che british, matinée de clinquant. « Le sultan est là, car le drapeau est déployé », s'enthousiasme Loh en pointant du doigt un mât vertigineux. L'immense bannière blanche frappée du croissant islamique flotte au-dessus de l'imposante villa coloniale aux toits pentus qui domine une colline au gazon anglais impeccable de 120 hectares, parsemée d'arbres taillés au cordeau dans un jardin digne d'Alice au pays des merveilles. Impossible de manquer l'entrée : une gigantesque arche d'une dizaine de mètres formée de quatre sabres de béton surmontés d'une couronne géante sertie de diamant de pacotille.

Il faut rouler plusieurs kilomètres pour faire le tour des grilles forgées protégeant le Bukit Serene Palace, où réside aujourd'hui le sultan Ibrahim Iskandar, son épouse et sa collection de voitures de sport, l'une des plus imposantes du monde. « Ils ont tout le luxe imaginable à l'intérieur. Un zoo, et même un bassin à crocodiles », affirme cette habitante passionnée d'histoire. Le fils aîné du souverain, Ismail Idriss, a posté récemment une photo d'un rare petit crocodile blanc dans ses bras à ses 800 000 abonnés sur Instagram. Le jeune milliardaire, lui aussi passionné d'automobile, sillonne le sultanat à bord de ses bolides immatriculés d'un simple « TMJ », pour Tunku Mahkota Johor (prince héritier de Johor).

L'automobile haut de gamme est une passion familiale, comme l'illustre l'extraordinaire collection de plus de 300 véhicules parqués dans l'immense garage climatisé du palais. Bentley et Rolls Phantom de toutes les couleurs s'alignent, côtoyant des touk-touks et des pièces d'histoire parfois sulfureuses. « Cette voiture est le seul exemplaire au monde. Hitler était un ami de mon arrière-grand-père et lui a envoyée », explique docilement le sultan en désignant une Mercedes gris métallisé, dans un rare documentaire où il ouvre les portes de son jardin secret à la télévision philippine.

Le souverain de 65 ans perpétue la tradition en devenant le premier au monde à posséder la limousine Hongqi L5 noire présidentielle réservée à Xi Jinping en personne. Ce véhicule blindé chiffré à plus de 550 000 dollars est la voiture la plus chère jamais sortie de Chine, et un symbole de la volonté du sultan d'attirer des investisseurs de la deuxième puissance mondiale sur ses terres.

Avec des fortunes diverses, à l'image du pharaonique projet immobilier de Forest City, une ville « verte du futur »

estimée à 100 milliards de dollars, construite à partir de 2016 face au détroit de Malacca en contreprise avec le promoteur chinois Country Garden, et aujourd'hui au bord de la faillite. Les vertigineuses tours de verre et d'acier émergeant des cocotiers se dressent dans le silence d'une cité fantôme. Mais les frangipanières et le gazon sont toujours impeccablement tenus. Le sultan use de son entretenu à Kuala Lumpur pour mobiliser le pouvoir central à la rescousse de ce projet qui devait accueillir 700 000 âmes en 2035 sous la bannière des « nouvelles routes de la soie » chinoises. Prestige royal oblige.

Les échos de la ténébreuse réputation de son père, Mahmud Iskandar Ismail, décédé en 2010, sont toujours chuchotés à voix basse au pied des tours jumelles Petronas. Le prince, connu pour son caractère irascible, avait consigné des domestiques dans la niche des chiens ou frappé à la machette des automobilistes qui avaient osé le doubler sur la route, avant de tuer un récalcitrant en 1973. A chaque fois, la protection de la couronne lui épargne des poursuites judiciaires.

Devenu sultan, il sillonne son royaume dans sa Rolls-Royce surmontée d'un gyrophare, imposant des amendes à tout conducteur osant dépasser le véhicule royal. En 1987, il commet l'irréparable, après un putt raté sur un green. Le souverain se défoule sur un jeune caddie, jugé insolent, le tuant à coups de club de golf. Il échappe encore à toute condamnation grâce à son immunité. « Il avait un certain tempérament », euphémise une habitante de Johor Bahru. Son successeur tente d'effacer ce sombre passé. Dès son accession au trône, Ibrahim Iskandar a retiré son patronage au huppé golf club de Johor et ne met plus les pieds sur un green.

Désormais chef d'un État de 33 millions d'habitants, Ibrahim Iskandar doit incarner la concorde dans un pays mosaïque rattrapé par l'islamisme. Un numéro d'équilibre délicat pour cet avocat d'un islam tolérant, mais en charge de la défense de la foi dans un sultanat où la charia s'applique aux musulmans. Le souverain a été mis à l'épreuve en mars, lorsque explosa la controverse des « chaussettes d'Allah », après la décou-

« Les sultans jonglent entre leur rôle religieux et politique. Ils doivent à la fois être entrepreneurs en affaires et généreux en distribuant nombre de subsides »

Anthony Milner Professeur émérite à l'Australian National University

verte de quelques paires portant le nom du prophète dans une supérette. Un « sacrilège », s'enflamment les réseaux sociaux, entraînant des attaques au cocktail Molotov contre les boutiques de la chaîne KK, appartenant à un entrepreneur chinois. Le sultan siffle la fin de la récréation sur Facebook appelant « à l'unité », tout en convoquant le patron de la chaîne KK au palais pour une mise au point. « Toutes les parties doivent se montrer responsables. J'espère que c'est la dernière fois que je dois le rappeler », a déclaré le monarque, le 3 avril.

La percée du parti islamiste PAS aux élections en 2022 accentue la pression sur les sultans de la péninsule, habitués à combiner sans vergogne le songkok de protecteur des croyants avec les costumes trois pièces d'entrepreneurs hommes d'affaires dans l'huile de palme ou

l'immobilier, frayant avec la jet-set. Un grand écart toujours plus difficile à effectuer sur le plus grand marché halal du monde, où le voile revient en force. Au point de conduire le richissime sultan de Kelantan à renoncer au trône pour son idylle avec Oksana Voevodina, ancienne Miss Moscou en 2019 aux lignes voluptueuses. Les vidéos osées du mannequin en lingerie avaient eu raison de ses ambitions royales. « Les sultans jonglent entre leur rôle religieux et politique. Ils doivent à la fois être entrepreneurs en affaires et généreux en distribuant nombre de subsides. Leur mode de vie somptueux fait partie du cérémonial du pouvoir. Mais la question est de savoir comment cela est perçu par les nationalistes malais », pointe Anthony Milner professeur émérite à l'Australian National University.

Un défi, pour cette dynastie d'hommes d'affaires madrés aux penchants cosmopolites anciens. Tiersall Park, le luxueux palais de teck où se déroule l'intrigue de *Crazy Rich Asians*, n'est autre que l'Istana (« palais ») que le maharaja Abu Bakar, le « père du Johor moderne », avait dédié à la fin du XIX^e siècle à sa troisième épouse, Helen, une écossaise dont il s'était entiché, et fut le premier bâtiment équipé d'électricité à Singapour.

Ce souverain musulman anglophile, ami de la reine Victoria, y a reçu l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche en 1893, dotant même le domaine d'un terrain de polo où se jaugeait la bonne société du comptoir colonial. « Les sultans de Johor ont un talent pour les affaires comme la diplomatie. Ce sont des bâtisseurs de nation habiles qui ont fait fortune en s'appuyant sur les planteurs chinois », explique Milner. Un passé délicat à l'heure de la montée en puissance du fondamentalisme dans un pays peuplé à 63 % de musulmans.

Avec un penchant dynastique pour les amours exotiques qui peut défrayer la chronique. « Cette dynastie a connu beaucoup de scandales », résume Loh. Dans les années 1930, le descendant d'Abu Bakar tomba follement amoureux de « Cissie » Hill, danseuse de cabaret au Gosvornor Hotel faisant les choux gras de la presse londonienne. Alors l'un des hommes les plus riches du monde grèce aux plantations de caoutchouc, le jeune sultan a pour « principales passions la chasse au tigre, les courses de voitures et les femmes », enchaînant les « safaris sexuels », pointe l'écrivain Colin Smith à la BBC. La danseuse succumbra à un bombardement durant le blitz de Londres, dans sa maison Art déco achetée par son richissime amant.

Un mois plus tard, le prince oriental se remariait avec son ultime conquête, qui deviendra sa sixième épouse, « Sultana Marcella ». Aujourd'hui, la seule fille de l'actuel sultan a choisi un Hollandais pour mari, qui s'est converti à l'Islam avant le somptueux banquet nuptial au Serene Palace, devant 1200 invités, en 2017. L'impétueuse lignée de Johor n'a pas fini de rugir. ■

Retrouvez demain :
Fagra, temple du bling-bling dans un pays en faillite



Des gardes devant la grille extérieure du palais du sultan à Johor Bahru.

APARNA NORTI / BLOOMBERG



j'adore

VOS RÊVES RENDEZ-LES RÉALITÉ

YOUR DREAMS
MAKE THEM REAL

LE FILM | 1^{ER} SEPTEMBRE 2024 - 20H | DIOR.COM

DIOR

LE FIGARO

économie



POUVOIR D'ACHAT
SMIC À 1600 EUROS :
POURQUOI L'IDÉE DE LA GAUCHE
RATERAIT SON OBJECTIF **PAGE 25**

NUCLÉAIRE
LA SUISSE ENVISAGE
DE REVENIR SUR L'ABANDON
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE **PAGE 25**



.D. CHARLÉTA/WAPF K. DAHER/HANS LUCAS, HUB/STOCK/ADOBECOM. IMAGODIEBILDMANFATUR VIA REUTERS CONNECT

Patrick Drahi : l'empire ébranlé



Un an après la découverte de malversations au sein de son groupe de télécoms et de médias, l'homme d'affaires est engagé dans un bras de fer avec ses créanciers. **PAGES 24 ET 25**

Le conglomérat de Buffett pèse plus de 1 000 milliards

Le conglomérat de l'homme d'affaires américain Warren Buffett entre dans le cercle très fermé des entreprises valorisées plus de 1 000 milliards de dollars, aux côtés d'Apple, de Microsoft, d'Alphabet ou encore du spécialiste de l'intelligence artificielle Nvidia.

Parti d'une petite PME textile, rachetée par Warren Buffett en

1965, Berkshire Hathaway est devenu au fil des ans un vaste conglomérat, qui comprend entre autres l'assureur Geico, la compagnie ferroviaire Burlington Northern Santa Fe ou les piles Duracell. Il détenait également 13 % de Bank of America fin juin, un quart du capital de Kraft Heinz ou encore 9 % de Coca-Cola.

C'est l'annonce de la vente d'une

partie des titres que Berkshire Hathaway détenait au capital de Bank of America, pour un montant de 1 milliard de dollars, qui a donné le coup de pouce nécessaire (une hausse de 0,86 %) à la valorisation du conglomérat. Celle-ci atteint désormais 1 001 milliards de dollars.

Les investissements boursiers judicieux de Warren Buffett l'ont

érigé en oracle pour nombre de boursicoteurs. L'homme d'affaires est désormais multimilliardaire. La hausse du titre de son conglomérat a hissé sa fortune à 146 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1 milliard en une seule journée. Il est la sixième personne la plus riche du monde, selon le magazine Forbes.

MARIE BARTNIK

> FOCUS

ENTREPRISES : LES RECOURS À LA BANQUE DE FRANCE EN BAISSÉ

« Les entreprises se sont montrées résilientes au travers des crises qui se sont succédées depuis 2020 et l'accès au financement bancaire a été assuré dans de bonnes conditions », souligne la Banque de France dans le cadre d'un bilan sur la médiation du crédit. Cette activité, assurée par les succursales locales de la Banque de France, vise à aider les groupes qui traversent des difficultés de financement. Or, depuis 2020, ces sollicitations de médiation ne font que baisser. Ainsi, au premier semestre 2024, la médiation du crédit a recensé 672 demandes éligibles, contre 14 147 au pic de la crise sanitaire en 2020, près de 4 000 en 2021 et 1 400 en 2023.

Le flux des demandes reste toutefois supérieur au niveau de 2019. Cette année-là, la médiation avait planché sur 1 035 cas d'entreprises en difficulté. Ce sont essentiellement les prêts garantis par l'État (PGE), contractés massivement par les sociétés pendant la crise du Covid, qui expliquent la différence entre 2019 et 2024. Les chiffres de la médiation du crédit démentent cependant les analyses catastrophistes autour de la menace latente des PGE. Au premier semestre 2024, les équipes de la Banque de France n'ont eu à travailler que sur 217 de ces prêts. « Le ralentissement de l'activité économique attendu sur l'année 2024 ainsi que l'augmentation des défaillances d'entreprises (qui affecte des entreprises de taille plus importante) appellent à la vigilance », soutient toutefois la Banque de France.

ANNE DE GUIGNÉ

le PLUS du FIGARO ÉCO

BARILLA

Le groupe veut être moins dépendant des pâtes et de l'Italie **PAGE 27**

LA SÉANCE

DU JEUDI 29 AOÛT 2024

CAC 40
7640,95 +0,84%

DOW JONES
41456,42 +0,89%

ONCE D'OR
2424,00 (2420,00)

PÉTROLE (Brent)
79,510 (78,460)

EUROSTOXX 50
4962,16 +1,00%

FOOTSE
8379,64 +0,43%

NASDAQ
19568,02 +1,12%

NIKKEI
38362,53 -0,02%

L'HISTOIRE

Camaïeu reprend vie avec Celio

Camaïeu, le retour. La marque de prêt-à-porter, qui avait laissé sur le carreau 2 600 personnes à l'issue d'une faillite retentissante, est de nouveau disponible en magasin et sur internet, grâce à Celio. Pratiquement deux ans après sa disparition, elle a fait son come-back jeudi sous le nom « be camaïeu.* », dans douze points de vente : dix sous enseigne Celio et deux qui lui sont exclusivement dédiés. La toute nouvelle collection se concentre sur des produits « basiques et essentiels » (pulls, tee-shirts, pantalons) déclinés en plusieurs couleurs, avec un prix moyen d'une trentaine d'euros. « Le rendu est au-delà de nos espérances, lance Sébastien Bismuth, président de Celio et Camaïeu. Au centre commercial d'Euralille par exemple, nous

avons déménagé et notre magasin est passé de 300 à 1200 mètres carrés. C'est un changement complet de dimension. » Jamais Celio, fondé par la famille Grosman qui en est toujours propriétaire, n'avait connu pareille transformation. Mais la marque ne pouvait plus se contenter de n'habiller que les hommes. Racheté pour 1,8 million d'euros, Camaïeu a vocation à devenir son alter ego féminin. « Le standard international (Uniqlo, Zara...) est d'offrir des collections pour les hommes et les femmes dans des grandes surfaces de magasins.

Nous y sommes », se félicite Sébastien Bismuth. Il se donne trois à quatre mois pour évaluer les premiers résultats de Camaïeu by Celio. Et avancer au bon rythme. ■

MATHILDE VISSEYRIAS



Le retour en grâce du fonds en euros dope l'assurance-vie

La rémunération à nouveau alléchante des fonds en euros de l'assurance-vie fait revenir les épargnants. Le placement préféré des Français a enregistré en juillet une collecte nette positive, tous supports confondus, de 1,8 milliard d'euros, selon France Assureurs. L'année dernière, à la même période, les souscriptions avaient été négatives (- 819 millions d'euros). « C'est l'effet retour en grâce du fonds en euros, estime Cyrille Chartier-Kastler, fondateur du site spécialisé Good Value for Money. Les unités de compte (placements investis sur les marchés financiers, non garantis, NDLR) ont bien collecté, comme c'est le cas depuis plusieurs mois, mais c'est la hausse des cotisations en euros qui fait la différence. »

Les souscriptions en fonds en euros, cette poche 100 % garantie de l'assurance-vie, ont bondi de 27 % en juillet sur un an. Avec la forte remontée des taux, les fonds en euros ont retrouvé des bons rendements -

jusqu'à 5 % par an pour certains contrats. « Les compagnies qui jusqu'à l'année dernière limitaient l'accès à cette poche 100 % garantie ouvrent à nouveau grand les vannes », poursuit Cyrille Chartier-Kastler. La collecte nette sur cette poche demeure toutefois légèrement négative (- 1 milliard d'euros en juillet), du fait de sorties toujours plus importantes (successions, apports pour achat immobilier). « Les contrats les plus anciens qui sont aujourd'hui clôturés sont très souvent quasi exclusivement constitués de fonds en euros, poursuit l'analyste. Cela pèse sur la collecte nette, malgré des souscriptions en forte hausse. » Malgré les secousses en Bourse, les fonds en unités de compte continuent également d'attirer largement la collecte (+ 2,8 milliards d'euros de collecte nette). Depuis le début de l'année, les cotisations en assurance-vie, tous supports confondus, affichent une hausse de 15 %, à 107,4 milliards d'euros. **JORGE CARASSO**

Il en faut beaucoup pour ébranler la certitude d'un milliardaire. En trente années de vie professionnelle passées à bâtir son empire des télécoms et des médias, Altice, Patrick Drahi a connu les succès bien plus que les défaites. Elles ont forgé la personnalité de l'entrepreneur, un homme réputé affable mais dur en affaires. Un flambeur, aussi, sûr de lui et avec une confiance à toute épreuve.

Mais beaucoup de ses convictions ont volé en éclats ces douze derniers mois. Soupçons de corruption entourant son ex-bras droit, Armando Pereira, qui se serait enrichi sur son dos et celui d'Altice (l'homme d'affaires clame toujours son innocence), chute sans fin de SFR, bras de fer avec les créanciers sur l'endettement... Jamais, depuis 2002 et le début de sa conquête du câble en France, Patrick Drahi et à travers lui son empire Altice n'avaient été aussi secoués. « Il y a un sentiment de fin de règne », confirme Benoît Soler, géant senior pour Keren Finance. Cet investisseur suit pourtant l'entrepreneur depuis l'époque Numericable. « Je ne le vois plus en France ni en Suisse, où il est sous le coup d'un redressement fiscal. Il passe le plus clair de son temps en Israël. C'est le seul endroit où il n'a pas de problèmes », ajoute une relation d'affaires.

Inquiétude. Le mot revient en boucle dans la bouche des syndicats de SFR, pourtant rompus aux mauvaises nouvelles depuis dix ans sur le front de l'emploi. « La situation se tend, aussi bien sur la dette que sur la situation commerciale de SFR. Il est temps que l'actuaire redonne plus de visibilité sur l'avenir de la société », estime une source syndicale.

La rentrée, avec la publication, ce jeudi, des résultats trimestriels d'Altice France n'est une fois de plus pas bonne. Elle est marquée par une nouvelle chute de 343000 abonnés sur le mobile, un chiffre d'affaires en baisse de 5,2 % sur un an et un résultat d'exploitation qui s'effondre de 7,5 % sur un an entre avril et juin. La date avait été cochée par certains en interne, espérant de nouvelles perspectives. Mais depuis plusieurs mois maintenant, chez Altice, le silence est d'or. « Le management de SFR, sous l'égide de Mathieu Cocq, est au travail, plus concentré que jamais », commente Arthur Dreyfuss, PDG de l'entreprise.

Pas de quoi soulager les angoisses. Les représentants des salariés dénoncent en chœur l'« opacité » dont ferait preuve la direction et l'absence de plan

« L'enquête interne est un élément des procédures judiciaires, ce n'était pas une opération de communication ni de relation sociale avec les syndicats »

Un proche du groupe

stratégique. Ils attendaient par exemple, après les révélations au Portugal l'an passé - plusieurs centaines de millions d'euros auraient été détournées par différents cadres du groupe -, une opération moins propres en toute transparence. Mais les résultats de l'enquête interne, diligentée dans la foulée, n'ont pas été partagés auprès des salariés. La direction a justifié ce choix par la protection des personnes auditionnées, ainsi que l'utilisation de cette enquête dans les procédures judiciaires en France comme au Portugal. « L'enquête interne est un élément des procédures judiciaires, ce n'était pas une opération de communication ni de relation sociale avec les syndicats », indique un proche du groupe.

La procédure n'en laisse pas moins un goût amer. Les syndicats estiment devoir prendre pour argent comptant, et sans pouvoir les auditer, les estimations de la direction s'agissant du nombre de fournisseurs vérolés - une dizaine a été écartée, soit 2 % du volume total des contrats d'Altice -, du montant du préjudice subi et du choix des cadres écartés par la direction (une douzaine à ce jour). Un faux procès, argue-t-on dans le camp d'en face, faisant valoir des centaines d'heures de réunions organisées avec les organisations syndicales, y compris pour partager l'ensemble des mesures prises pour éviter ce type de scandales à l'avenir.

Se disant victime depuis le début de l'affaire Picoas (son nom au Portugal), Altice a porté plainte au Portugal pendant l'hiver et en France à la fin du premier trimestre. Pour autant, Patrick Drahi n'a, lui, pas encore dénoué ses



Patrick Drahi lors d'une audition au Sénat, le 2 février 2022.

VIOLETASANTOS/MOURNREUTERS

Dettes, cessions d'actifs, chute de SFR... L'empire Drahi ébranlé

Lucas Mediavilla

Un an après le scandale de corruption qui a éclaboussé le groupe de télécoms et ravivé le sujet de sa dette, Patrick Drahi s'engage dans une négociation serrée avec ses créanciers.

relations capitalistiques avec son ex-bras droit. Il y a un an, devant les investisseurs, Drahi assurait qu'Armando Pereira détenait un intérêt économique de 20 % dans Altice. Mais qu'il parviendrait à se libérer de cet actionnaire devenu encombrant. Or, selon nos informations qui corroborent celles évoquées d'abord par L'Informé, les liens n'ont pas commencé à être défaits. « À ce jour, les droits d'Armando Pereira restent inchangés au sein d'Altice et auprès de Patrick Drahi », affirme Jean Tamalet, l'avocat de l'homme d'affaires.

« Cette affaire est grave. Mais le scandale portugais est presque passé au second plan », indique toutefois une source interne. Le sujet de la dette (24 milliards pour Altice France, 55 milliards en additionnant Altice USA et Altice International) est bien plus inquiétant. La hausse brutale des taux d'intérêt, combinée à la politique agressive de Drahi en matière de remontée de dividendes (entre 8 milliards et 10 milliards depuis dix ans, selon les syndicats), ainsi que les performances faibles des différentes entités à travers le monde ont bouché les perspectives

financières de l'homme d'affaires.

Il y a un an, il s'était résolu à s'attaquer à son endettement, « quoi qu'il en coûte ». Force est de constater qu'après vingt années passées à avaler les sociétés grâce au LBO (acquisition par l'endettement), Patrick Drahi s'est mis au régime. Une cure commencée par la vente des data centers de SFR, cédés à Morgan Stanley Infrastructure Partners à l'automne dernier. Puis, durant l'hiver, un premier tabou est tombé. L'activité médias (BFMTV et RMC) d'Altice France, dont la direction assurait à cor et à cri qu'elle n'était pas à vendre, a été

cédée à Rodolphe Saadé. Il y a quelques semaines, Patrick Drahi s'est séparé de la start-up Teads, logée au sein d'Altice International, pour 1 milliard d'euros.

Outre-Manche, Patrick Drahi a aussi surpris les observateurs en vendant à Bhartel les 25 % du capital de BT (ex-British Telecom) qu'il détenait. D'aucuns jugeaient pourtant que le Royaume-Uni pourrait devenir le nouveau pays de Cocagne de l'entrepreneur. « Le gouvernement lui a fait comprendre qu'il ne pourrait jamais monter au-dessus de 25 % », justifie une figure des télécoms. Au moment de la vente, sa part était valorisée à 3,5 milliards de livres. D'autres actifs sont encore sur la sellette. Si Patrick Drahi a refermé l'idée d'une vente de son opérateur en République dominicaine, faute d'avoir reçu une belle offre, une procédure est toujours en cours au Portugal. En France, s'il a échoué à faire rentrer un minoritaire au capital de SFR, un processus est bien en cours pour céder la moitié des parts que détient l'opérateur dans La Poste Mobile.

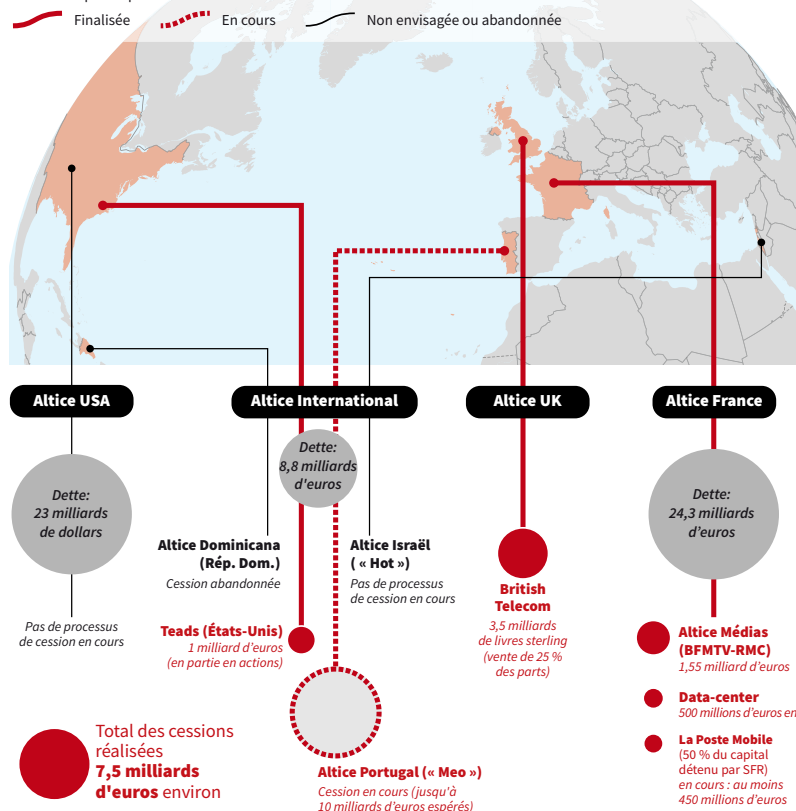
Un Monopoly d'actifs qui permet à Drahi de disposer d'un pactole d'environ 8 milliards d'euros, en comptant la remontée de 1 milliard d'euros obtenue à l'issue d'un accord avec les coactionnaires de son opérateur d'infrastructures XpFibre. Sur le seul périmètre d'Altice France, Patrick Drahi a 3,5 milliards de liquidités dans les caisses. Et une même question agite désormais salariés, syndicats et créanciers de l'entité française : que va-t-il faire de tout cet argent ?

Les porteurs de dette l'attendent au tournant. Mi-mars, l'entrepreneur a devancé les négociations portant sur ses prochaines maturités de dette en annonçant sa volonté de faire baisser drastiquement ses leviers. Il a demandé à ses créanciers un effort, affirmant qu'ils pourraient ne pas voir la couleur de l'argent des cessions s'ils n'acceptent pas de lui céder un rabais de 30 % à 40 % sur leur dette. Énervés, ils se sont regroupés pour se défendre. En moins de 48 heures, deux groupes ont été constitués, représentant à date 92 % des 20 milliards de dette dite sécurisée pour l'un, une grosse partie des 4 milliards de dette non sécurisée pour l'autre.

Une façon d'inverser le rapport de force. Les créanciers, pour beaucoup américains, ont l'habitude de ce genre de pratiques aux États-Unis et ont engagé des stars du restructuring des deux côtés de l'Atlantique. Mais cette célérité n'aura pas été très utile. Car, depuis, c'est le calme plat. « C'est du jamais vu pour un dossier de ce genre », argue une source du côté des créanciers. Selon deux sources, une seule réunion officielle a eu lieu à Londres, le 17 juillet dernier. « C'était un premier échange

Un an de chamboulements dans l'empire de Patrick Drahi

Cessions depuis septembre 2023



Source : sociétés ; Le Figaro

direct entre le management et les prêteurs pour comprendre les objectifs de la société et les contraintes des créanciers», confirme l'une d'entre elles. Aucune proposition n'a été formulée.

Du côté d'Altice, on temporise. Si Patrick Drahi a déclenché ce bras de fer avec ses créanciers dès le début 2024, c'est pour ne pas avoir à négocier avec le couteau sous la gorge à l'approche des grosses maturités de dette - 5,85 milliards en 2027, 9,76 milliards en 2028, 6,34 milliards en 2029. Mais hors de question de se laisser dicter le tempo. Les cessions lui donnent un levier pour venir à la table des négociations. «C'est assez logique que le propriétaire de l'entreprise soit le maître des horloges. Pour le moment, il ne fait pas défaut sur ses échéances de dette ni sur les clauses de prêts, admet un représentant des créanciers. Il nous agit le cash des cessions devant le nez en nous disant : "Si vous n'acceptez pas mes conditions, j'utilise ce cash pour d'autres projets."»

La documentation financière, que les prêteurs ont acceptée, stipule en effet que Drahi peut placer certains actifs hors de leur portée et les remonter comme dividendes. «Ces accords sont totalement légaux, affirme-t-on dans l'entourage d'Altice. Les créanciers ont signé et sont rémunérés contre ces risques. Altice France, depuis l'achat de SFR, en 2014, a payé plus de 10 milliards d'intérêts aux créanciers.»

Mais à entendre le camp d'en face, la logique a ses limites. «Si Altice France termine son aventure au tribunal de commerce, il n'est pas concevable qu'il nous laisse comme seul actif SFR en disparaissant avec le reste sous le bras», explique-t-on chez les créanciers. «Si Patrick Drahi s'amuse à remonter du cash qui aurait dû aller à l'entreprise, ça peut se régler au pénal car c'est contraire à l'intérêt social de l'entreprise», assène une autre source. Selon cet investisseur, si le milliardaire avait à cœur la pérennité de son groupe, il aurait déjà lancé une procédure de conciliation, avec le choix d'un administrateur judiciaire. «Il perdrait alors la main dans la conduite des négociations», estime-t-il.

En face, les arguments juridiques sont eux aussi affûtés. «Cette question se pose quand une entreprise est à J-100 du mur de la dette. Il y a encore de la marge, le sujet est géré avec beaucoup d'anticipation», note un proche de l'opérateur de télécoms. «Nous ne né-

« Nous ne négocions pas la dette pour le plaisir de l'actionnaire ou le déplaisir des créanciers. Il s'agit de donner les moyens à l'entreprise d'apprendre son avenir »

Arthur Dreyfuss PDG d'Altice

gociations pas la dette pour le plaisir de l'actionnaire ou le déplaisir des créanciers. Il s'agit de donner les moyens à l'entreprise d'apprendre son avenir. L'anticipation de ces échéances et la réduction de la dette, c'est bien l'intérêt social de l'entreprise», insiste pour sa part Arthur Dreyfuss. La guérilla bat son plein entre deux camps qui se connaissent par cœur. Les créanciers, prêts à accepter une réduction de dette, demanderont en échange une partie du capital d'Altice, comme c'est de coutume dans ce genre de dossier. «Réduire la dette pour rendre uniquement de la valeur à Patrick Drahi, c'est hors de question», insiste-t-on encore chez les porteurs de dette. Les belligérants se risqueront-ils à solder leurs désaccords devant la justice? Patrick Drahi, visé par un gros redressement fiscal en Suisse et également endetté à titre personnel, n'a sans doute pas envie d'ouvrir un front juridique qui déboucherait sur un grand débâlage. «Quand vous parlez aux banquiers français du milliardaire, ils vous disent qu'ils transpirent, en ce moment», s'amuse une figure de la place parisienne.

La complexité du dossier a aussi de quoi donner des sueurs froides aux créanciers : la dette d'Altice est libellée en dollars, et donc de droit américain ; la société est basée en France ; les holdings de Patrick Drahi sont de droit luxembourgeois ou néerlandais. «C'est un véritable casse-tête. Certains créanciers, qui détiennent peu d'obligations d'Altice, doivent déjà être en train de négocier des rabais avec Drahi», veut croire un connaisseur du dossier. «Il a des cartes dans sa manche pour jouer la division. Pour l'instant, tout le monde reste soudé», assure une source chez les créanciers. La partie de poker menteur est loin d'être terminée. ■

Un smic à 1 600 euros ne résoudrait pas le problème du pouvoir d'achat

Thomas Engrand

Les smicards ont été davantage protégés de la hausse des prix que les autres travailleurs.

Certes, la gauche n'est pour le moment pas parvenue à imposer sa candidate, Lucie Castets, à Matignon. Cela n'a toutefois pas empêché le Nouveau Front populaire (NFP) de réussir à faire entendre une petite musique ces dernières semaines : Insoumis et écologistes n'ont cessé de répéter aux Français que le pays était allé trop loin dans la politique de l'offre. Cet excès serait responsable, selon eux, des pertes de pouvoir d'achat ressenties au cours des dernières années. Ils appellent donc de leurs vœux une intervention massive de l'État. Parmi les différentes mesures recommandées, la hausse du smic à 1 600 euros net est celle qui a connu le plus d'échos au sein de la population.

Conscient que le sujet est au cœur des préoccupations des Français, le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, estimait fin juillet dans *Le Journal du dimanche* que «l'augmentation du smic défendue par la gauche n'est pas un mauvais débat et nous aurions tort de l'écarter d'un revers de la main». «Ce serait compliqué du jour au lendemain, mais ce n'est pas infaisable en deux ou trois ans. L'entreprise qui dit le contraire a des questions à se poser sur son modèle économique», confie de son côté un représentant patronal, soucieux de garder son anonymat, tant sa position est minoritaire.

Cette mesure est effectivement un épouvantail pour les chefs d'entreprise, du petit patron au président du CAC40. «Pourquoi les patrons sont contre ? Parce que lorsque l'on augmente de 200 euros le smic, on va générer 150 euros de charges, donc l'addition devient vite insupportable», a alerté Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, sur BFM, en début de semaine. Une position claire alors qu'il n'est lui-même pas concerné : «J'ai demandé qu'il y ait aucun salaire à moins de 2000 euros», souligne l'intéressé. Mais le dirigeant connaît trop bien le tissu économique français pour savoir que tous les acteurs ne disposent pas des mêmes moyens que le géant du pétrole.



Selon l'Institut Montaigne, la hausse du Smic à 1600 euros net entraînerait chaque année pour les finances publiques un surcoût d'environ 19 milliards d'euros. HJBC/STOCKADOB.COM

«Dans la compétition mondiale, la France ne peut pas se permettre d'avoir le salaire minimum le plus élevé du monde, rappelle également le président du Medef, Patrick Martin, auprès du *Figaro*, à l'occasion de la rentrée des chefs d'entreprise, lundi. Cela mettrait en péril des pans entiers de notre économie, notamment tous les métiers de service dit à forte intensité de main-d'œuvre, dans la prêt-à-porter, la restauration collective, la sécurité...» Les finances publiques ne s'en sortiraient pas mieux, puisque l'Institut Montaigne table sur un surcoût qui atteindrait 19 milliards d'euros environ chaque année.

Parmi les économistes, les conséquences d'une telle hausse du salaire minimum sont également débattues. Certains estiment que les conséquences sur l'emploi décrites par les chefs d'entreprise ou le gouvernement - Attal parle de «500 000 destructions de postes» - sont exagérées. Selon Éric Heyer, direc-

teur du département Analyse et Prévision de l'OFCE, les «pertes se compteraient davantage en dizaines de milliers qu'en centaines». Même s'il admet que les modèles utilisés ne sont pas taillés pour évaluer des hausses aussi brutales.

«Un sentiment de découragement»

Cette réserve ne l'empêche toutefois pas de se montrer critique de la promesse de campagne du NFP, qui tape à côté du public visé. «Les salariés qui ont vu leur pouvoir d'achat baisser ne sont pas tant les smicards, car celui-ci est indexé sur l'inflation, mais ceux légèrement au-dessus. Augmenter ce plancher n'est donc pas la solution.» Pire, les effets pourraient être contre-productifs : «22 % de la population active se retrouverait au smic, dont certains employés depuis plusieurs années. Cela va provoquer un sentiment de déclassement et de découragement», met-il en garde.

Une fausse bonne idée ? C'est également l'avis de Gilbert Cette, économiste et professeur à l'école de commerce Neoma : «La quantité de travail et la situation familiale sont les facteurs premiers de la pauvreté laborieuse, avant le salaire horaire», écrit-il dans son ouvrage *Travailleur (mais) pauvre* (Éditions DBS). Il faut mieux, selon lui, s'attaquer à la création de places en crèche et à la résorption des temps partiels. Le temps partiel, justement, n'a jamais été aussi bas depuis 1992, selon l'Insee. En 2023, seuls 4,4 % des actifs seraient dans ces situations, qualifiées de sous-emploi par l'organisme, contre 6,6 % en 2017. Un succès directement imputable à la baisse du chômage, estime Gilbert Cette : «Les gens disposent de pouvoirs de négociation plus importants. Ce qui leur permet d'obtenir de meilleures conditions de travail (...) Ce n'est donc pas le moment d'abandonner», conclut-il. ■

La Suisse veut laisser la porte ouverte au nucléaire

Armelle Bohineust

Berne qui avait annoncé l'abandon de l'atome après Fukushima reconsidère sa position.

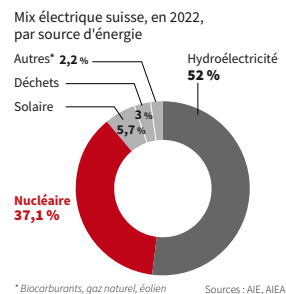
C'est un nouveau revirement en faveur du nucléaire. La Suisse, qui s'était prononcée pour l'abandon progressif de cette source d'énergie honnie d'une partie des écologistes, s'apprête à revenir en arrière.

«Depuis 2017, la situation sur le marché de l'électricité a radicalement changé», a déclaré mercredi le ministre de l'Environnement, des Transports et de l'Énergie, Albert Rösti, à Berne, à la sortie d'une réunion du Conseil fédéral, c'est-à-dire le gouvernement. «On ne dit pas qu'il y aura une nouvelle centrale dans dix ans.» Mais c'est un devoir de laisser «la porte ouverte à toutes les technologies possibles», a-t-il insisté, en soulignant que si ce processus n'est pas lancé aujourd'hui, il sera «peut-être trop tard dans vingt ans». «À l'époque, nous avions imaginé produire l'électricité manquante grâce à des centrales à gaz», mais «cette option est devenue quasiment impensable pour atteindre la neutralité carbone», explique Albert Rösti. L'énergie liée au gaz naturel représente à ce jour moins de 1 % de la production électrique suisse.

«Courage politique»

Son ministère soumettra donc au gouvernement d'ici à la fin de l'année une modification de la loi sur l'énergie nucléaire. Le Parlement devra en débattre et la population suisse se prononcera ensuite par référendum, se-

L'atome, un tiers du courant



* Biocarburants, gaz naturel, éolien Sources : AIE, AIEA

lon la tradition bien établie des votations.

La Suisse, qui a mené des recherches sur la physique nucléaire dès les années 1930, produit de l'électricité à partir de l'atome depuis 1969, soit quelques années après la France, laquelle a mis en place ses premiers réacteurs à partir de 1963. Le pays compte aujourd'hui quatre réacteurs actifs, installés dans trois centrales dont deux ont plus de 50 ans. Le parc atomique fournit plus d'un tiers de l'électricité produite en Suisse tandis que l'hydroélectricité, source d'énergie reine dans ce pays de montagne, en génère plus de la moitié. Quant à



l'énergie solaire, elle représente un peu plus de 5 % du courant.

Le nouveau cap annoncé mercredi par le gouvernement marque un changement majeur par rapport à la stratégie énergétique 2050, votée en 2017 dans l'objectif d'atteindre à cet horizon la neutralité carbone. Après la catastrophe de la centrale japonaise de Fukushima, provoquée par un gigantesque tsunami en mars 2011, le Conseil fédéral de la riche nation alpine avait annoncé une sortie progressive de l'énergie nucléaire d'ici à 2034. Et six ans plus tard, la population avait approuvé à plus de 58 %, lors d'un vote, l'interdiction de délivrer des autorisa-

tions pour la construction de centrales nucléaires.

En changeant de cap aujourd'hui, le conseiller fédéral Albert Rösti fait preuve de «courage politique». Car, ouvrir le dossier nucléaire, «c'est s'assurer un front ouvert et des attaques virulentes tout au long de son mandat au département de l'Énergie. Plus d'un ministre éviterait l'obstacle, resterait dans les tranchées, tant le dossier est émotionnel et clivant», souligne Romain Clivaz, éditeur du journal helvétique *Le Temps*.

Une «option de repli»

Le ministre bernois, par ailleurs docteur en sciences techniques et ingénieur agronome, a convaincu ses collègues que l'énergie nucléaire devait de nouveau être une composante possible. À ce stade, il faut voir cela comme une «option de repli» du bouquet énergétique suisse, a-t-il relativisé.

Cette décision du gouvernement suisse «ne remet nullement en cause le développement des énergies renouvelables», a soutenu par ailleurs le ministre en évoquant la détérioration de la situation géopolitique, en particulier en Europe depuis deux ans, et la croissance des besoins en électricité. Celle-ci est alimentée par la hausse régulière de la population (+1,7 % en 2022), qui s'élevait à 9 millions de résidents permanents fin 2023. Encore faut-il, souligne encore Le *Temps*, que le pays ne retombe pas «dans la paresse du mix énergétique hydraulique-nucléaire». ■

Pernod Ricard encaisse le choc du ralentissement chinois

Olivia Détrouat

Le groupe français s'attend à une reprise de la croissance lors de l'exercice en cours.

Dans un marché des spiritueux chahuté depuis un an après les années de forte croissance post-Covid, le numéro deux mondial du secteur, Pernod Ricard, n'échappe pas au coup de frein. Le propriétaire des whiskies James Watson, Ballantine's et Chivas, de la vodka Absolut, du cognac Martell et des champagnes Mumm et Perrier-Jouët a vu son chiffre d'affaires reculer de 1%, à 11,6 milliards d'euros, lors de son exercice 2023-2024 (clos le 30 juin).

C'est le contrecoup attendu de l'arrêt des deux moteurs du marché que sont les États-Unis et la Chine - ces pays stratégiques pèsent respectivement 20% et 10% dans l'activité de Pernod Ricard. Le groupe n'a pas échappé aux déstockages de distributeurs américains : les taux d'intérêt élevés ayant renchéri leurs coûts de stockage, ils ont fait de la place dans leurs réserves. Ceci a fait baisser les ventes du groupe français aux États-Unis de 9%. Et dans l'empire du Milieu, le moral en berne des consommateurs chinois pèse désormais durablement sur les ventes de certaines de ses marques phares. Comme son célèbre cognac Martell, dont les ventes ont globalement reculé de 10% l'an dernier.

En revanche, le groupe a amélioré sa marge opérationnelle organique, passée de 27,6% à 28,4% en un an. Notamment grâce à ses hausses de prix et à des économies de coûts. Surtout, il a réussi à presque entièrement compenser les coups de frein aux États-Unis et en Chine par sa dynamique dans le reste du continent américain, « en très belle croissance », selon Alexandre Ricard, le PDG du groupe. C'est aussi le cas de l'Inde, devenu le deuxième marché du groupe devant le Chine. Ou encore de l'Europe, qui, sans l'écueil russe, verrait son activité progresser de 2%. « Nous voyons, même dans des marchés matures, comme l'Allemagne, qu'il reste possible de réaliser des croissances à deux chiffres en misant sur nos marques haut de gamme comme Absolut », ajoute le PDG.



Alexandre Ricard, PDG de Pernod Ricard. Le groupe a réussi à presque entièrement compenser les coups de frein aux États-Unis et en Chine par sa dynamique dans le reste du continent américain, Sébastien Soriano/Le Figaro

Ces performances ont été saluées en Bourse, le titre Pernod Ricard clôturant en hausse de 1,98%, jeudi. La moindre exposition du groupe au marché chinois (10%) lui permet d'un peu mieux résister que ses grands concurrents. Le leader mondial, Diageo, a lui aussi limité le recul de son chiffre d'affaires de 1% sur la même période. Mais la baisse de 31,3% à 30% de sa marge opérationnelle organique annuelle avait inquiété les marchés cet été. Lors des seuls six premiers mois de l'année 2024, LVMH, propriétaire du leader du marché, Hennessy, a de son

côté enregistré un recul de 9% de l'activité de sa branche vins et spiritueux, et un recul de 26% du résultat opérationnel courant de sa division.

Dans ce contexte difficile, la plupart des acteurs des spiritueux se gardent bien de se hasarder sur le calendrier de reprise. Mais le relatif optimisme de Pernod Ricard pour l'exercice en cours n'est pas passé inaperçu. Il n'est certes pas question d'espérer de reprise en Chine, « où nous ne ferons pas mieux cette année », explique Alexandre Ricard. Aux États-Unis, « les raisons techniques qui pèsent

sur le marché durent un peu plus que ce que nous avions anticipé », ajoute Hélène de Tissot, la directrice financière du groupe. Mais l'essentiel de la normalisation de nos marchés est désormais passé, et nous attendons un retour à la croissance organique de notre chiffre d'affaires cette année. » De fait, le groupe a déjà constaté une reprise progressive de ses volumes sur les six premiers mois de 2024.

Anticipé par les marchés après deux années fastes, ce ralentissement de Pernod n'a donc pas inquiété outre mesure. D'autant qu'en parallèle les menaces de

surtaxes de la Chine sur le cognac et autres eaux-de-vie de vin européennes (armagnac, grappa...) semblent s'être en apparence éloignées. Les producteurs sont sous le coup d'une enquête anti-dumping ouverte par la Chine en tout début d'année en réponse aux taxes européennes appliquées sur ses propres véhicules électriques exportés sur le Vieux Continent. Or, jeudi, le pays a assuré qu'il n'appliquerait pas de sanctions fiscales immédiates provisoires sur les boissons concernées par l'enquête. Et notamment le célèbre cognac.

« Quelles que soient les avancées des négociations entre Pékin et Bruxelles, cette annonce acte clairement qu'il y aura des droits de douane supplémentaires »

Un spécialiste du secteur

Mais ce répit pourrait bien être en trompe-l'œil pour les acteurs, car de lourds droits définitifs pourraient bien être appliqués dans les prochains mois. Concomitamment à sa décision, Pékin a détaillé les droits de douane envisagés sur les volumes exportés d'Europe en Chine, en cas d'application de sanctions définitives. Ce que la Chine peut faire jusqu'au 5 juillet 2025, au plus tard.

Or ceux-ci sont lourds, oscillant entre 30% et 40% pour les trois acteurs français échantillonnés (Pernod Ricard, LVMH et Rémy Cointreau). Un niveau « inacceptable », selon l'interprofession du secteur (BNIC), rappelant que la Chine pèse entre 25% et 30% du chiffre d'affaires du secteur. « Ce n'est pas une bonne nouvelle ! », a jugé Alexandre Ricard. « Quelles que soient les avancées des négociations entre Pékin et Bruxelles, cette annonce acte clairement qu'il y aura des droits de douane supplémentaires », ajoute un fin connaisseur du sujet. L'année risque d'être encore chahutée dans le Charentais. ■

Attaqué par les marques de distributeurs, Bonduelle abandonne ses salades en sachet

Amélie Ruhlmann

Le spécialiste français des légumes se sépare de cette activité en France et en Allemagne. Et mène un redimensionnement plus général.

Pratiques, car prêtes à l'emploi, les salades en sachet n'auraient plus la cote. Celles de Bonduelle, en particulier. C'est du moins ce que soutient le spécialiste tricolore des légumes, qui annonce ce jeudi se séparer de son activité de salades en sachet sur les marchés français et allemand. Le groupe ferait face, depuis une dizaine d'années, « à une baisse structurelle de la consommation de salade en France et en Allemagne aggravée par le contexte inflationniste, et à la concurrence accrue des marques de distributeurs », affichant par conséquent « une dégradation continue des résultats de l'activité de la salade fraîche en sachet dans ces pays ».

Bonduelle a déjà trouvé deux repreneurs potentiels pour cette activité. En France, le groupe est en négociation exclusive avec Les Crudettes, société acquise en 2014 par le groupe alimentaire LSDH. À la tête de neuf sites de production en France, celui-ci compte 2300 collaborateurs, répartis entre son activité « liquide » (lait, jus...) et « végé-

tale ». Il revendique un chiffre d'affaires annuel de 1,2 milliard d'euros. En Allemagne, Bonduelle négocie avec l'américain Taylor Farms, qui rassemble les principaux producteurs nord-américains de salades et produits frais.

Bien que le repreneur de l'activité soit pressenti en France, l'avenir de l'usine de salade de Saint-Mihiel (Meuse) s'écrit sans Bonduelle. Le groupe est à la recherche d'un repreneur pour ce site. La direction a déjà communiqué aux 159 salariés la fermeture prochaine de l'usine, qui pourrait avoir lieu dès le printemps 2025, et ouvert un processus de dialogue avec les partenaires sociaux. Des remplacements de salariés pourront être envisagés, dès lors qu'un repreneur aura été trouvé pour le site. Dans son communiqué, le groupe assure qu'il est « déterminé, dans cette période de transformation, à construire et mettre en place le meilleur accompagnement social ».

L'abandon de l'usine de Saint-Mihiel et, avec elle, de l'activité salade sur le marché français participe à une straté-



gie plus globale de « redimensionnement » des activités hexagonales de Bonduelle. Dans son communiqué, le groupe évoque aussi un projet « d'allègement des structures siège » qui correspond au départ volontaire d'une quarantaine de salariés employés au sein de Bonduelle France. Cet amaigrissement répond au besoin de « protéger la pérennité » du groupe.

-15 %

Baisse du chiffre d'affaires de Bonduelle sur l'activité « salades » au cours des sept dernières années

Bonduelle, qui compte plus de 11000 collaborateurs opérant dans près de 100 pays, doit composer avec la pluralité de ses marchés et leurs dynamiques de croissance différenciées.

Adrien Nowak/Hans Lucas via Reuters

remontent à la crise sanitaire : passés les premiers mois d'euphorie liée à l'envolée des ventes de légumes en conserve, la rentabilité du géant végétal a chuté au fil des semestres.

Bonduelle a ensuite préservé son chiffre d'affaires de l'érosion des ventes par une hausse des tarifs. Mais les deux segments porteurs que sont le surgelé et le « traiteur », sur lesquels le groupe entend désormais se concentrer, pâtissent, comme les légumes frais, de la concurrence accrue des marques distributeurs (MDD), dont les ventes en volume et en valeur ont bondi pendant la crise inflationniste. Au rayon des légumes surgelés non cuisinés, 73% des produits vendus sont commercialisés sous MDD, selon Circana, ce qui ne laisse que peu de place aux grandes marques.

Bonduelle doit enfin composer avec la pluralité de ses marchés, et leurs dynamiques de croissance différenciées. Le groupe compte plus de 11000 collaborateurs opérant dans près de cent pays, y compris la Russie, où plusieurs usines sont toujours en activité. La bonne santé des marchés extra-européens, responsables de plus d'un tiers du chiffre d'affaires global, est cruciale pour la rentabilité du groupe. Ce sont d'ailleurs les difficultés rencontrées aux États-Unis (acquisitions malheureuses) qui avaient encouragé la nomination d'un directeur général expérimenté sur ce marché, Xavier Unkovic, à la tête de Bonduelle en 2023. Pour l'heure, seuls les marchés français et allemand sont concernés par l'abandon du segment des salades en sachet annoncé ce jeudi, ce qui épargne, pour un temps au moins, les entités présentes aux États-Unis et en Italie. ■

Le groupe italien investit dans la biscuiterie afin de trouver des relais de croissance sur le marché français.

Craintes autour de l'usine Renault de moteurs de F1 en région parisienne

Elisa Hermet

L'écurie Alpine F1 Team pourrait dès 2026 être motorisée par Mercedes.

Comment Barilla veut réduire sa dépendance aux pâtes et à l'Italie

Olivia Détrouat

Le groupe se lance sur le segment du goûter en France. Il tente aussi de se développer plus rapidement hors de son marché natal.

Cahuté depuis cinq ans par les aléas climatiques qui ont affecté le blé dur puis le blé tendre, et par les conséquences de l'inflation sur le comportement des consommateurs, Barilla lance les grandes manœuvres. Pour cette rentrée, le groupe familial italien (4,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires), connu pour ses pâtes et ses sauces mais aussi pour ses pains Harrys et ses biscuits Mulino Bianco, fait un pari audacieux. Le groupe se lance en France à l'assaut d'un rayon du goûter monopolisé par Mondelez (Oreo, Milka, Lu...), Ferrero (Nutella, Kinder...) ou Brossard. Plus précisément, il commercialise de goûters moelleux Harrys.

Baptistes Chocalin, Tendirissime et Choco Mousse, ces barres incrustées de chocolat et ces pavés chocolatés ne sont que la première vague de l'offensive du groupe dans la pâtisserie industrielle. Il aura fallu trois ans aux équipes de R&D de Barilla pour développer une recette. Le groupe compte bien, dans les trois ans, grignoter autour de 5% du marché aux poids lourds du secteur, dans un rayon où les marges sont meilleures que sur son métier d'origine.

L'offensive va bien au-delà d'une innovation habituelle. «C'est notre plus gros lancement en France depuis dix ans, explique Miloud Benauda, qui pilote la zone Europe de l'Ouest du groupe. Cela illustre la volonté de la famille de réduire la dépendance aux pâtes, d'une part, et à l'Italie, de l'autre, qui pèse encore près de 40% de notre activité. Ce qui n'est pas bon dans un monde où nous connaissons en moyenne une crise tous les cinq ans. Être trop spécialisé fait sérieusement tanguer l'entreprise quand il y a une tempête telle que le choc inflationniste que nous

avons connu sur les pâtes. Il est important de diversifier les risques.»

De fait, si le pastier créé il y a près de cent cinquante ans est sorti de ses frontières dès les années 1970, «il reste du potentiel de croissance en Europe et aux États-Unis, explique le dirigeant de la première filiale européenne (hors Italie) du groupe (13% du chiffre d'affaires). Surtout, nous voulons miser sur les métiers et savoir-faire que nous avons déjà comme celui de la boulangerie et de la biscuiterie avec Harrys et Mulino Bianco. Ce qui est hors du métier historique des pâtes pourrait atteindre à terme la moitié de notre chiffre d'affaires (contre 40% aujourd'hui, NDLR).» L'exercice est ardu alors que les distributeurs tendent depuis deux ans à rationaliser leurs assortiments, pour réduire leurs coûts et optimiser leurs linéaires face à des consommateurs moins enclins à céder à toutes les innovations.

Tournant stratégique

Le groupe va s'appuyer sur ses pépites locales comme Harrys ou Mulino Bianco, le leader incontesté en Italie des biscuits. Cela se fera à la fois en misant sur les innovations et en lançant des produits existant sur de nouveaux marchés. Comme par exemple des recettes de goûters pâtisseries Mulino Bianco en France. «Nous n'excluons pas des opportunités de rachats ciblés dans les autres pays», complète Miloud Benauda. Peu endetté, le groupe peut se le permettre. Reste que les cibles sur certains de ses marchés prioritaires comme les États-Unis (27% de son chiffre d'affaires) sont rares dans les rayons de la boulangerie.

Outre-Atlantique, le groupe n'est connu que pour ses pâtes et ses sauces, une success story qui lui a permis de conquérir 30% du marché local. Mais il

n'est pas le seul à lorgner le rayon boulanger : le français Bridor (groupe Le Duff) a investi 400 millions d'euros depuis 2019 aux États-Unis pour y doper ses capacités industrielles. De son côté, Barilla produit intégralement en Europe.

Ce tournant stratégique du groupe s'inscrit dans une tendance générale : nombre d'acteurs alimentaires (Ferre-ro, Andros, Bel...) investissent d'autres rayons pour trouver des relais de croissance, face à la déconsommation qui s'est installée dans plusieurs marchés matures comme la France. Le fromager Bel a racheté Materne Mont Blanc en 2016 (compotés et crèmes dessert), Ferrero (Nutella, Kinder) s'est lancé dans le biscuit. Dans l'Hexagone, les volumes vendus en grande surface continuent de reculer depuis le début de l'année, malgré un reflux des prix de 0,9% depuis un an.

L'exemple de Barilla illustre aussi le besoin de se diversifier face aux changements climatiques, dont les effets sont plus en plus forts. En 2022 puis en 2023, le groupe a dû amortir la multiplication par quatre des prix du blé dur entrant dans la composition de ses pâtes, puis celle par deux des cours du blé tendre utilisé dans ses pains. Un tsunami qu'il a pu gérer à la fois en rognant quel que peu ses marges, mais aussi en répercutant une partie de ces hausses sur ses tarifs de vente.

Depuis un an, l'apaisement des prix sur les marchés agricoles mondiaux a toutefois permis au groupe Barilla de revenir un peu sur ce choc inflationniste. Ses tarifs ont diminué en moyenne entre 6% et 8% sur son stratégique marché français. Ce qui lui a permis de faire repartir à la hausse ses volumes dans l'Hexagone de 3% depuis le début de l'année. Un petit tour de force dans le contexte actuel de consommation. ■

L'«histoire d'amour» entre Renault et la Formule 1 pourrait être écornée. Un rumeur, confirmée par L'Équipe le mois dernier, affirme que l'écurie française BWT Alpine F1 Team s'apprête à se séparer de ses moteurs Renault pour opter pour ceux de l'allemand Mercedes à l'issue de la saison 2025. De quoi plonger les 334 salariés de l'usine Alpine de Viry-Châtillon (Essonne), qui fabrique ses moteurs, dans l'incertitude la plus totale. Contacté par Le Figaro, Alpine, filiale du groupe Renault, calme le jeu, en assurant que la décision «n'est pas encore actée» et qu'«une expertise est en cours jusqu'au 30 septembre». À l'issue de celle-ci, une décision sera prise sur l'arrêt ou le maintien du développement du moteur Renault.

D'ores et déjà, les responsables politiques ont réagi. La députée LFI-NFP de l'Essonne Claire Lejeune a appelé les ministres démissionnaires de l'Industrie et de l'Économie à intervenir «pour garantir la sauvegarde de ces emplois et assurer un avenir digne aux salariés(e)s». Le maire centriste de Viry-Châtillon, Jean-Marie Vilain, s'est, quant à lui, adressé à Emmanuel Macron, dans une lettre ouverte repartagée sur X. Il appelle le gouvernement à agir, sachant que l'État détient 15,01% du groupe Renault. Et ajoute que les salariés «ne conçoivent pas d'être reconvertis dans la conception de voitures de série».

Fin juillet, le patron d'Alpine en F1, Bruno Famin, avait annoncé, lors d'une conférence de presse, «quitter (son) rôle à la fin du mois d'août pour (se) consacrer entièrement à partir du 1^{er} septembre aux activités à Viry-Châtillon». «Compte tenu des enjeux, je pense qu'il sera beaucoup plus utile pour l'entreprise de concentrer mon temps sur les activités à Viry», ajoutait-il. Un projet, présenté fin juillet aux représentants du personnel à Viry-Châtillon, «consiste à réaffecter les ressources consacrées au développement des moteurs de Formule 1 fabriqués à Viry» vers d'autres programmes, a expliqué Bruno Famin, qui conserve sa position de directeur d'Alpine Motosport, chargé du programme d'endurance.

«Une catastrophe pour l'innovation»

«Les ressources de la partie moteur F1 (pourraient être utilisées) pour des projets spécifiques comme le développement des moteurs à hydrogène ou électriques à haute densité de puissance ou encore le programme endurance», suggère quant à lui le maire de Viry-Châtillon, Jean-Marie Vilain. Chez Alpine, on met en avant le plan de «neutralité carbone» et de développement des modèles, qui nécessitera un «besoin de ressources et de financement». Ce qui pourrait impliquer une «transformation du site de Viry-Châtillon»

et une «réallocation des ressources humaines».

Les quelque 300 salariés de l'usine Alpine F1 demeurent malgré tout dans l'inconnu, les déclarations de l'entreprise ne suffisant pas à effacer le trouble. Dénouant «un choc et une catastrophe pour l'innovation automobile, la souveraineté technologique française et l'innovation industrielle», le comité social et économique (CSE) d'Alpine Racing a annoncé jeudi que des actions de contestation seraient menées ce vendredi, à l'occasion du Grand Prix de Monza. «Une centaine de collaborateurs» seront présents en Italie et arboreront une banderole à message et des tee-shirts au logo d'Alpine. Le but n'étant pas d'empêcher les courses du week-end mais de «plaider la cause du maintien d'un moteur français en F1», explique le CSE. A Viry-Châtillon, les autres salariés seront, eux, en grève, soutenus sur site par «des élus locaux». La ville a appelé la population à être présente sur place, ajoute-t-il.

«Beaucoup de départs»

La CGT Renault, qui est représentée au CSE, a, elle, indiqué qu'elle allait se réunir ce vendredi à Dieppe (Seine-Maritime), où se trouve l'usine de production des voitures de sport Alpine, afin de décider d'actions à mener. «Une grève pourrait être actée» à Viry-Châtillon, explique David Leblond-Maré, délégué syndical CGT du groupe Renault, qui aurait plus pour but d'affirmer la volonté des salariés de garder leur usine que de perturber les activités. Le syndicaliste dénonce une décision «scandaleuse» prise pendant l'été, sans prévenir les employés, qui l'ont apprise dans la presse. La direction n'a à ce jour «rien (annoncé) de concret», uniquement des reclassements ou des formations, déplore-t-il. Trop peu pour satisfaire la CGT et les employés puisque «cela implique beaucoup de départs», ajoute David Leblond-Maré. De son côté, Alpine insiste sur le fait que «tout est à l'étude». Si abandon du moteur Renault il y a, «chaque personne aura un poste», assure-t-on.

À la veille du 16^e Grand Prix (sur 24) de la saison, ce week-end, Alpine n'est classée que huitième parmi les dix écuries en lice. Les quatre écuries dotées d'un moteur Mercedes sont pour trois d'entre elles mieux classées, avec McLaren 2^e, Mercedes 4^e et Aston Martin 5^e - Williams est 9^e. L'aspect financier joue aussi dans le possible choix d'un moteur Mercedes, puisque la législation en Formule 1 plafonne les budgets des écuries. Le nouveau moteur Renault, actuellement en développement, pourrait coûter jusqu'à 120 millions d'euros par an, sans pour autant être accompagné de garanties de compétitivité. En revanche, acheter le moteur Mercedes, qui a déjà prouvé son efficacité, ne coûterait annuellement «que» 17 millions à l'écurie française. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 29 AOÛT

LE CAC	DOUR	%VAR	-HAUT DOUR	-BAS DOUR	%CAP/SE	SI/12	DOUR	%VAR	-HAUT DOUR	-BAS DOUR	%CAP/SE	SI/12	
ACCOR	38,2	+195	38,29	37,45	0,372	+10,4	LMVH	677,4	+168	677,6	667	0,053	-7,66
AIR LIQUIDE	169,34	+128	169,34	167,48	0,073	-3,85	MICHELIN	35,37	+0,23	35,55	35,29	0,125	+8,96
AIRBUS	140,56	-0,21	142,04	140,36	0,096	-0,56	ORANGE	10,395	-0,38	10,52	10,385	0,131	+0,88
ARCELOMITTAL SA	21,8	-0,62	22,22	20,96	0,238	-17,51	PERNOD RICARD	151,5	+198	141,1	128,15	0,448	-17,9
AXA	34,3	-0,03	34,45	34,23	0,091	+16,31	PUBLICIS GROUPE SA	99,75	+0,05	99,98	98,84	0,109	+18,76
BNP PARIBAS ACTA	62,11	+0,37	62,58	61,8	0,129	-0,77	RENAULT	43,17	+0,77	43,25	42,69	0,141	+16,98
BOUYGUES	32,26	+0,19	32,43	32,2	0,093	-5,45	SAFRAN	198,6	+0,53	198,9	197,1	0,063	24,55
CACEMINI	186	-0,51	186,85	184,15	0,103	-1,46	SAINT GOBAIN	78,26	+0,85	78,42	77,36	0,091	+17,4
CARREFOUR	14,56	0	14,75	14,55	0,148	-1,21	SANOFI	101,44	+0,46	101,64	100,5	0,099	+13,01
CREDIT AGRICOLE	13,8	-0,33	13,885	13,75	0,083	-1,38	SCHNEIDER ELECTRIC	230,4	+152	230,4	226,65	0,069	26,75
DANONE	62,44	-0,32	62,86	62,32	0,152	-6,41	SOCIETE GENERALE	216,6	+0,16	218,7	215,5	0,205	-9,84
DASSAULT SYSTEMES	35,27	-2,77	35,4	34,22	0,087	-20,27	STELLANTIS NV	15,144	+101	15,162	14,946	0,061	28,38
EDENRED	37,97	+0,37	38,09	37,42	0,135	-29,87	STMICROELECTRONICS	28,575	+2,92	28,73	27,685	0,211	36,84
ENGIE	15,77	+0,29	15,875	15,69	0,172	-0,93	TELEPERFORMANCE	98,5	-6,5	103,1	98,5	0,77	25,41
ESSILORLUXOTTICA	215,4	+0,28	216,3	214,4	0,051	+18,61	THALES	151,25	+0,09	151,3	149,75	0,042	+12,92
EUROPINS SCIENT.	51,68	-16	52,34	51,54	0,155	-12,38	TOTALENERGIES	62,71	+0,48	62,74	61,87	0,093	-1,8
HERMES INTL	2160	+179	2160	2123	0,03	+12,57	UNIBAIL-RODAMCO-WE	71,44	-1,33	72,82	71,34	0,151	+4,75
KERING	258,35	+0,76	261,45	256	0,191	-35,25	VEOLIA ENVIRON.	29,78	+0,61	29,83	28,48	0,163	+4,27
L'OREAL	398,55	+183	398,65	392,15	0,041	-11,56	VINCI	107,6	+0,23	107,75	106,85	0,079	-5,36
LEGAND	100,9	+169	101	98,88	0,095	+7,23	VIVENDI SE	10,165	+0,49	10,23	10,125	0,123	+5,05

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=	L'OR	VEILLE	31/12
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6274 AUD	Lingot 100g	73 286,94€	+21,91%
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4927 CAD	Lingot 50g	3 675,8€	+21,82%
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING	1,1088 USD	Lingot ONCE (3110g)	2 291,55€	+21,78%
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	8,6422 HKD	Lingot 10g	743,06€	+21,54%
JAPON	YEN	160,36 JPY	Lingot 2,5g	193,94€	+20,57%
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9384 CHF	20F NAPOLÉON	456,26€	+21,92%
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1088 USD	20F SUISSE	451,5€	+21,92%
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,394 TND	SOUVERAIN	5717,4€	+21,92%
MAROC	DIRHAM	11,03 MAD	KRUGGERAND	2 438,74€	+21,92%
NOUVELLE-LIVRE TURQUE	LIRES	37,7944 TRY	50 PESOS	2 912,02€	+21,92%
EGYPTE	LIVRE EGYPTEENNE	54,42 EGP	10 DOLLARS	1 191,7€	+21,92%
CHINE	YUAN	7,8653 CNY	20 DOLLARS	2 381,4€	+21,92%
INDE	ROUPIE	93,023 INR			
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	149,72 DZD			



L'usine Alpine de Viry-Châtillon, dont l'avenir apparaît incertain, compte 334 salariés. OLIVIER ARANDEL/PHOTOPOLIE PARIS/ENMAX/PP

Thierry Thuillier : « La numérotation très lointaine de LCI est un handicap »

Caroline Sallé

Mercato, bataille de l'audience...
Le patron de l'information du groupe TF1 détaille les chantiers de la rentrée.

F in juillet, Fabien Namias créait la surprise en annonçant son départ de la tête de LCI pour rejoindre sa concurrente directe BFMTV, en vue de succéder à Marc-Olivier Fogiel, le directeur général de la chaîne. Fin août, LCI s'est trouvé un nouveau patron. La chaîne d'info du groupe TF1 a choisi un journaliste maison, Guillaume Debré, pour reprendre le poste de directeur général. « Nous avons beaucoup agité le mercato ces dernières années et nous considérons aujourd'hui que nos équipes sont très riches de talents à l'antenne, au management etc. D'où le choix de se tourner vers l'interne, explique Thierry Thuillier, le directeur général adjoint de l'information du groupe TF1. Guillaume Debré coche toutes les cases pour assumer la fonction de directeur général de LCI. Il est arrivé dans le groupe en 2005 en tant que correspondant à Washington, il connaît bien les équipes. Il a une solide expérience de l'actualité anglosaxonne et notamment américaine pour avoir travaillé 5 ans sur la chaîne d'info CNN. Il a en outre cette culture du tout info posée, professionnelle et rationnelle. Et il peut s'appuyer sur un réseau relationnel étendu, en interne comme en externe. »

Ce pedigree très international et également politique - Guillaume Debré a rédigé deux livres sur la présidence de Barack Obama - est en phase avec la ligne éditoriale de LCI. « Guillaume Debré a cette ouverture d'esprit qui caractérise la chaîne. C'est un facteur important dans le choix de sa nomination. Il y avait plusieurs candidats. Avec Rodolphe Belmer, le PDG de TF1, nous avons estimé que c'était le meilleur profil et aussi le moment pour lui

de prendre de nouvelles responsabilités. » Agé de 50 ans, le nouveau dirigeant - fils de l'ancien président du Conseil constitutionnel Jean-Louis Debré -, sera secondé par Bastien Morassi et Hélène Leconte, respectivement directeur et directrice adjointe de la rédaction. Il aura pour mission de « poursuivre le travail de repositionnement de LCI autour des trois grands domaines dans lesquels nous voulons exceller : la politique, l'économie et l'étranger. Nous souhaitons être la meilleure chaîne de décryptage sur ces questions régaliennes. »

Après le départ de Fabien Namias, qu'il avait recruté, Thierry Thuillier assure avoir « tourné la page très vite. Ce mercato actuel des dirigeants, et pas seulement des incarnations à l'antenne, ne m'étonne pas vraiment. Dans les médias, surtout audiovisuels, lorsque l'on s'approche d'une élection présidentielle, il y a souvent des repositionnements et des transferts importants. Tout le monde a en tête 2027. Et tout le monde s'y prépare », analyse-t-il. Quant à savoir à quelle date Fabien Namias pourra rejoindre BFMTV, il a comme dans tout contrat des clauses de non-concurrence. La télévision est un petit marché et lorsque vous êtes dans les états-majors d'un groupe, vous partagez des informations confidentielles. C'est important qu'il y ait un sas ». Qui pourrait durer quelques mois...

TF1 a aussi vu l'un de ses visages de l'info quitter le navire. Julien Arnaud, le joker de Gilles Bouleau, a choisi de succéder à Thomas Sotto - nouveau matinalier de RTL - pour animer « Télématin » sur France 2. « Je suis content pour lui, il a saisi une opportunité, je lui souhaite bonne route. Nous avons bien conscience que



« La puissance de nos JT a été rétablie et c'est un immense sujet de satisfaction », confie Thierry Thuillier, le directeur général adjoint de l'information du groupe TF1. CHRISTOPHE CHEVALIN/TF1

Changements au sein de l'état-major de l'information, mercato, bataille de l'audience... Un autre gros chantier attend aussi Thierry Thuillier. Cet été, l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, a renouvelé l'autorisation d'émettre de 13 chaînes sur la TNT dont LCI, et exclu C8 et NRJ12. Les diffuseurs retenus vont devoir à présent renégocier leur convention. « La convention de LCI est très contraignante, bien plus que celles de ses concurrents BFMTV, CNews ou Franceinfo. Nous plaçons pour une équité de traitement, autrement dit une convention assez similaire à celle de BFMTV, qui permettra plus de souplesse dans nos grilles. Il n'y a plus de raison de faire perdurer des inégalités qui, à l'origine, devaient servir à freiner notre montée en puissance afin de ne pas déstabiliser le marché. Aujourd'hui, le marché des chaînes info se porte très bien, nous avons tous gagné en audience et les modèles économiques ne sont pas en danger », affirme le patron de l'info. Devant l'Arcom, les dirigeants du groupe avaient évoqué un équilibre en 2025. La chaîne perdait encore près de 20 millions d'euros il y a deux ans.

L'autre dossier chaud sera celui de la numérotation. Thierry Thuillier considère que la position de LCI sur le canal 26 pénalise aujourd'hui la chaîne. « Nous souhaitons la création d'un bloc de chaînes info. C'est une opportunité historique pour LCI, que nous considérons comme une chaîne de qualité qui apporte de la valeur et de la singularité par rapport à ses concurrents du privé. Mais c'est aussi l'occasion de renforcer le pluralisme et de rendre service au public. Enfin, cela permettrait à LCI aussi de recréer une forme d'équité des chances. Aujourd'hui, nous ne participons pas à la même course : 12 millions de personnes passent quotidiennement sur BFMTV (canal 15), 9 millions sur CNews (canal 16), 6 millions sur LCI (canal 26) et 5 sur Franceinfo (canal 27). La numérotation très lointaine de LCI est un handicap. »

Nommé à son poste en 2017, Thierry Thuillier, qui a enrichi l'offre d'info du groupe en rallongeant notamment les JT, en créant une nouvelle matinale animée par Bruce Toussaint, en renforçant l'info sur le digital et qui a œuvré pour le redressement de LCI, a-t-il désormais des envies d'ailleurs ? Certains l'imaginent déjà briguer la présidence de France Télévision, en 2025. L'intéressé préfère en rire. « Je n'y pense même pas en me rasant le matin », balaye-t-il. ■

c'est un talent qui part à la concurrence, mais c'est stimulant et nous avons d'autres talents ». Le dirigeant, qui a « reçu une dizaine de candidatures, internes et externes, de tous horizons », n'a pas encore choisi son remplaçant. « Nous allons prendre le temps de la réflexion. Je pense qu'une candidature en interne sera privilégiée. C'est une occasion de faire grandir des talents maison ». Quant au profil du prochain joker, « il devra incarner la ligne éditoriale des journaux de TF1. Pour faire simple, nous recherchons un présentateur tout sauf docte, proche de son public, qui accompagne les téléspectateurs dans leur quotidien pas toujours facile, qui leur délivre des informations pour améliorer ce quotidien et les éclairer. Cette notion de proximité, d'empathie sera primordiale », insiste Thierry Thuillier.

Si l'éte n'a pas été simple durant la période des JO, qui a pu provoquer un creux d'audience, « les JT de TF1 ont plu-

tôt très bien résisté. Jacques Legros, à la présentation du JT de 13 heures, n'a jamais été battu par la concurrence durant toute la période des JO. Le « 20 Heures » a de son côté conservé un socle d'environ 4 millions de téléspectateurs. Cela prouve la très

« Nous souhaitons la création d'un bloc de chaînes info. C'est une opportunité historique pour LCI »

bonne santé de nos JT. J'observe également que, dès le lendemain de la cérémonie de clôture, nous avons réinstallé un écart de 1 million de téléspectateurs, voire plus certains soirs, avec notre principal concurrent. La puissance de nos JT a été rétablie et c'est un immense sujet de satisfaction. »

IA : malgré des résultats flamboyants, Nvidia déçoit Wall Street

Pierre-Yves Dugua Washington

Leader du secteur de l'intelligence artificielle, le groupe américain a doublé son chiffre d'affaires trimestriel, à 30 milliards de dollars, pour 16 milliards de bénéfices nets. Mais sa croissance hors norme marque le pas.

Nvidia, leader du secteur de l'intelligence artificielle (IA) et société phare de Wall Street, a rendu compte mercredi de performances trimestrielles solides avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de dollars pour 16 milliards de bénéfices nets. Mais ces chiffres sont modestement en deçà des espérances exubérantes de certains. Voilà en effet trois trimestres consécutifs que Nvidia affiche une augmentation de son chiffre d'affaires de plus de 200 %. Elle n'est, cette fois-ci, que de 122 %. Le marché hors cote avait donc tonné mercredi soir, en faisant reculer jusqu'à 6 % le cours du géant de Sunnyvale (Californie). À l'ouverture du Nasdaq jeudi, l'action Nvidia baissait de 3,5 %.

Ces replis sont à remettre dans le contexte d'un bond de plus de 150 % du cours de Nvidia depuis le début de l'année et de 239 % en 2023. Fondée en 1993, l'entreprise est toujours valorisée à plus de 3 000 milliards de dollars par Wall Street. Depuis juin dernier, sa capitalisation rivalise avec celle du leader Microsoft, qui se trouve être un de ses meilleurs clients. La santé de Nvidia est donc scrutée de très près par les marchés, d'autant qu'elle a le pouvoir d'entraîner des dégagements sur d'autres valeurs du secteur des semi-conduc-



Le siège de Nvidia à Santa Clara en Californie. TAYFUN COSKUN / ANADOLU VIA AFP

teurs et de la technologie en général, et donc d'affecter tous les marchés d'actions...

« Certains vont essayer de trouver des failles dans les chiffres de Nvidia. Mais ces résultats historiques montrent une croissance impressionnante et illustrent de la demande sous-jacente de la révolution de l'IA », affirme l'analyste de Wedbush Dan Ives. Afin de rassurer ses actionnai-

res très exigeants, Nvidia annonce par ailleurs un programme supplémentaire de rachat de ses propres actions sur le marché de 50 milliards de dollars.

Des difficultés de production de la nouvelle génération de processeurs Nvidia, nommée Blackwell, pèsent sur les marges, énormes, du groupe américain. On a appris mercredi soir que Blackwell ne sera pas disponible dans les volumes

prévus avant le quatrième trimestre. Jensen Huang, le charismatique patron et fondateur de Nvidia, minimise l'impact de ce délai sur la croissance de la firme. La génération actuelle de son produit vedette, Hopper, dit-il, continue de s'arracher.

75% de marges brutes

Les marges brutes de Nvidia devraient reculer de 75,8 % au second trimestre à 75 % durant le trimestre en cours. À ce niveau, on reste très au-dessus de la norme, en particulier des marges d'AMD, principal concurrent de Nvidia, dont les marges brutes sont de l'ordre de 53 %.

Le groupe anticipe 32,5 milliards de dollars de ventes au cours du troisième trimestre. C'est à nouveau plus de deux fois le montant des ventes enregistrées à la même époque l'an dernier. « Nous aurons beaucoup, beaucoup de produits, et nous serons en mesure d'augmenter la production », affirme Jensen Huang, sans donner davantage de chiffres sur Blackwell, ce qui laisse certains analystes sur leur faim.

Nvidia a habitué ses actionnaires à publier des performances toujours largement supérieures aux prévisions des analystes. Or, pour le second trimestre, l'ampleur de l'écart entre les résultats et

les anticipations se révèle moins élevée que précédemment.

Sur le fond, cela ne semble pas remettre en question la forte croissance du secteur des produits et services liés à l'intelligence artificielle. Les puces de Nvidia et les logiciels qui les accompagnent ont été initialement conçus pour accélérer le traitement de données nécessaires aux applications graphiques. Leur architecture s'est révélée particulièrement adaptée aux applications d'IA comme ChatGPT, développé par OpenAI.

Microsoft (partenaire d'OpenAI), Google, Amazon et Meta, tous clients de Nvidia, comptent toujours investir collectivement plus de 200 milliards de dollars, pour l'essentiel dans les infrastructures de serveurs dédiés aux applications d'IA pour la seule année 2024.

On estime que ces titans de la technologie représentent 40 % des ventes de Nvidia. Tout signe de ralentissement de leurs investissements gigantesques aurait des conséquences graves pour l'entreprise. Jensen Huang maintient toutefois que le cycle d'investissement dans l'infrastructure de l'IA ne fait que commencer. On s'interroge néanmoins sur la capacité de la demande à grimper autant, si, par ailleurs, la monétisation des applications d'IA n'est pas davantage visible. ■